

Témoignages sur Mai 68 à Toulouse



Textes extraits du site:
itineraires-militants-68.fr

18 avril 2010

Tous les témoignages d'acteurs de la région toulousaine que nous présentons montrent l'effet de basculement, d'ouverture, de prise de parole, de solidarité, de soif de démocratie et de liberté, de mouvements de masse que fut cette période. Ce fut aussi un moment de libération festive et de rêve utopique qui dura quelques semaines. C'était un début pour beaucoup d'entre nous, ce fut le début de vie militante, ensuite vint le temps des combats âpres, des expérimentations, des désillusions, mais aussi heureusement, parfois des joies.

Notre objectif est de montrer que les acteurs de cette aventure sociétale, politique, culturelle sont bien des êtres de chair et d'os, proches de nous, que nous pouvons rencontrer aujourd'hui près de chez nous. Contrairement aux effets d'annonce parisiens qui voudraient faire croire que les soixante-huitards sont tous recyclés dans les médias ou devenus des « business man », des politiciens ou des intellectuels compromis à droite, nous verrons que les acteurs toulousains n'ont pas du tout suivi ces trajectoires même si certains se sont retirés de la vie militante il y a longtemps. Enfin ce qui caractérise l'ensemble des acteurs de cette époque est un réel humanisme et une réelle culture de gauche pour qui la solidarité, l'émancipation individuelle et collective ne sont pas des vains mots. La lame de fond de 68 n'est pas finie, de nombreux acteurs de cette période continuent à militer dans des partis, des associations, à développer l'esprit critique, pour certains, la capacité de s'intéresser à l'autre et à l'ailleurs est irréductible, tant mieux.

Nous présentons ici le témoignage de plusieurs acteurs, leur rôle a pu être très différent parfois très exposé publiquement, parfois plus dans l'action ou encore dans les cercles de discussion et souvent dans tout à la fois. Il s'agit d'une tranche de leur vie qui va pour certains du début des années 60 au milieu des années 70 pour d'autres elle commence en 68, pour d'autres leur engagement démarre grâce à mai 68, un an ou deux ans après.

Tous les courants politiques de l'extrême gauche qui ont caractérisé cette période allant de 1965 à 1975 sont présentés dans ces témoignages, des trotskystes, des anarchistes, des libertaires, des autogestionnaires, des pro-situationnistes, des féministes, des maoïstes, des inorganisés, des occitanistes, des GOPistes, ...

Volontairement nous n'avons pas demandé à ceux qui toulousains dans cette période, ont déjà écrit leur témoignage comme Jann Marc Rouillan ou Daniel Bensaid dans des ouvrages ou leur trajectoire militante est longuement détaillée.

Elie Brugarolas

À propos de mai 68 à Toulouse et du contexte

Elie Brugarolas

Mai 68 n'est qu'une étape magique de quelques semaines d'une période qui a commencé à la fin de la guerre d'Algérie et s'est terminée dans les années 78-80.

Mai 68 « fut un de ces moments où l'utopie trouve un lieu » (Bernard Chamayou).

Dans les années qui ont précédé 68 de nombreux jeunes, étudiants, lycéens, jeunes ouvriers furent sensibilisés voire formés dans des organisations d'animation, de réflexion, d'action, portées par des idées de la gauche anticolonialiste, tiers-mondiste, humaniste. Ces organisations de jeunes étaient sous-tendues soit par des courants religieux, les cathos JEC, JOC, les juifs de gauche (le BETA), ou bien de courants politiques essentiellement du PC (étudiants de l'UEC) ou du PSU (étudiants ESU). Les militants de gauche dès le début des années 60, se sont mis à contester les politiques impérialistes et colonialistes, mais aussi peu à peu, mis à contester l'ordre existant, l'ordre de la société conservatrice qualifiée de bourgeoise et l'ordre de la gauche conservatrice communiste symbolisée par le Parti Communiste.

Beaucoup de ces jeunes gens s'ils étaient étudiants ont fréquenté l'UNEF, syndicat étudiant qui était le « lieu de combat des tendances » entre d'un côté les austères, les stals du PC et de l'autre ceux plus « ouverts sur le monde » du PSU autogestionnaire, les trotskystes, les situationnistes, les libertaires, les inorganisés.

Le maoïsme est né peu avant 68 sur fond de révolution culturelle en Chine, pour une période qui durera jusqu'au milieu des années 70. Le maoïsme fut en France promu par les penseurs althussériens critiques à l'égard du PC, les maoïstes s'avéraient de fait encore plus staliniens que les membres du PC. Les maoïstes sont allés déranger les militants du PC et de la CGT dans les lieux qu'ils considéraient comme leur propriété: le monde ouvrier.

La situation politique nationale et internationale, la situation culturelle et sociale des années qui précédèrent l'année 1968 ont été longuement décrites dans de nombreux ouvrages consacrés à cette période. Par souci de ne pas rendre fastidieuse la lecture nous reprendrons ici quelques points essentiels.

Les années 60 ont été marquées par un grand nombre d'événements mondiaux sur fond de guerre froide entre d'une part les pays occidentaux notamment les USA et d'autre part l'URSS et de fait tous les pays sous influence soviétique dans l'est de l'Europe, Cuba et quelques pays d'obédience marxiste en Afrique. La tension atteint son maximum lors du débarquement de troupes pro-américaines dans la Baie des Cochons à Cuba. Ce fut aussi la décennie des guerres de libération (de décolonisation) portées par des mouvements se réclamant du marxisme, au Congo par exemple où Lumumba fut assassiné en 61, la guerre du Viêt-Nam qui démarre par des bombardements américains dès 1965, mais aussi la guerre de libération menée par le FLN contre la France en Algérie qui se terminera en 1962 par les accords d'Evian. La guerre des 6 jours entre Israël et les pays arabes en 1967 sera un épisode marquant du conflit israélo-palestinien et israélo-arabe, de même la prise de pouvoir par des dictatures militaires en Grèce et le maintien jusqu'en 74 de Franco en Espagne seront des faits marquants de cette décennie. Enfin, cette décennie est marquée par des guerres de rebellions ethniques (génocide du Biafra en 1967) et par le développement de mouvements révolutionnaires dont la tête de proue est Fidel Castro et leur symbole Che Guevarra qui mourra en 1967. Des jeunes communistes en Europe furent sensibles à cette volonté de développer partout dans le monde des guérillas anti-impérialistes et anticapitalistes (mil fuegos), Régis Debray engagé dans ce combat guévariste fut emprisonné en 1967 pour plusieurs années en Bolivie.

Des courants philosophiques et politiques traversent la pensée occidentale, la contestation du communisme (du stalinisme) dans les pays communistes mais aussi dans les partis communistes en Europe. Les frictions sino-soviétiques, puis la révolution culturelle en Chine en 66 marquent un moment fort de critique et de révision au sein des mouvements communistes dans les pays

occidentaux. En France la contestation du communisme soviétique est portée par les étudiants de l'Union des Etudiants Communistes (UEC) et leur journal Clarté. Les étudiants de l'UEC dès 62-63 se trouvent en conflit avec le Parti Communiste Français dirigé par Waldeck Rochet jusqu'en 64 puis par Maurice Thorez.

Au sein de l'UEC vont naître successivement plusieurs courants d'idées ; les « italiens » puis les « trotskystes » et les « prochinois », ces deux derniers courants donneront lieu à des mouvements érigés en nouveaux partis dès 1966, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) parti trotskyste internationaliste, donc section française de la quatrième Internationale dont les principaux leaders sont en 68 Alain Krivine, Henri Weber et une figure toulousaine Daniel Bensaid (étudiant à Nanterre en 68) et l'Union de la Jeunesse Communistes Marxistes-Léninistes (UJCML) prochinois et non révisionniste, non critique sur Staline dont les principaux leaders furent Robert Linhart, Tiennot Grumbach, Roland Castro, Benny Levy, Jean-Pierre Le Dantec ce mouvement fut proche d'un parti d'aînés le Parti Communiste Marxiste Léniniste de France, PCMLF). Alain Krivine dissident de l'UEC avait avant de créer la JCR, pendant quelques temps, rejoint son frère au sein de la section française de la quatrième internationale l'Organisation Communiste Internationale (OCI[i]) qui était une organisation quasi secrète trotskyste, il a ensuite créé la JCR.

Ces courants existent encore aujourd'hui nous verrons ce qui les distinguaient et les distinguent encore. La mouvance communiste dans son ensemble représentait une force certaine autour de 20% lors des élections et l'appareil syndical de la CGT était aux mains des communistes et servait de « courroie de transmission » vis-à-vis de la classe ouvrière. Le dispositif communiste PC + GGT faisait l'objet d'une surveillance des américains qui n'ont pas hésité pendant des années à soutenir financièrement un syndicat (la CGT-FO connu sous le nom de FO[ii]) qui était censé contre balancer cette force.

Le reste de la gauche se divisait en une nébuleuse d'organisations socialistes qui se regroupèrent lors des élections présidentielles et législatives de 65 dans une fédération la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste – qui a apporté son soutien à François Mitterrand aux présidentielles de 1965) à laquelle s'ajoutait une force politique socialiste née en 1960 sur le ferment du combat anticolonialiste le Parti Socialiste Unifié (PSU). Le PSU s'avérait être la force de gauche autogestionnaire non communiste, d'avant-garde, innovante des années 60 et 70. Cette force se réclamait du marxisme pour les analyses et plus d'un conseilisme autogestionnaire pour les solutions. Le PSU avait aussi une organisation d'étudiants les Etudiants Socialiste Unifiés. Les relais syndicaux moins prégnants des deux organisations socialistes se retrouvent dans la CFDT[iii]. Parallèlement à ce foisonnement politique des courants d'idées traversent et imprègnent déjà la société, des mouvements de lignée existentialiste et/ou libertaire comme le mouvement beatnik, des mouvements plus provocateurs, culturels, anticonsuméristes, plus politiques et révolutionnaires comme le mouvement situationnisme. Aux Etats-Unis d'Amérique naissent aussi des mouvements anticonsuméristes voire écologistes ou naturalistes, des mouvements féministes et des courants prônant une plus grande liberté sexuelle. Ces derniers mouvements seront le terreau du mouvement hippie communautariste à la fin des années 60 et début des années 70. Enfin, aux Etats-Unis le mouvement antiraciste contre la ségrégation, pour les droits civiques des noirs fut aussi marquant dans ces années là ; JF Kennedy défenseur de la cause fut tué en 1963 et le leader noir Martin Luther King en avril 1968. En Tchécoslovaquie le printemps de Prague 68 s'avérait être fleurissant de liberté, le président Dubcek et les démocrates tchèques engageaient un bras de fer avec le dirigeants de l'URSS qui se terminera par l'entrée des chars russes en août de la même année dans Prague.

Enfin, les avancées dans le domaine des sciences sociales, sociologie, psychologie, économie, littérature offraient des grilles d'analyse de la société, de la culture différentes; parfois en rupture avec les analyses classiques issues des philosophies du siècle précédent notamment du marxisme. On sentait déjà poindre la société de consommation et la contestation écologiste de cette société. Seuls quelques observateurs philosophes tels que Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, René Dumont (candidat écologiste à la Présidence de la république en 1974) en France ou Ivan Illich aux

Etats Unis dénonçaient déjà les limites de la société de consommation. Leurs propos étaient en totale rupture avec la tradition marxiste qu'ils qualifiaient déjà de productiviste.

C'est dans ce contexte politique culturel et sociétal national et international qu'il faut mettre en perspective le mouvement engendré en 1968 et les mouvements politiques, sociaux, philosophiques qui suivirent mai 68.

Une dimension importante qui rompt avec l'approche historique des mouvements sociaux et politiques fut le contexte sociétal (le mot n'existait pas en 68). En effet tous les témoins et tous les ouvrages parus sur 68, montrent les blocages de la société. Le milieu universitaire était très hiérarchisé, caractérisé par le mandarinat et peu démocratique. Les rapports familiaux étaient conventionnels, par exemple le divorce était peu accepté dans la société, le droit à l'avortement n'existait pas, pour ouvrir un compte en banque une femme devait avoir l'autorisation de son mari... De même, l'homosexualité n'était pas acceptée, l'hypocrisie était la règle. Enfin le milieu de l'entreprise était aussi très hiérarchisé avec peu de droits pour les travailleurs, un rôle fort des contre-maîtres (petits chefs), une attitude paternaliste des patrons et un rôle parfois ambigu des syndicats. La reconnaissance des droits syndicaux et de la section syndicale d'entreprise fut un des acquis de mai 68.

Notons que le mot « gauchiste » est né en 68 et utilisé surtout à partir de 68 pour nommer tous les mouvements qui émergèrent dans ces années là. Mouvements frappés d'interdiction, puis en dissolution, puis renaissants, qu'ils soient trotskystes, la JCR puis la Ligue Communiste, ceux de l'OCI devenu ensuite OT puis à nouveau l'OCI, les moïstes de l'UJCML puis la Gauche Prolétarienne et Vive La Révolution, d'autres organisations naissent comme Révolution Internationale (mouvement conseilliste né à Toulouse en 68). C'est aussi après 68 que certains militants anarchistes ou maoïstes se sont engagés dans la clandestinité et ont dérivé vers la lutte armée, Jann Marc Rouillan toulousain membre de Vive la Commune en 68 à Toulouse d'écrit dans son ouvrage cette phase qui va de 69 à 71 où il choisit de mener des actions clandestines en Espagne et finira par des actions dures avec Action Directe en France.

« Quand la France s'ennuie »^[iv] titrait un article de Pierre Viansson-Ponte dans le journal Le Monde le 15 mars 1968. Les guerres coloniales terminées l'auteur dénonçait une certaine atonie du pays. C'était sans compter sur quelques étudiants de Nanterre, de Paris et ...de Toulouse.

Incontestablement mai 68 et « les années 68" font partie du patrimoine social, sociétal, culturel et politique de notre société.

[i] Organisation du Courant Communiste International, parti d'obédience trotskyste, dont les membres dans ces années là fonctionnaient très en secret. En 1952 une partie du PCI (Parti communiste Internationaliste quatrième internationale) quitte se mouvement et devient l'OCI (Lambertistes) puis ensuite l'OCI se réapproprie le nom du PCI en 1981 ils créent aussi un courant syndical étudiant l'UNEF-ID puis les mêmes 1988 fondent le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPP), puis depuis 1991 ce courant s'est fondu dans le Parti de Travailleurs (PT). Dans les années 68 l'organisation des jeunes de l'OCI s'appelait l'AJS (Alliance des Jeunes pour le Socialisme)

[ii] Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière, communément nommé FO ou Force Ouvrière fut créé en 1948 par la scission de la CGT sur la base de l'indépendance vis à vis du PCF

[iii] CFDT3 Confédération française démocratique du travail – issue de la transformation de la CFTC (Confédération française des travailleurs Chrétiens) en 1964.

[iv] <http://www.cartage.org.lb/fr/themes/Geohis/Histoire/chroniques/pardate/Chr/680214a.HTM>
atonie du pays. C'était sans compter sur quelques étudiants de Nanterre, de Paris et ...de Toulouse

Alain Alcouffe

Alain Alcouffe nous présente un entretien réalisé en 1999 dans lequel il évoque son engagement dans le mouvement occitaniste.

Entretien avec Alain Alcouffe Lundi 5 Juillet 1999

Quel a été votre parcours politique ?

J'ai 54 ans, né à Gaillac en 1945, à la campagne dans une famille de viculteur. Vers 12/13 ans, j'avais été « informé » de la dimension occitane par le docteur Christian Mathieu. C'était un médecin homéopathe d'Albi qui m'avait soigné et, dans l'entretien, un peu par hasard; il avait noté mon intérêt pour le « patois ». Il était lui-même auteur de chronique radio occitane et m'avait donné mes premiers livres en occitan (Perbosc, notamment). Je crois, cependant, que c'est dans la Croix du Midi où il y avait une rubrique en occitan que j'ai découvert l'occitan dans sa graphie rénovée par Alibert. Nous recevions aussi à la maison la « Dépêche du Midi » et je lisais régulièrement « Catinou et Jacouti » que nous retrouvions aussi sur « Radio Toulouse ». Mais nous avions des sentiments partagés à cet égard en raison des déformations patoisantes et de la moquerie vis à vis des paysans. Bref, tout cela m'a conduit, étant dans un milieu familial occitanophone, à suivre vers 1961/2, les cours par correspondance organisés par le « Collège d'Occitanie » de l'abbé Salvat. Ma première manifestation dans le domaine occitan s'est produite, lors de l'année scolaire 1962-1963 dans le journal du lycée de Narbonne avec une chronique dans laquelle je commentais la phrase de Mistral sur la langue comme clé de la libération d'un peuple. Avec une certaine continuité, à mes yeux, quand je suis arrivé à l'université je suis entré à l'UNEF qui était auréolée de son rôle durant la guerre d'Algérie; et j'ai été très actif à l'AGE de Toulouse durant ces années coincées entre la guerre d'Algérie avec ce souvenir de ces grandes luttes de la décolonisation et mai 68. J'ai participé à cette effervescence dans ce qui s'appelait la « gauche syndicale » qui était influencée par différents courants ; l'un d'entre eux était « Socialisme ou Barbarie » de Claude Lefort et Castoriadis. A Toulouse, un condisciple qui représentait assez bien ce courant et cette effervescence intellectuelle était Pierre Cours-Salis, qui maintenant est professeur de philosophie à Evry ; un autre militant qui m'a influencé et qui était aussi occitaniste c'est Yves Couderc (actuellement prof de français à Saint Affrique, dans le Sud-Aveyron) ; il était à l'UEC et aussi dans un mouvement oppositionnel du PC. Voilà les milieux que j'ai fréquentés. Durant ces années 63-68 à Toulouse, il y avait beaucoup de militants qui cherchaient à concilier leur sensibilité linguistique avec leur problématique politique. Certains étaient engagés dans des organisations d'extrême gauche, pourtant peu sensible à cette dimension. Pour ma part, j'ai été très actif dans les « mouvements » et, au premier chef, dans le syndicalisme étudiant mais je n'ai jamais adhéré à aucune de ces petites ou grandes organisations politiques. A travers ces activités, j'ai pu passer pour un compagnon de route de la JCR en raison de liens personnels mais je n'ai jamais été « encarté ». A l'AGET, j'ai été membre du bureau en 64/65, puis président en 67/68. Durant les événements de mai juin 68, il y a eu une grande fracture de l'extrême gauche avec les étudiants communistes et j'ai été parmi les fondateurs et les animateurs du mouvement du 25 avril, qui a été le pendant toulousain du mouvement du 22 mars. Un toulousain d'ailleurs était à la fois dans le mouvement du 25 avril et à Nanterre, c'était Daniel Bensaïd. Durant cette période si intense; j'ai beaucoup déploré l'absence d'autonomie des militants des organisations d'extrême gauche qui jouaient un grand rôle dans le mouvement étudiant. La dimension locale était totalement absente par rapport au centre parisien dans la plus pure tradition léniniste. Pour moi il y a notamment eu un moment très sensible et 31 ans après je me demande encore ce qu'il fallait faire : c'était la « manif » de la fin mai à laquelle avaient appelé la CFDT et les étudiants. Nous sommes partis de l'université Paul Sabatier de Rangueil. Alors que durant la préparation régnait une grande anxiété sur la suite, nous n'avons pas vu de forces de police qui étaient sans doute concentrées sur Paris ; nous avons défilé en ville et

nous sommes arrivés place du Capitole ; et là il y avait un courant assez radical, dont j'étais, qui était partisan de s'emparer de la mairie ; celle-ci n'était pas défendue par la police car cela aurait été jugée, sans doute, comme une provocation mais L. Bazerque (maire) avait fait venir les gros bras de FO de la mairie et de Sud-Aviation ; ils devaient garder la mairie à la légalité républicaine ; une délégation a été autorisée à parler du balcon de la mairie que certains avaient escaladé pour installer des drapeaux (il y a des images assez célèbres là-dessus). Le comité informel, qui dirigeait le mouvement, s'est prononcé contre la prise de la mairie (et dans ce comité, ceux qui étaient les plus organisés ont pesé lourd). Je me suis incliné car la majorité de ce comité était contre ; mais je pense que si j'avais passé, la majorité des manifestants aurait sans doute basculé pour la prise de la mairie, et peut-être les choses auraient eu une autre allure. Nous ne l'avons pas fait et nous nous sommes repliés sur l'université, ce qui a finalement cassé la dynamique du mouvement. Il n'a fait que décliner après même si cela avait été assez sympathique d'utiliser les locaux universitaires de la faculté des lettres. Cela a été un point important pour moi car j'ai vu qu'il n'y avait pas d'utilisation, d'exploitation du rapport de force local. Or Toulouse était une des villes sans doute où la liaison avec le mouvement ouvrier, grâce à la CFDT locale de Paul Loubet, s'était le mieux réalisée ; et néanmoins finalement peut-être comme 1944-1945 nous étions de nouveau contraints, par des ordres des organisations « nationale », de mettre pavillon bas. Après juin, beaucoup d'inorganisés sont entrés dans des mouvements politiques structurés ; j'ai choisi pour ma part, les « Cahiers de Mai » parce que c'était une organisation basique, justement, qui n'avait pas la prétention de construire le grand parti du prolétariat français comme les autres qui ont gardé ce mythe, 30 ans après.

Par la suite, pour garder le contact avec cette effervescence post 68: j'ai milité au Secours Rouge par solidarité tandis que je glissais vers le mouvement occitan. On peut faire un parallèle avec l'évolution de Claude Marti (lui-même, un temps, membre de la JCR) qui a chanté pour le Secours Rouge à Toulouse. La revendication occitane structurée, je la connaissais à travers la revue « Viure » mais une anecdote montre bien mon ignorance de l'état réel du « mouvement occitan » : j'avais lu Toulouse Midi Pyrénées Le tournant de Béringuier Boudou et Jalabert (Stock, 1972) dans lequel ils parlaient avec assez de sympathie de la revendication occitan. Faisant le bilan des courants et revues, ils affirmaient que « Viure » avait un tirage de 5000 exemplaires. Naturellement c'était une coquille (ou une erreur charitable) pour 500 mais cela m'avait beaucoup impressionné. Donc je connaissais un peu ce milieu là et, en 1973, je suis rentré au groupe de « Lutte Occitane » de Toulouse qui m'a accueilli assez prudemment parce que j'avais pour eux une image de militant d'extrême-gauche et ils ne souhaitaient pas forcément ce type d'entrée; ils étaient un peu plus jeunes que moi mais cela s'est assez vite dégelé. Ce groupe à Toulouse a fonctionné de 1973 à 1978 en tant que Lutte Occitane et encore un peu plus longtemps comme comité de rédaction d'un petit journal politique. Il a été une école de formation pour beaucoup à l'image de ce qui s'est souvent passé dans les années 70.

Notre point d'orgue a été les municipales de 1977. Nous avons fait une liste tripartite avec 3 composantes (occitaniste, autogestionnaire et extrême-gauche) ; nous avons frôlé les 5% sur la ville (Toulouse a 3 secteurs pour les municipales) et dépassé les 5% dans un des 2 autres secteurs. Cela a été une bonne expérience de « gauche plurielle »; tandis que l'analyse des classes sociales a été le point d'achoppement avec l'extrême-gauche présente dans la convergence (GOP).

En effet, Lutte Occitane m'a conduit à élargir mon analyse de la société qui était à la fin des années 60 une synthèse personnelle de différentes variantes des analyses marxistes... J'aimais assez, du point de vue de l'autonomie des masses, ce que faisait ou a pu écrire Rosa Luxembourg ; j'étais hérisé par sa conception de l'articulation nation-nationalisme \internationalisme, (sa conception ou sa négation de la Pologne est quand même très « extrémiste »); je peux citer encore Korsch, ce que l'on appelle la gauche radicale allemande, les conseillistes (A. Pannekoek), j'avais lu Lukacs (Histoire et conscience de classe). En résumé, ce que je retenais surtout de Marx, c'était ces passages du Manifeste dans lequel il décrit la dissolution de la structure sociale traditionnelle au cours du développement du capitalisme. Il me semblait que l'Occitanie du fait de son arriération

économique (que Lafont décrivait comme une manifestation du « colonialisme intérieur ») correspondait bien à cette phase historique dans laquelle après la perte de l'autonomie politique (1229), la disparition accélérée de la langue n'était que le reflet de la dépossession économique. Après quelques mois à Lutte Occitane je participais en juin 1973 à Couiza à mon premier congrès et j'ai découvert un personnage, (vraiment tout à fait exceptionnel et charismatique, qui a étincelé pendant quelques années la scène politique mais maintenant qui a disparu de celle-ci même de la scène occitane) Jean Claude Peyrolles. Il était un peu plus âgé que moi, avait été formé à l'UEC où il avait été influencé par les « italiens ». Il avait lu Gramsci et s'en servait pour décrypter l'Occitanie et me l'a fait lire. C'était une conception que je connaissais mal et contre laquelle j'ai d'abord renâclé. Peut être Peyrolles faisait il un usage assez extrémiste de Gramsci du rôle attribué au mouvement culturel et de l'importance de la culture dans les luttes politiques et les luttes sociales en général. Cet « extrémisme » – la façon dont il passait par dessus toutes les analyses économiques – a hérisé l'économiste en moi, mais cela m'a aussi fait beaucoup réfléchir. Et je crois qu'il a vraiment apporté quelque chose ou il aurait vraiment pu apporter quelque chose au mouvement occitan. Gramsci est le marxiste original (« la révolution contre le capital ») qui a pensé dans un pays où toute la construction nationale s'est faite en opposition mais aussi en symbiose avec l'Eglise; et où donc il y a une très longue histoire du rôle des intellectuels dans la société depuis la Renaissance jusqu'à aujourd'hui. Gramsci a démontré la pauvreté de l'économisme ; cette réduction des analyses de Marx à une distinction entre infrastructure (la sphère économique) qui seule compte vraiment et superstructure (tout le reste). Marx lui même a une attitude beaucoup plus ambivalente à l'égard de la superstructure, lui même a commencé son itinéraire intellectuel par une lutte dans les superstructures, il n'a découvert l'économie qu'après. Chez Marx, nul doute que le rapport entre infrastructure et superstructure est dialectique ce qui fait que l'un ou les unes ne peuvent être considérées simplement comme le reflet des autres; malgré quelques formules malheureuses que Marx a pu avoir sous sa plume. Par contre chez ses épigones, (je pense au « Manuel de sociologie » de Boukharine ou les analyses des manuels des éditions du Progrès de Moscou ou ce que le PC a pu distiller dans les années 50 et 60), on a une instrumentalisation totale de la culture et une négligence complète de ce que tout cela peut représenter.

Pour le mouvement occitan, il était très important d'attirer l'attention sur un auteur qui a écrit que « le langage contient une conception du monde », qui a tant insisté sur l'importance de la réflexion théorique, de l'histoire, de la culture; dans un courant assez étriqué, voyant d'un mauvais œil les intellectuels et dont l'histoire si j'excepte les Félibres rouges et la tentative avortée de synthèse de Jaurès, a été très marquée à droite, par la grande propriété foncière, le maurassisme...

JC Peyrolles a apporté un renversement ; il nous a obligés à sortir d'un misérabilisme défensif et largement passéiste pour hisser la réflexion à un niveau qui n'avait jamais encore été atteint dans le mouvement occitan et qui lui permettait de dialoguer avec la pensée politique contemporaine. Certes, le mouvement occitan disposait déjà d'un penseur Robert Lafont non négligeable dans ce dialogue avec la modernité, (sans parler du « colonialisme intérieur » son idée de nation primaire et nation secondaire était quand même une idée assez riche et intéressante) mais avec Peyrolles on entrait dans la réflexion politique, me semble t-il, à un niveau qui était très en avance. Après tout, ce ne sera qu'après le livre de Macchiocchi paru en 1974 que Gramsci sera à la mode en France. Bref, à Lutoc dans ces années 73/75, nous étions équipés de quelques idées assez originales : d'une part, du point de vue économique, nous montrions que le capitalisme se transformait rapidement (la mondialisation; c'était Motorola à Toulouse, Ibm à Montpellier, Ford en Aquitaine) avec pour conséquence, ce que j'ai montré dans le livre que l'on a écrit avec Lafont et Lagarde, Pour l'Occitanie, le capitalisme autochtone avait déjà complètement cédé le terrain dans les régions occitanes; le résultat était là: si l'on appelle entreprise régionale, une entreprise dont la majorité des effectifs sont employés dans la région considérée, alors les entreprises « régionales », dans toutes les régions françaises, en dehors de l'Occitanie, étaient majoritaires dans l'emploi industriel, mais par contre, aucune région occitane ne pouvait se targuer d'être la base territoriale des plus grandes entreprises de la région ; nous étions dans une zone de succursales dans laquelle l'autonomie des

décideurs économiques était très faible, avec tous les problèmes que cela pose, car qui se soucie de la dynamique économique de la région dans ces conditions?

JC Peyrolle apportait l'idée que la destruction de ce que l'on pourrait appeler l'économie traditionnelle (on le voyait bien au premier chef vis à vis de la viticulture) allait avoir dans les représentations des gens des conséquences dramatiques. Il estimait que cette destruction de l'économie traditionnelle allait entraîner un chamboulement des repères politiques et que l'on allait avoir, si la gauche ne s'emparait pas de ce que l'on appelait la revendication nationalitaire (i.e. un néologisme pour signifier cette articulation entre identitaire, populaire et national), si la gauche n'arrivait pas à proposer une articulation vraiment originale, on aurait une flambée de l'extrême droite. Alors que Tixier-Vignancourt en 1974 faisait un score ridicule à la présidentielle, c'était quand même très original d'avoir détecté un terreau extraordinaire pour l'extrême droite dans la mesure où l'idée nationale était minée, par le haut par la construction européenne et, par le bas par les éclosions des revendications autonomistes, régionalistes. Ainsi la destruction de ce qu'avait été, pour parler comme les régulationnistes, le « capitalisme fordiste » mais chez nous, surtout la dynamique du passage d'une économie traditionnelle à une économie capitaliste qui brisait (comme l'explique Marx dans le Manifeste du Parti Communiste de 1848) les anciens liens traditionnels, les anciennes représentations, cela allait donc créer dans les têtes un vide et, par la suite, une régression sur les concepts les plus primitifs de la solidarité, ce que l'on appelait le nationalisme des tripes. Cette analyse était fautive dans la mesure où l'on n'a pas eu, ni à l'intérieur du mouvement occitan, ni dans la société des régions méridionales, une montée fulgurante d'un nationalisme occitan du type du Vlams Blook. Par contre, si vous regardez la carte d'implantation du FN, vous voyez bien que quelque chose s'est passé. J.C Peyrolles était installé à Nice et c'est bien dans le Sud-Est que l'on a vu monter ce FN, cette régression nationale qui a d'ailleurs aussi essayé de jouer et de tirer un petit peu sur la tripe provençale mais là cela n'a pas été un succès. Ainsi Lutoc amenait des idées, mais on a raté l'insertion historique ; il y a eu des erreurs, des décalages assez sensibles qui tiennent peut-être à la 3ème question sur la composition sociologique de Lutte Occitane.

Robert Lafont et le COEA avaient fait partie de la Convention des Institutions Républicaine et nous avons été interpellés par les « Assises du Socialisme » en 1974. Après, J.C Peyrolles souhaitait que LO signe le Programme Commun de la gauche et s'engage dedans. Je n'étais pas pour. C'était peut-être une vieille méfiance gauchiste qui m'empêchait d'adhérer à l'idée de Peyrolles de la grande rénovation du PC. Il est vrai que le PC notamment marseillais a été assez sensible à ces thèmes. Quoiqu'il en soit, à mon avis, nous avons raté l'articulation entre des discussions très abstraites et les représentations et pratiques des différentes classes sociales (et niveaux de formation) des uns et des autres. On n'a pas réussi véritablement à articuler ces idées politiques avec la réalité sociologique. Peut être l'exception est fournie par le succès dans l'Hérault de Jean Huillet, qui est maintenant président de la Chambre d'agriculture. J. Huillet avait été un fondateur d'un comité d'action de viticulteurs particulièrement remuant en 1968 et après ; Huillet a eu une véritable reconnaissance de son milieu ; mais, justement entre l'engagement politique et l'engagement professionnel, il a fini par opter pour l'engagement professionnel. Ces années 74/79 étaient assez compliquées : E. Maffre-Maugé était sur la liste du PC aux européennes. Il y avait un intérêt du Pc toulousain vis-à-vis de nos analyses: le journal du PC de Toulouse m'a demandé des interviews, Claude Llabres était plus sensible que Jean Llante et il souhaitait faire quelque chose ; on s'est comment cela a tourné. Certes entre un projet politique élaboré de façon forcément abstraite et puis sa traduction historique concrète, il y a toujours énormément d'écart. Mais pour nous, les basculements dont nous rêvions ne se sont pas vraiment réalisés.

En même temps, nous attendions comme beaucoup de gens de notre génération, l'alternance en France. 1981 : c'était une certaine revanche sur un personnel politique de droite. On espérait beaucoup de changements mais on est allé de déceptions en déceptions. Cet espoir avait été réchauffé par La France au pluriel, le livre de Mitterrand (écrit en fait par Christian Laurissegues) issu d'un groupe de réflexion auquel participait mon collègue Jean Claude Lugan. Mais là aussi, il y a un monde entre les pincettes que prennent aujourd'hui les socialistes pour ce problème des

langues minoritaires et La France au Pluriel . Il y a une régression extraordinaire.

Comment expliquez-vous le succès rapide puis le déclin de Lutte Occitane ?

Lutoc était un mouvement post soixante-huitard et on s'est aperçu que cela ne marchait pas. Pourquoi ? Il y a eu cette campagne électorale de 1974 qui venait trop tôt pour nous. Dans mon cas, j'étais entré à LO en 1972-1973. Les militants avaient beaucoup voyagé; c'était une époque où le militantisme occitan connaissait les réunions tous azimuts, une époque invraisemblable; il fallait tout le temps se déplacer, c'était de grandes migrations. Au moins un dimanche par mois on avait une AG ou une manif quelque part ; c'était une façon de sélectionner des militants sur leur capacité à se déplacer, à partir en week-end ; c'était la vie de tous les groupuscules post 68 qui rêvaient après Lénine de construire une organisation de militants purs et durs qui ne fassent que cela, des militants professionnels.

Cela ne marchait pas. Tenir un discours d'extrême gauche classique, il y avait des gens qui étaient meilleurs que nous pour cela ; et le supplément d'âme occitan ne suffisait pas à faire la différence. D'où pour faire court la tentation populiste qui s'est présentée en 1974.

les comités VVAP ont tenu ce discours populiste et à ce moment là Lafont qui était à LO souhaitait élargir, trouvait que LO était trop intello et extrême gauche.

Le décès de Pompidou nous a surpris. Aujourd'hui cela peut paraître surprenant que des militants politiques aient pu ignorer, à ce point, l'état de santé du président de la République, mais c'était ainsi.

Lafont souhaitait faire campagne. Il était naturellement quelqu'un à l'époque qui avait une « carrière » politique déjà assez importante derrière lui, même s'il y a eu sur une problématique finalement voisine, la concurrence du professeur Héraud. Bref, il fallait organiser des relais, avoir des comités de soutien

Il y a eu une AG à Béziers où tout le monde occitan était venu, les frères Rouquette, etc....; on s'est étripé pendant un bon moment. Puis on a décidé que cela ne serait pas LO qui serait le support logistique de la campagne, que l'on avait besoin de quelque chose de beaucoup plus large; on a donc fondé les comités « Volem Viure Al País ». Il fallait que quelqu'un en assure la logistique et je me souviens encore de Rouquette qui m'a dit que j'étais naturellement tout désigné pour le faire. Avec Pierre Lagarde, un vieux complice de Robert Lafont du temps du COEA, nous avons essayé de monter cette campagne avec des moyens dérisoires. Nous avons eu un peu plus de 100 signatures mais tellement peu que le Conseil Constitutionnel a invalidé un certain nombre de signatures (14) et donc nous n'avons pas pu faire la campagne. Le Conseil Constitutionnel n'a pas sans doute pas souhaité que cette sensibilité soit représentée. Maintenant il est probable qu'un certain nombre de maires qui nous avaient donné leur signature l'avaient aussi donné à d'autres et ainsi certaines signatures ont pu être invalidées. Pour notre courant, nous avons eu du mal à arriver à cent signatures et nous étions tellement fatigués que nous n'avons pas eu la précaution d'en demander davantage. Cela montrait notre naïveté parce que nous même n'avions pas insisté auprès des maires et puis la faiblesse de nos moyens.

Ces comités VVAP s'étaient fortement mobilisés – beaucoup de gens souhaitaient faire quelque chose. Après l'invalidation, j'étais bien sûr en porte à faux. LO n'a pas compris, je crois que cela aurait été plus malin, qu'il fallait se saborder et se dissoudre dans VVAP. VVAP était marqué par deux personnages clefs : Pierre Maclouf et Yves Rouquette. Ce dernier voulait régler ses comptes avec Lafont et lui imputait notre absence à l'élection présidentielle. Il tirait à boulets rouges sur le secrétariat de VVAP, que j'avais assuré avec P.Lagarde, en disant que nous étions responsables de l'échec. En fait, il « voulait la peau » de Lafont. Et Maclouf est entré là-dedans ; c'était un transfuge du PNO qui avait essayé de concilier communisme limousin et nationalisme occitan à la Fontan . Je crois que cela a été une catastrophe historique pour le mouvement occitan que les trois intellectuels de notre génération, Peyrolles, Maclouf et moi nous ne soyons pas capable de nous entendre, de nous respecter et de travailler ensemble. Cette catastrophe, me semble t'il, a été un peu provoqué

par nos grands aînés, non pas Y. Rouquette que je mettrais de côté, mais le grand parrain Robert Lafont. Lafont, (n'oublions pas qu'il a été formé politiquement à la Convention des Institutions Républicaines par sa fréquentation de F.Mitterrand), aimait bien s'appuyer, dans les générations suivantes, sur des jeunes auxquels il accordait successivement le rôle de « fils préféré » ; à une époque cela a été Peyrolles, à une autre Maclouf. Bref de l'AG de Béziers (fondation des comités VVAP) à celle de Figeac ; nous avons eu une période de flottement durant laquelle coexistaient deux structures Lutoc et VVAP. Peyrolles hésitait vis à vis de VVAP : fallait-il que l'on y soit dedans ? c'était son premier mouvement; puis après il a craint que cela devienne le nid de l'extrême droite occitaniste qu'il décelait dans « l'occitanisme de la tripe » ; forme de populisme qu'il fallait dénoncer. De façon un peu anecdotique, pour autant que je sache et que j'ai pu en juger, Maclouf et Peyrolles, étaient des penseurs quasiment à 100% francophones du mouvement occitan. Naturellement Y. Rouquette, qui est un orateur extraordinaire tant en français qu'en occitan et qui a une richesse de vocabulaire occitan extraordinaire, a très bien vu cette faiblesse et a joué là-dessus, comme Lafont d'ailleurs mais plus subtilement pour celui-ci. Lafont a fait entrer Peyrolles (à l'époque où Lafont avait été lui-même sensible à l'apport gramscien de Peyrolles) au CA de l'IEO. Il l'a cautionné pendant toute une période sur le thème « moi qui suis un occitanophone hors pair et écrivain occitan reconnu et je dis que lui, même s'il ne parle pas (bien) occitan, il faut l'écouter ». A l'inverse, Rouquette qui a joué un peu le même rôle avec Maclouf, a utilisé l'usage de l'occitan contre Peyrolles.

Quelles étaient les grandes différences, en terme d'orientation politique, de stratégie entre LO et VVAP ?

Dans l'opposition LO /VVAP ; telle que je l'ai ressentie dans des conflits de l'IEO, notamment lors des AG de Montauban (1977) et d'Aurillac, il y a eu une opposition claire entre les universitaires (assistants, maîtres de conf et peut-être agrégés d'un côté qui étaient à LO et/ou du côté de Lafont) et de l'autre les instituteurs, les PEGC, les capétiens qui étaient à VVAP. C'est ridicule mais j'ai vraiment ressenti cette coupure. Il serait très intéressant de regarder la composition des deux listes qui se sont affrontées au sein de l'IEO et qui reprenait largement l'opposition Lutoc /VVAP. Comme toujours, la réalité est très complexe. LO était peut-être un mouvement plus intellectuel mais aussi à LO on avait Jean Huillet et des groupes de viticulteurs. VVAP était à mon avis un mouvement moins intellectuel, plus engagé dans l'activité culturelle « traditionnelle » occitane (les cours d'occitan); et avec une base populaire à peu près équivalente. A VVAP on pouvait trouver d'anciens maoïstes, comme JP Laval très proches des comités d'action viticole de l'Aude qui flirtaient avec des gens pas toujours très recommandables. Ces différences étaient-elles fondamentales? Je pense que pour les orientations, la stratégie, la composition sociologique il n'y avait pas vraiment de différences tellement notables ; si on n'avait pas eu un tel souci de reproduire les différenciations marginales qui caractérisent la classe politique française, on aurait très bien pu « fonctionner » ensemble. C'était mon sentiment et j'ai tenté de réaliser cette unité. Avec Jean Claude Lukan nous avons préparé l'AG commune de Lutoc et VVAP convoquée à Figeac où nous devions fusionner. Nous avons échoué parce que certains à VVAP ont fait monter les enchères au dernier moment. Je crois que la responsabilité de l'échec de Figeac est largement imputable à Rouquette. Peyrolles avait disparu de LO ; je crois que je représentais assez bien ceux qui en restaient ; bien sûr nous n'étions pas prêts à toutes les concessions et certains encore moins. Mais Rouquette a demandé au dernier moment des concessions formelles supplémentaires qui étaient une façon de nous pousser dehors. Donc l'affaire a capoté.

A mon avis on est arrivé autour de 500 militants à LO en 1974/75. Ce n'est pas beaucoup. A titre de comparaison si on prend des références françaises; il faut voir que l'Occitanie, c'est à peu près 1/4 de la population française, 2000 militants vous avez un « groupuscule ». la situation est pire si on fait des calculs au km² parce que l'Occitanie est très étendue. Je reviens à ces réunions incessantes; je me souviens de réunions à Pau, Bordeaux, Limoges, Nice, plusieurs fois à Marseille sans compter

les réunions plus centrales à Montpellier, Narbonne. A une époque où le réseau d'autoroutes n'était pas celui d'aujourd'hui ; c'était invraisemblable. Une anecdote circulait sur un congrès de l'IEO des années 50 où tous les membres avaient fait une excursion en car et où passant au dessus d'un précipice, l'un des congressistes aurait fait remarquer que si le car versait dans le ravin, cela en serait fini de l'Occitanie. Nous nous réjouissions parce que nous ne pouvions pas contenir dans un seul car. Mais c'est déplacement était épuisant et j'en garde vraiment un souvenir très pénible. Bien sûr, dans la tradition occidentale du sacrifice, il y a chez tous les militants, l'idée qu'il suffirait peut être qu'une poignée de militants sacrifie tout pour obtenir le salut. Mais cette implication et cette disponibilité sont aussi des problème de classe d'âge. Aussi beaucoup de ces militants se sont reconvertis dans l'action culturelle mais aussi dans le militantisme chez les Verts etc..

Peut être une autre différence entre Lutoc et VVAP tenait à l'âge. Je pense que les gens qui étaient dans LO étaient, en moyenne, beaucoup plus jeunes qu'à VVAP ; ils étaient entrés directement dans le militantisme politique occitan tandis que les gens de VVAP étaient souvent passés par le militantisme culturel au sein de cercles de l'IEO ou avaient déjà une activité dans l'enseignement de l'occitan; ils ajoutaient une dimension politique à une action occitane de terrain. Tandis qu'à LO, le domaine soit de l'engagement professionnel soit de l'engagement directement politique était prédominant. Bien sûr il y avait des gens à LO qui étaient également engagés sur le terrain culturel et il ne faut pas exagérer la coupure.

Certains, *mezzo voce*, soutenaient l'idée, selon laquelle Lutoc aurait été beaucoup plus francophone et moins occitanophone qu'à VVAP. Il me semble que cela n'était pas exact. A Lutoc, l'action directement tournée vers l'usage de la langue apparaissait moins comme l'exigence absolue et prioritaire. Nous pensions plutôt que la transformation culturelle au sens large, quelle que soit la langue, et la transformation politique et économique étaient les conditions nécessaires d'une réappropriation de la langue ; autrement dit l'agenda était en quelque sorte inversé par rapport à VVAP. Alors que chez beaucoup de militants de VVAP, le sauvetage de la langue et des pratiques de la langue était l'exigence fondamentale; les militants de LO, parce qu'ils étaient plus des théoriciens, pensaient à un basculement de la dynamique sociale qui permettrait la réappropriation de la langue, de sorte que les sentiments d'urgence n'étaient pas les mêmes. Maintenant il ne faut pas trop exagérer : il y avait à des à LO qui étaient très directement impliqués dans les recherches sur l'occitan, l'utilisation de l'occitan, l'enseignement de l'occitan. Il y avait des gens à VVAP qui avaient une conception beaucoup plus politique. Donc ce sont des nuances.

Pourriez-vous donner l'implantation de LO par région et/ou par département ?

De mémoire, j'ai gardé le souvenir d'un noyau très fort en Provence (les occitanistes de Provence qui ne comprend pas que des félibres étaient à LO). Il y avait un groupe important, à l'échelle de Lutoc, avec un continuum à la fois vis à vis des paysans de Haute-Provence et vis à vis du PC. Le journal provençal qui s'appellait la Bugada était le journal des occitanistes de Provence mais qui était aussi très représentatif de de LO Provence du point de vue des idées, les mêmes gens. Certes Claude Barsotti était une des plumes de la Bugada et au PC sans être formellement chez nous ; mais c'était le même courant. Il y a eu un petit groupe niçois autour de Peyrolles, autour d'artistes. Peyrolles s'intéressait aux arts plastiques et il y a eu une phase où il a eu un écho dans ce milieu. Ensuite dans l'Hérault, LO était issu d'un cercle d'étudiants occitanistes de Montpellier, il y avait des jeunes issus du sérail occitanistes comme Pierre Serre, qui dirige aujourd'hui la Gazette de Montpellier, des enseignants comme Bazalgues, des « aventuriers » comme Roland Pécoult (qui a écrit des romans de voyage) et cette composante viticole autour J. Huillet (il y avait là un groupe assez fort à Gabian). A Toulouse on a été une trentaine; on était capables de tenir des stands réguliers à l'université du Mirail et au RU de l'Arsenal. Puis il y avait un groupe béarnais, important et bien implanté, très impliqué dans le tissu béarnais et qui était à LO. Comme en Provence avec la Bugada, le journal Per Noste regroupait des gens très impliqués dans l'enseignement du béarnais, les chorales béarnaises et parmi eux Darrigrand qui était actif dans

Lutoc. Puis on avait un groupe à Paris animé par Jeanne Alibert Maynadié et qui fonctionnait autour de l'IEO de Paris. Ailleurs on avait des contacts et des militants isolés mais cela n'a jamais vraiment fonctionné comme groupes. En fait, il existait des endroits où il y avait de la concurrence entre groupes occitans maison avait plutôt tendance à se compléter avec VVAP. Notre implantation était faible dans le Périgord, le Limousin et le Nord occitan en général ; tandis qu'on était présent du Béarn à Nice en passant par le Languedoc et la Provence. VVAP était plus implanté dans le Var avec Gérard Tautil. Dans le Sud, VVAP était, bien sûr, plus implanté dans l'Aude qui était un de leur bastion mais il y a eu un groupe à Narbonne. La répartition était donc largement géographique; d'ailleurs, les gens qui voulaient vraiment l'unité (parce qu'il y en avait à VVAP) ; à Figeac, représentaient surtout les zones où Lutoc était peu implantée (par exemple le Périgord) tandis que c'était des représentants des zones de contacts qui étaient le plus hostile à cette unité: Hérault et Aude où le conflit d'organisation était redoublé par le conflit entre les viticulteurs des départements.

Comment jugez-vous le rôle joué par les intellectuels dans le mouvement occitan ?

Je ne suis pas sûr de pouvoir répondre à cette question ni pouvoir même la dissocier des analyses du mouvement occitan elles mêmes. Il est clair que l'on n'a pas réussi à proposer une stratégie, ni même un corpus qui « organise » vraiment cette nébuleuse autour des revendications régionaliste, nationaliste, nationalitaire, autonomiste... On n'a jamais réussi à faire quelque chose de très clair là dessus. Un des moments clés a été constitué par Aléria qui est survenu au cours d'un grand rassemblement de Lutoc. Allions nous nous aussi nous en remettre à des actions violentes pour faire avancer nos idées? Peu après, la poudre a parlé de nouveau quand les paysans se sont affrontés avec les CRS à Montredon tandis que des groupes détournaient le sigle FTP en Farem tot petar. Lors de Montredon, j'étais chez Huillet et nous avons discuté longuement de la situation. Nous ne voulions pas à LO d'un scénario basque, irlandais ou même corse. Il y avait un refus complet de cet enchaînement et on identifiait cet enchaînement avec un repli sur le nationalisme pur et dur. Dans ce contexte, il faudrait évoquer les liaisons internationales. Lutoc était signataire de la « Charte de Brest » qui rassemblait des organisations minoritaires appartenant à tous les Etats européens. On peut parler d'une politique internationale de Lutoc. Ainsi, aux déplacements à l'intérieur de l'Occitanie, il fallait ajouter encore les contacts et conférences avec les irlandais, les bretons, etc. Il aurait fallu une agence de voyages pour gérer tout cela! Bref, à Lutoc nous avons proposé de parler de revendication « nationalitaire » mais cela n'a pas vraiment pris, on essayait de replacer nos revendications dans une « vision du monde » globale, on se référait à Otto Bauer, à l'austro-marxisme, à Gramsci; on rêvait d'un bloc national, on cherchait une organisation de la revendication occitane autour des classes populaires. Cela n'a pas vraiment fonctionné, mais je ne connais pas beaucoup d'exemples où cela ait fonctionné en plus.

LO avait, je crois, le plus de relations avec l'UDB, elle en entretenait aussi avec des mouvements irlandais. Lors de ces contacts, nos représentants s'étaient entichés d'une fraction de l'IRA-provisoire; nous avions aussi des relations avec une scission du Partit socialista d'alliberament nacional PSAN (catalans), avec les Galiciens. A l'égard des mouvements de la péninsule ibérique, il faut rappeler que lors des grandes heures de Lutoc, le franquisme était encore là : ces mouvements représentaient sans nul doute une voie pour débloquer la situation. Le PSAN, après la chute de Franco, n'a pas vraiment trouvé une place dans la société catalane, mais il est bien difficile de marier la dimension « nationale » et l'extrémisme gauche, on risque de cumuler les aspects les moins ragoûtants des 2. Pourtant dans les années 70, le PSAN avait pu organiser des manifestations de masse mais il est bien difficile d'aller au bout de la « longue marche à travers les institutions ». Ceux qui ont le mieux réussi, ce sont peut être les Galiciens. Il faudrait voir comment cela se rattache aux structures très archaïques de la Galice.

Pour en revenir à la question du rôle des intellectuels, on pourrait simplifier et distinguer trois ou quatre « visions » de la revendication occitane. Commençons par celle de Castan. En raison de mon histoire personnelle et de la marque de mai 68, je n'ai jamais eu la fascination de Castan pour le PC.

Pour autant, je crois qu'à Lutoc, on a sans doute, trop méprisé Castan, on a eu tort de ne pas regarder ce que l'on pouvait faire avec lui. Il y a eu sans doute un problème de génération et la mienne était très méfiante à l'égard des précédentes. Sa vision d'une France anti-régionaliste et multiculturaliste est intéressante, c'est pour cela que je dis qu'on ne l'a pas assez travaillé car je ne suis pas sûr qu'entre ce qu'il disait et Gramsci, il n'y avait pas des synthèses possibles. Il me semble qu'il n'a jamais alimenté notre réflexion pour des questions superficielles de rapports de force au sein de l'IEO. En un sens, sa postérité autour de Claude Sicre n'est pas inintéressante.

En second lieu, on peut mentionner la conception de Lafont avec les nations primaires et secondaires, puis la phase du « colonialisme intérieur » qui a joué un rôle dans la décrispation de la gauche en France et qui a sans doute remué la société en Bretagne. Cette vision de Lafont s'est ensuite élargie pour devenir une grande fresque européenne. Lafont développe une conception assez originale de l'articulation entre la dynamique des territoires, l'histoire des populations, des états, des cultures. Je pense à ses livres « Nous, le peuple européen », publié d'abord en catalan *Nosaltres el poble europeu*. Dans cette fin de millénaire où les peuples d'Europe s'efforcent de construire une maison commune tandis qu'ici ou là, ils paraissent incapables de supporter la moindre différence, l'attention que porte Lafont aux tendances longues, aux zones de contacts entre les civilisations, aux seuils en Europe ; est vraiment passionnante, fascinante même.

En comparaison, l'élaboration de Lutoc est plus embryonnaire. Notre tentative répondait plutôt au souci d'articuler Occitanie, émancipation sociale et modernité. La dernière vision, celle de Fontan me semble plus proche du nationalisme classique. Mais aucune de ces 4 dimensions n'a véritablement réussi à devenir dominante (hégémonique au sens de Gramsci) même à l'intérieur de la nébuleuse occitane. Les intellectuels occitans en sont restés à une phase d'éparpillement sans trop de capitalisation; on a fait évoluer beaucoup de choses, mais sans aboutir ce que l'on avait espéré ou rêvé.

Quel a été selon vous le rôle du mouvement politique occitan dans le conflit du Larzac et lors de la crise viticole en Languedoc des années 1974-1976 ?

Le projet d'extension du camp du Larzac a fait prendre conscience du rapport au territoire à la fois pour les Occitans et pour la population en général. Cela a été quelque chose d'important. La manif de Rodez en 1973 pour défendre le Larzac a été une des apogées du mouvement occitan, incontestablement. LO avait des contacts assez étroits avec les paysans du Larzac.

Concernant la crise viticole, les 2 tendances du mouvement politique occitan, LO d'un côté, VVAP de l'autre, ont vraiment été importantes dans les départements de l'Hérault et de l'Aude. Mais le type d'économie viticole, qui était basée sur une production de masse relativement peu mécanisée destinée à la consommation de grandes concentrations ouvrières, était condamné et l'économie de ces départements avait un besoin de modernisation. C'était un virage difficile à prendre. Le mouvement occitan était pris dans la même tenaille que le PC dans les Bouches du Rhône vis à vis de la construction navale ou ailleurs vis à vis d'autres secteurs en déclin comme les mines. Pour les mines ; malgré la brochure de Lutoc sur Carmaux, il était clair que le charbon d'Afrique du Sud était moins cher. L'adaptation économique était nécessaire mais comment? L'Etat manifestement n'y arrivait pas et il n'y avait pas un capitalisme local susceptible de le faire. Les moyens de lutte traditionnels du mouvement ouvrier étaient ainsi inopérants. Pour la crise viticole, il me semble que c'était un peu pareil. Avec Huillet, j'avais essayé en tant qu'économiste de réfléchir à un système de quotas. L'Europe a utilisé ensuite un système analogue pour le lait. La distillation était la forme de régulation étatique de la crise viticole endémique depuis des années. Dès lors que le cours du vin baissait, les distillations réduisaient l'offre et donc provoquaient une remontée des cours. Mais cette forme de régulation avait l'effet pervers de ne pas favoriser la recherche de qualité et l'adaptation des structures de qualité. Le soutien indistinct des cours au contraire favorisait les gros producteurs. De là l'idée d'un système de quotas pour régulariser les marchés tout en envoyant les bons signaux. Il me semble que nous allions là dans la bonne direction et puisqu'il y avait un coût de la

régression viticole, ce système le limitait et répartissait mieux les charges. D'un autre côté il y avait une tentative d'adaptation qui au moins montrait aux gens qu'il fallait réfléchir et bouger.

La dimension occitane par l'intérêt qu'elle recevait au delà des frontières françaises a aussi contribué à déprovincialiser la vision des milieux économiques considérés. Au lieu de tout attendre de Paris, de se dresser contre le concurrent espagnol, il s'agissait de se prendre en main, de profiter d'une image de marque favorable pour réussir le mariage entre culture et économie.

Ce sont des idées qui sont devenues aujourd'hui banales d'introduire la dimension culturelle au sein des préoccupations économiques (les pays, les terroirs); mais il me semble que c'étaient des idées originales il y a 20 ans.

Si nous élargissons notre réflexion aux résultats de la revendication occitane des années 70, il me semble qu'on peut compter parmi eux la loi de décentralisation qui porte le nom du maire de Marseille. La proximité avec Lutoc est encore plus étroite si l'on considère que parmi les premiers membres de l'organisation, figuraient 2 autres intellectuels qui nous ont quitté assez vite, Daniel Fabre et Jacques Lacroix, les auteurs de *La vie quotidienne en Occitanie au 19e siècle* chez Hachette. Lacroix est devenu le secrétaire de Pezet ; il est entré en politique par souci d'une action efficace. Dans ces années là, Pezet était une figure montante du PS des Bouches du Rhône. Si on ajoute notre influence sur la France au Pluriel, alors il n'est pas exagéré de voir dans la loi de décentralisation un résultat du mouvement occitan. Certes, entre cette loi et nos revendications, il y a loin, mais il n'empêche que nous avons joué un rôle dans cette décrispation de la France jacobine. Certes l'Occitanie n'a pas eu un homme d'état de la dimension de Jordi Pujol, mais il ne faut pas pour autant voir dans l'évolution de nos régions un phénomène sans importance.

Après 1981, il y a eu une traversée du désert très sensible pour la sensibilité que représentait Lutoc. Nous avons vraiment misé sur une alliance très étroite avec le PS et le PC comme vecteur de la transformation sociale. On a vraiment essayé d'arrimer notre revendication à celles des couches populaires telles qu'elles étaient véhiculées par ces grands partis. C'était la grande idée de Peyrolles, et je crois qu'on l'a vraiment mise en oeuvre au point peut-être de nous lier complètement alors que sur l'échiquier politiques, il y avait des ouvertures du côté de la démocratie chrétienne qui a toujours été sensible à ces choses là. On a vraiment fermé les portes de côté là. Est ce que ce mariage du mouvement occitan avec la gauche française a fait perdre son autonomie au mouvement occitan? C'est ce que prétend Alain Touraine dans son livre *Les pays contre l'Etat* en se basant sur mon interview. Bien sûr, la situation était d'autant plus périlleuse que n'ayant pas signé le programme commun comme l'aurait peut être voulu Peyrolles, nous n'avions pas les avantages d'une reconnaissance officielle, perdant ainsi sur tous les tableaux. Mais on était intimement persuadé qu'il ne fallait pas se couper des grands partis de la classe ouvrière et que par conséquent il fallait à la fois maintenir notre autonomie (on n'était pas comme Castan qui était à l'intérieur du PC) mais pour avoir ce laboratoire d'idées qui ferait basculer les grands partis. C'était peut-être trop compliqué et comme toujours après coup susceptibles d'évaluations différentes.

Après 1981 j'ai écrit un article dans *Vent territorial*, revue très intéressante publiée dans le Tarn par G. Blanc. La stratégie que l'on avait prônée avait des résultats: Le ministre de l'éducation, A. Savary, avait demandé un rapport sur l'enseignement de l'occitan et c'est Pierre Lagarde qui l'a fait. H. Giordan, pur produit de LO (Giordan et Peyrolles c'était blanc bonnet et bonnet blanc) avait été appelé par Jack Lang à son cabinet et publié son rapport sur les langues. Mais on était loin des résultats que nous visions avec notre stratégie. On avait ces lois de décentralisation, mais il a fallu attendre 1986 pour avoir les premières élections régionales, et encore la circonscription départementale subsistait, mais pour la première fois depuis la Révolution française, il existe des assemblées régionales. Ceux qui étaient hostiles à notre stratégie ont dit que l'on était fait floué, que l'on n'avait rien eu, ce qui n'a pas empêché certains d'entrer eux mêmes au PS ou au PC!

Lafont, pour sa part, a beaucoup évolué ; il était en tête de la manifestation de Montpellier de 1976. Il s'efforçait alors de coller vraiment à la défense de ces catégories à la fois très hostiles à la construction européenne et très porteuses de l'idée d'occitanité. Il est devenu aujourd'hui très européen.

Quelle représentation de l'Occitanie avez-vous ?

Pour moi l'Occitanie c'est d'abord un territoire qui a une histoire et des gens qui s'y intéressent, se sentent concernés par ce territoire et cette histoire. La langue n'est pas le seul marqueur identitaire ou culturel et il faut reconnaître que le français est devenu une langue d'Occitanie. Il faut entendre le terme de territoire au sens de contraintes géographiques. L'Occitanie est un point de passage entre l'Europe de Sud et l'Europe du Nord, entre l'Italie et la péninsule ibérique, une frontière entre la Méditerranée et l'Islam, une zone de carrefour géographique. C'est un territoire carrefour et non un « finistère ». L'occitan dans les langues romanes occupe une place centrale dans la dispersion des langues romanes, c'est un « espéranto ». A cette position géographique correspond une vision de l'Europe et du monde forcément différente de Paris et elle peut s'exprimer aussi en français.

Quel avenir voyez-vous pour le mouvement politique occitan ?

Voilà 2 ou 3 ans j'étais assez favorable à rentrer chez les Verts car ils avaient une conception intéressante de la politique. J'aime bien ce que fait G. Alirol (il était favorable à la fusion lors de la réunion de Figeac) ; j'ai également beaucoup d'estime pour G. Tautill et ce qu'il fait en Provence. Le Parti occitan conserve ici quelques ambiguïtés (cf. l'expérience de P. Lasseube). Je pense que l'on peut avoir plus d'ambitions pour le mouvement occitan que celles du Parti Occitan. La culture comprise au sens large reste le domaine que nous devons continuer à labourer. La culture n'est pas vraiment de la compétence des Conseils Régionaux. En Midi Pyrénées et ailleurs il existe un pôle culture et un pôle culture occitane : je suis contre cette scission. La normalisation de la dimension occitane à l'intérieur des institutions démocratiques n'est pas encore atteinte ; c'est lamentable par rapport à ce qui se passe dans les autres pays européens. De même les relations entre les régions occitanes n'ont pas de structures représentatives et il serait nécessaire de créer un espèce de comité économique et social prenant en compte cette dimension occitane. Concernant le découpage des départements, leur pérennité montre qu'il est moins artificiel que ce que les occitanistes croient. Par contre la réarticulation département/région est quelque chose d'intéressant; l'idée de réunion des vice présidents de la culture des régions méridionales est quelque chose qu'il faut travailler de même que l'articulation et les liens entre les régions occitanes. Quant au redécoupage des régions françaises qui fait sa réapparition régulièrement, je suis très hostile à un charcutage géographique qui supprimerait la dimension occitane.

Bernard Chamayou

E. Brugarolas: Bernard Chamayou a souhaité substituer à son témoignage, l'analyse du film « La reprise du travail aux usines Wonder » (1968) de Jacques Willemont et de « Reprise » (1997) de Hervé Le Roux). Cependant j'essaierai ici même en quelques lignes présenter l'engagement de Bernard Chamayou acteur politique encore et toujours engagé.

Son engagement a démarré en 1963 en prépa à Fermat. C'est dans cette période qu'il a rencontré ses copains de route, Antoine Artous, Marc Antoine Scotto, Daniel Bensaid. Plus tard ces mêmes copains dissidents de l'UEC sont entrés à la JCR (en 1967) et ont créé un Comité Vietnam national ; Bernard a suivi ces débats sans être formellement adhérent de la JCR.

Il évoluait sur deux terrains de radicalisation, celui autour du courant critique au sein de l'UEC et à la fac de lettres (lettres modernes) il s'est radicalisé en se liant avec le mouvement « la nouvelle critique », Lucien Goldman, Roland Barthes,... le groupe Tel Quel, c'était une façon de remettre en cause l'ordre, une nouvelle forme de rationalité critique. Ce courant de pensée littéraire, dans sa recherche et son parcours, remettait en cause les modèles existants en littérature. Ce mouvement sera repris en suite par l'« université critique » en 68. Donc un intérêt politique certain, il a suivi le parcours et les conflits de l'UEC sans y être adhérent.

Toute l'année 67-68 des réunions de la « nouvelle critique » avaient lieu à Toulouse au café Tortoni, il s'agissait de contester l'orthodoxie de l'enseignement de la littérature.

L'hiver 67-68 nous fut marqué aussi par le discours guevariste, la théorie des cent feux, développer 2, 3, ..100 Vietnams, « l'heure des brasiers », et du discours d'Alger, s'était une double leçon antibureaucratique et internationaliste. Des réunions avec Artous furent organisées sur ce sujet, comme il en fut organisé sur le thème de l'« université critique » promu par les étudiants du SDS Allemand.

Bernard a participé dès la rentrée universitaire 68-69 à la préparation du premier congrès de la Ligue Communiste, le débat interne portait sur la nécessité de s'organiser, ...

En mai 68 il participait au comité de lutte de la fac de lettres et animait avec un groupe qui se retrouvait au café le Saint Sernin; le groupe s'appelait « Littérature et révolution », avec Michèle et Alain Bardel, Jacque Bouzou (qui vit aujourd'hui à Pau), les Garaïalde, Michel Naudy,...

Un lien s'est établi entre le groupe du café le Florida (la gauche critique radicale) et ceux du Saint Sernin qui n'étaient pas radicalisés, c'étaient des cinéphiles, inspirés par la recherche critique dans le discours par rapport à l'orthodoxie du gaullisme. Il y avait aussi un troisième groupe au Tortoni, auquel participaient Dominique Larroque Laborde (prof lycée de Blagnac), Mireille Rey, Françoise Vallon prof de Philo... Sur les événements du mois de mai hormis le moment fort du 25 avril il lui reste un souvenir d'une mini barricade place Wilson, cela devait être le soir du 13 mai.

Par rapport aux enjeux politiques de l'UEC le travail sur la littérature ou le cinéma paraissait léger, mais cette autre manière de penser s'est révélée non neutre. Il faut se souvenir que l'extrême droite était dure. Il se souvient d'un tract des fascistes qui voulaient faire la peau de Bensaid, le tract titrait « les miasmes de D. Bensaid un juif communiste ».

A la rentrée, il s'est retrouvé « organisé » en septembre 68, en entrant dans les « cercles rouges » (créés par les ex JCR) dédiés aux « non encartés ». Puis dans le « cercle noir » des gens pré-organisés. Il a vendu le premier n° de Rouge en septembre 68 avec Marie France Barsoni. Avant 68 compagnon de route de la JCR, il était délégué UNEF à la fac de Lettres, il est ensuite entré à la Ligue Communiste dès sa création fin 68, il avait 22 ans. Il s'est engagé dans des comités de luttes, le Secours Rouge, ...mais pas dans des actions violentes.

Bernard Chamayou quittait Toulouse pour Tarbes en 1970, il revenait à Toulouse pour des réunions régionales et/ou des stages de formation. Les militants de la Ligue se donnaient comme mission de se répandre dans l'espace géographique et de créer des groupes Ligue.

Les années 68, 69, 70 furent pour les militants de la Ligue des années de capitalisation politique, critique de l'impérialisme sur le Vietnam, les AG et les implantations en milieu ouvrier. Certains comme Michel Naudy sont allés travailler à la SNIAS comme établi, Bernard était à la direction de la Ligue de la ville de Toulouse.

Jusqu'en 78 à Tarbes et à Pau avec d'autres militants tels que Garcia, Cours Salies, Carpentier, ... ils furent les noyaux durs de la construction de la Ligue dans le sud de Midi-Pyrénées. La présence de la LC et ensuite de la LCR à Tarbes doit beaucoup à leur travail de l'époque. L'insertion professionnelle était une politique délibérée d'implantation de la Ligue devenu l'ossature de la construction de la Ligue. De 71 à 75 Bernard a été membre du comité central de la Ligue. Il est revenu à Toulouse en 1978.

Le léninisme révolutionnaire organisé ne pouvait se développer séparé du monde du travail, les militants devaient capter les demandes des travailleurs et faire des propositions, le corrélat était qu'ils devaient être des militants dans les syndicats. Bernard enseignant s'est donc engagé au SNES syndicat de la FEN. A l'intérieur de la FEN et dans chaque syndicat il y avait des courants, le SNES était piloté par le courant Unité Action tenu par les communistes du PCF, les militants de la Ligue ont investi le courant Ecole Emancipée composé d'anars, de membres ou de sympathisants PSU et de trotskistes (Ligue et OCI). L'OCI a quitté l'Ecole Emancipée (EE) pour une tendance Front Unique en 69-70. Bernard a pris des responsabilités au sein du SNES puis de la FSU, des mandats au bureau académique du SNES et au bureau national du SNES au titre de l'Ecole Emancipée, puis dans le comité délibératif fédéral national de la FSU. « J'étais de ceux qui ont œuvré pour que la FSU existe en unissant les courants UA et EE lors de la dislocation de la FEN. Il y a eu des accords et une élaboration commune pour choisir une Fédération Syndicale Unitaire, syndicalisme de transformation et pas un syndicalisme d'accompagnement. »

La leçon qu'il tire de cette période ; « Cette période des 30 glorieuses a fait craquer la jeunesse la plus sensible aux carcans bourgeois, en France gaulliste, mais aussi le glacié stalinien, dynamisé par les fronts de guérilla. La dialectique mondiale des fronts de reconstruction était à l'ordre du jour. 68 ce fut la jeunesse comme facteur déclencheur d'un mouvement de révolte ou se mêlent anti-impérialisme, anti-autoritarisme, ... et qui aboutit sur des grèves ouvrières malgré la main mise de la CGT, sur le monde ouvrier. »

Sur ce sujet un film est significatif du rapport ouvrier/CGT il s'agit de « la reprise du travail aux usines Wonder » tourné par un membre de l'OCI.

C'est sur ce film que Bernard Chamayou a choisi de développer son analyse du mouvement. Pour lui la dialectique du mouvement et de la grève n'a pas changé.

Enfin mai 68 c'est aussi une leçon sur les mouvements sociaux, la construction, la montée en puissance, le moment culminant où se pose la question d'aller plus loin, puis les freins dans le propre camp, puis la fin.

Mai 68 fut une formidable leçon de choses en un mois de nos vies. Exercice de la liberté, de la démocratie, de la liberté. Des producteurs venaient porter des légumes à la fac, prendre la rue, la liberté de parole, ... Il y a des gens que se sont révélés en trois semaines, ... tout mouvement fait émerger des figures... 68 a aussi permis l'émergence du mouvement féministe. Ce fut l'émergence du réel et du possible.

Je n'ai pas de nostalgie, mais je ne veux pas oublier.

Que dire ? Mai 68 c'est toujours un début... il faut reprendre le meilleur des moments révolutionnaires,un de ces moments où l'utopie trouve un lieu... »

E. Brugarolas

Mai 68 au pays des Wonder.

(A propos de : « La reprise du travail aux usines Wonder » (1968) de Jacques Willemont et de « Reprise » (1997) de Hervé Le Roux)

Mai 68 fut et demeure, au sens fort, un événement politique.

Un événement, c'est-à-dire un choc capable de transformer le cours d'une vie, de manière

irréversible, par l'irruption d'un mouvement qui bouleverse l'ordre existant et se projette à l'échelle historique.

Un événement politique, qui a ébranlé l'ensemble des forces sociales, politiques, institutionnelles. L'Etat fort et policier mis en place par la constitution de 58, à l'issue d'un coup d'Etat militaire a vacillé un moment ; ce fut l'hiver du patriarcat, cet avatar bonapartiste qu'était De Gaulle. Dans son génie sénile, il savait encore trouver les mots ; de Mai 68, il a dit, deleuzien malgré lui: « C'est insaisissable... », ce qui, du reste, n'était pas faux.

La grève massive, prolongée, avec occupation des rues, des entreprises, des services, des universités, des théâtres... a remis en cause le gouvernement, le pouvoir, la propriété, l'Etat, ne serait-ce que par la confrontation avec ses bandes armées. Mai 68 a bel et bien posé la question du pouvoir... et ne l'a pas résolue.

Cet événement a redéfini la question du sujet, individuel et collectif.

Dans les années soixante, Colette Magny chantait un poème d'André Suarès qu'elle avait mis en musique et dont voici le refrain :

« Lorsque l'humanité sera enfin sage, Nous passerons de la compétition, Dans l'individualisme A l'individualité dans la coopération... »

C'est ça, Mai 68 : « l'individualité dans la coopération » : une pratique libertaire (et non libérale – quelle scélératesse !) de tous ceux et de toutes celles qui devenaient, en accéléré, des sujets politiques. La lutte fit aussi réapparaître, après une assez longue éclipse, la classe ouvrière comme le sujet politique et historique du changement de société. Cette réciprocité de l'individuel et du collectif dans l'action posait, en faits et en idées, le problème (non résolu lui non plus) de la révolution.

1) Le court-métrage de Jacques Willemont : « La reprise du travail aux usines Wonder », restitué, directement et indirectement, et par les seuls pouvoirs du cinéma, un moment (la partie valant pour le tout) de cet événement politique.

Il s'agit d'un film documentaire de 10 minutes, tourné en 16mm et en blanc et noir, devant l'usine Wonder de Saint Ouen, le 10 juin 1968, vers 13h30[1].

L'essentiel du film se compose d'un plan-séquence[2] enregistrant une discussion dont la « vedette » est une jeune femme brune qui crie : « Non, je rentrerai pas... non, moi je rentrerai pas là-dedans... je mettrai plus les pieds dans cette taule [...] on est dégueulasses jusqu'à là (elle montre le haut de ses bras), on est toutes noires... ! »

Le matin même, dans un cinéma voisin où se tenaient les assemblées générales après la fin de l'occupation de l'usine, la reprise du travail avait été votée par 560 voix contre 260 ; vote vraisemblablement « machiné » par la direction, comme le dit la jeune femme[3].

Ce court-métrage est un concentré, un précipité, au sens chimique du mot, dont le ressort dramatique est la reprise ou la non reprise du travail, selon deux lignes de forces visuellement marquées par les banderoles du début (« Nous ne cédon pas, nous ne rentrons pas ») opposées à la petite porte de la fin devant laquelle le chef du personnel (ancien tirailleur des guerres coloniales) incite ceux de Wonder à rentrer. Le film résume ainsi une topographie de la lutte : dans le prolongement d'une manifestation dans Saint Ouen, les Wonder avaient occupé l'usine pendant trois semaines et élu un (vrai) comité de grève[4]. En ce 10 juin, ils sont dehors et doivent retourner dans l'usine, pour y travailler[5].

La jeune femme n'est pas la seule à refuser de rentrer : un homme (en voix off) et une autre femme (visible) refusent eux aussi. D'ailleurs, d'après un témoignage dans « Reprise »[6], le travail, à Wonder, n'a repris que deux jours plus tard.

Plus généralement, cette date du 10 juin est symptomatique des tensions maintenues dans le reflux des grèves: c'est le jour des affrontements à Renault-Flins et à Peugeot-Sochaux, dont l'enjeu est la reprise des usines aux CRS[7].

Ces résistances et ces refus témoignent, parfois violemment, d'une conscience excédentaire des grévistes les plus déterminés, conscience que ni Grenelle, ni la perspective des élections

législatives ne suffisaient à absorber[8].

2) Qui sont les protagonistes de ce film, là, devant l'usine Wonder, le 10 juin 68 à 13h 30 ?

Hervé Le Roux, pour les besoins de son film « Reprise » a retrouvé trois d'entre eux :

- l'homme à la cravate, c'est un responsable du PCF, élu municipal à la mairie de St Ouen : Pierre Guyot, fils de Raymond Guyot, membre du bureau politique du PCF. Il n'est pas de Wonder. Il vient pour proposer la reprise « dans l'unité ».

- l'autre interlocuteur de la jeune femme est un cadre CGT de l'union locale de St Ouen, Maurice Bruneau. Lui non plus n'est pas de Wonder, lui aussi vient prôner la reprise.

- Le jeune homme, c'est Poulou, lycéen de 16 ans, militant maoïste de l'UJCLM ; il récuse le terme de « victoire » utilisé par Pierre Guyot et donne raison à la jeune femme.

Car, bien sûr, il y a la jeune femme... si « Nouvelle Vague... », dit Hervé Le Roux, avec ce mot qu'elle répète et qui semble emprunté à un film : « dégueulasse »...[9] Il a fait son film pour l'identifier, la retrouver... et il a échoué, n'obtenant tardivement que quelques informations biographiques et un prénom.

Ici, elle joue Mai 68, égérie involontaire de la globalité d'une révolte, porteuse d'un cri qui aura des échos nombreux et massifs dans les luttes des O.S. des années 70. Elle est davantage l'avenir des luttes que leur passé même si elle vient aussi de ce cycle de luttes ouvrières des années soixante, luttes qui se sont intensifiées en 67 et au début de 68 et qui se sont révélées après coup être les signes avant-coureurs de quelque chose qui n'était pas encore écrit.

Elle dénonce la dureté des conditions de travail – la saleté noire de l'atelier du « charbon » (manganèse et noir de fumée entrant dans la composition des piles...), le manque d'hygiène, la rareté des pauses, l'arrogance des petits chefs... Les anciennes de Wonder dans « Reprise » ajouteront à cette liste : le travail à la chaîne des filles embauchées à quatorze ans dès la sortie de l'école, l'augmentation des cadences, la saisie de la paye par les parents...

3) Cette jeune femme porte la parole ouvrière[10] que Grenelle n'a pas prise en compte. Elle ne se retrouve pas dans les points acquis à Grenelle que rappelle le délégué C.G.T: augmentation des salaires (10% en moyenne, 33% de plus pour le S.M.I.G), paiement de 50% des journées de grève mais dispositions de rattrapage des heures perdues (la « semaine en moins » dont elle parle), reconnaissance de la section syndicale d'entreprise (argument-massue en faveur de la reprise), mais rien sur les conditions de travail !

Le cégétiste aurait pu ajouter : la mensualisation, le retour progressif aux 40h, l'allongement des congés payés... mais signaler aussi deux échecs cuisants : le non-retrait des ordonnances de 67 sur la Sécurité sociale[11] (prévoyant en particulier la remise en cause de la représentation syndicale et le déremboursement de certains médicaments), et le passage à la trappe de l'échelle mobile des salaires (ce que l'une des voix du film rappelle plusieurs fois).

Le « constat » de Grenelle (puisque rien n'a été signé) est en grande partie un vestige du passé et non la prise en compte de ce qu'il y avait de nouvelles « potentialités radicales émancipatoires » [12] dans la grève. C'est l'analyse qu'en fait René Mouriaux : « Le problème de la pénibilité du travail se pose. On se souvient tous du film sur la reprise à Wonder : « je ne veux pas rentrer, c'est trop dégueulasse ! ». Il n'y a pas eu de prise en compte de cette question dans les négociations de Grenelle. Il y avait 15 thèmes, mais, en dépit de l'importance de la grève, peu de créativité revendicative de mai 68. Grenelle, c'est la production de l'accord CGT-CFDT du 10 janvier 1966, qui a été actualisé en mai 68. Mais sans thèmes nouveaux. L'autogestion n'a pas été mise en avant, sauf si on y inclut la réalité de la section d'entreprise... la pénibilité est présente mais elle n'est pas traitée... la question allait être portée par la vague suivante, celle des révoltes de OS en réaction à l'intensification des cadences. »[13]

4) Ne nous y trompons pas : ce qui se joue devant Wonder, ce 10 juin 68, a aussi une valeur stratégique.

D'abord en ce qui concerne la reprise elle-même, ses modalités. Georges Ségué, alors secrétaire général de la CGT, dans son livre « Le mai de la CGT » établit un parallèle révélateur : « Il n'est pas question, pour nous, de donner un ordre de reprise du travail puisque nous n'avons jamais donné celui de grève générale. »[14]. Pas de mot d'ordre central, certes, mais des pressions à la base... La présence et les interventions de Pierre Guyot et de Maurice Bruneau montrent que, même en l'absence d'un mot d'ordre central, l'orientation des responsables de la CGT et du PCF était de pousser à la reprise y compris, comme à Wonder, malgré un vote trafiqué par la direction de l'usine.

Deuxième élément : on se souvient de la fameuse phrase de Maurice Thorez, en 36, face au mouvement de grève avec occupation, sous le gouvernement du Front Populaire : « Il faut savoir terminer une grève... » ; on la retrouve ici : Pierre Guyot fait deux tentatives pour développer un argument et commence chaque fois sa phrase par : « Il faut savoir... » et il est chaque fois couvert par Poulou qui reprend et enchaîne : « Il faut savoir terminer une grève... » ; Guyot continue en disant d'abord : « ...dans quelles conditions... » puis : « juger les choses d'une manière... » et Poulou, lui, ajoute à : « il faut savoir terminer une grève... » : « ...mais ce n'est pas le cas... »[15]. Rapidité allusives du débat de fond : on ne saura jamais si les débuts de Pierre Guyot reprenant le célèbre « Il faut savoir » étaient un signal volontaire... atténué par la suite ; ce qui est sûr, c'est que le lycéen s'engouffre dans la brèche ouverte et formule clairement l'implicite de la situation et sa valeur de répétition historique.

Troisième prolongement : Pierre Guyot résume ainsi son argumentation : « C'est par étapes... On peut pas tout avoir d'un seul coup... » et, plus tard : « C'est par étapes que tu arrives à une victoire définitive. » Malheureusement, l'histoire du mouvement ouvrier est la négation têtue de cette vision linéaire et étapeiste de la transformation sociale et politique: la remise ne cause des acquis est incessante et les victoires partielles ne débouchent pas spontanément sur une « victoire définitive » si l'on ne profite pas de ces moments où ceux d'un haut ne peuvent plus gouverner comme avant où ceux d'en bas ne veulent plus l'être comme avant pour pousser l'avantage d'une façon résolue et tendre vers un processus et une rupture révolutionnaires..

Il n'y a pas dans le film de discussion directement politique mais un échange très allusif entre Pierre Guyot et Poulou est une référence subtile à l'enjeu politique global et à des désaccords de fond qui ne sont pas formulés; désignant la jeune femme, Poulou dit à Guyot : « J'en dis pas plus qu'elle... », Guyot : « Tu en dis plus quelle... », Poulou : « Non ! », Guyot : « Mais si ! »

Autant et peut-être plus que les résultats de Grenelle, c'est la perspective des élections législatives décidées par De Gaulle, le 30 mai (en gros : je reste, je maintiens Pompidou, je dissous l'assemblée et j'appelle à des élections) qui plombe la situation. Pour la Gauche en 68, la grève de masse, subie plus que voulue, fut limitée à une pression pour l'ouverture rapide de négociations victorieuses (« étape » vers la « victoire définitive... », pour reprendre Pierre Guyot), avec pour seul débouché politique une perspective électorale déconnectée du combat social et qui fait lâcher la proie pour l'ombre : l'arrêt de la grève pour une hypothétique victoire aux législatives... mais des élections sans la grève, les élections contre la grève...

5) Les personnages du film sont à leur façon des porte-paroles politiques, là, en direct, devant la caméra ; plus encore : ils sont modifiés par sa présence et deviennent spontanément des personnages, ce qui renvoie à ce que Stuart Hall appelle le « sens aigu de la politique comme « théâtre » » que mai 68 a manifesté, selon lui[16].

D'ailleurs, dans « Reprise », Poulou a cette formule : « Nous étions tous en mission... » et il ajoute : « Si c'était à refaire, je ne le dirais pas comme ça... c'était étudié, j'avais peur qu'il [Pierre Guyot] me retourne une claque... ».

Pierre Guyot, de son côté évoque la difficulté de parler à des non-syndiqués : « C'est pas facile

d'expliquer ça aux femmes non-syndiquées... quand c'est une grève sauvage... en gros... et qu'on leur dit il faut aller travailler... pour elle ce n'était pas suffisant... »

Maurice Bruneau, enfin, dit avoir eu envie de casser la caméra car il craignait qu'on n'utilise ce qui était filmé « contre la CGT et contre les travailleurs ».

Une véritable mise en scène s'organise dans l'urgence, sous nos yeux, avec les panoramiques de la caméra dont l'amplitude est bornée par le militant C.G.T. d'un côté, le lycéen de l'autre, la femme au centre qui bouge, sort du champ et y rentre, sous la pression de Maurice Bruneau qui veut la calmer et la faire taire.

Une mise en scène, c'est-à-dire la complémentarité des mouvements des personnages et de ceux de la caméra dans l'espace sociopolitique d'une confrontation typique de Mai 68 qui risque d'être aspiré par la porte étroite par où passe la fin de la grève. Et le spectateur est pris à partie, mis en scène lui aussi, constitué en sujet politique par ce débat.

En reprenant les termes de Jean-Louis Comolli on pourrait considérer ce bref film à la fois comme la trace d'une « inscription vraie » (l'exactitude « documentaire » de ce qui est filmé, photographié) et une « auto-mise en scène » des gens filmés. C'est un « miroir à deux faces » [17] : document unique à force d'être double, réversible en lui-même, travaillé de forces extérieures qu'il réfracte en les transformant.

Le court-métrage de Jacques Willemont est une exploration spontanée et hagarde de ce moment de juin 68 devant l'usine Wonder à St Ouen et il est aussi, simultanément, une mise en scène qui localise et surjoue[18] l'événement politique global que fut Mai 68, sans le maîtriser ; en ce sens, il est inépuisable.

Cette vue cinématographique permet de tirer des fils, du passé au présent, de l'histoire à l'actualité[19], de prolonger la version politique, et non pas policière de Mai 68 : gauchistes aventuristes et provocateurs faisant le jeu de la réaction, selon la direction du PCF, complot de l'étranger en particulier de Moscou ne respectant plus le partage du monde scellé à Yalta, selon De Gaulle.

Seule une approche sociale et politique, qui ne réduise pas Mai 68 à une simple grosse grève revendicative pendant laquelle partis de gauche et syndicats ont fait tout ce qu'il était possible de faire, permet de comprendre pourquoi la jeune femme de Wonder nous parle encore, quarante ans après, à un moment où les luttes avec blocages, occupations et envois de CRS se multiplient, où la jeunesse reste la « plaque sensible de la révolution », où la France connaît une étrange crise de représentation politique, où la constitution anti-démocratique de 58 qui est toujours à l'œuvre, vient d'être infléchie dans un sens encore plus bonapartiste par la venue possible du président de la République devant le Parlement réuni à Versailles, et où la réaction nostalgique et passéiste va chercher dans le théâtre d'ombres du gaullisme la farce de l'intéressement et de la participation des travailleurs à l'entreprise... ce qui nous avait fait beaucoup rire, un certain soir de 68, quand le patriarche à court d'arguments l'avait proposé, avant le référendum sur la loi de « modernisation » de la France – O vieilles lunes !- dont l'échec, en 1969, le mettra au repos.

Bernard Chamayou. 10 juin 2008.

[1] Au début du film, un carton nous informe : « Ce documentaire aurait dû constituer une séquence du film de long-métrage intitulé « Sauve qui peut Trotsky » que Jacques Willemont tournait en mai et juin 68 avec une équipe technique composée d'étudiants de l'IDHEC (Institut des hautes études cinématographiques). Son sujet : le mouvement militant de l'O.C.I. (Organisation communiste internationaliste). Les rushs ont étrangement disparu dans la nuit du 14 juillet 1968 : « Wonder » est la seule séquence qui a été sauvée. Récemment, une partie des éléments négatifs du long-métrage a été retrouvée aux archives du film à Bruxelles. »

[2] C'est-à-dire tourné et monté en continuité, sans coupures ni raccords.

[3] Une voix du film dit : « La direction a fait pression sur les Nord-africains, les Algériens... »

[4] Le fait est signalé par Ernest Mandel dans son article « leçons de Mai 68 », in « De la Commune à Mai 68 », éditions La Brèche, Paris 1978. Celui-ci ajoute : « ... pour manifester leur réprobation de l'orientation réformiste de la C.G.T., ils se sont barricadés dans l'usine et en ont interdit l'accès aux responsables syndicaux ». (pp.256-257).

[5] Un rapprochement a été fait entre ce film et la « La sortie de l'usine Lumière » : places significatives dans l'histoire du cinéma (les origines du cinéma pour l'un, la mutation cinématographique des années soixante pour l'autre), motifs symétriques de la sortie et de l'entrée, genre commun de la vue cinématographique, avec, pour le film de Willemont, des recadrages par panoramiques et une bande-son.

[6] « Reprise », le long métrage qu'Hervé Le Roux a réalisé en 1997 à partir du film de Jacques Willemont.

[7] Il y a eu trois morts ce jour-là et pendant la nuit qui a suivi : le lycéen Gilles Tautin qui s'est noyé à Renault-Flins en fuyant les charges des CRS et, à Peugeot-Sochaux : Pierre Beylot a été tué par la balle d'un CRS et Blanchet est tombé d'un mur à la suite de l'explosion d'une grenade (Cf « Critique communiste » n°186, mai 2008, « Mai 68 »: « Mai-juin 1968 à Peugeot-Sochaux. Comité de grève, comité de base, Forum », p.87).

[8] Dans l'article déjà cité (cf note 4), Ernest Mandel inclut Wonder dans une longue liste de formes d'action radicales et d'auto-organisation : «lorsqu'on complètera cette liste, comment pourra-t-on contester qu'elle exprime la tendance spontanée de la classe ouvrière à prendre en main son propre sort et à réorganiser la société d'après ses convictions et son idéal ? Sont-ce là des manifestations d'une grève purement revendicative, d'une grève « quelconque », ou d'une grève dont l'ampleur et la logique poussaient les masses elles-mêmes à déborder les revendications immédiates ? » (pp.257-258-259).

[9] Voir la fin de « A bout de souffle », de Jean-Luc Godard, le personnage joué par Jean Seberg demande : « C'est quoi « dégueulasse ? » ».

[10] Hervé Le Roux a réalisé un deuxième documentaire intitulé « Paroles ouvrières », toujours à partir d'entretiens avec des ancien(ne)s de Wonder.

[11] Une grande journée d'action était prévue pour le mois de mai sur cette question ; il semblerait que Georges Pompidou, lors des discussions de Grenelle ait mis sa démission dans la balance sur ce point (?!).

[12] « [Marx]... cherche à expliquer comment ces potentialités radicales-émancipatoires trahies « insistent » encore, tels des spectres historiques hantant la mémoire révolutionnaire, réclamant leur mise en œuvre, de sorte que la dernière révolution prolétarienne devra également racheter (enterrer) ces fantômes du passé... » Slavoj Zizek, « La parallaxe », « Ouvertures », fayard, Paris 2008, p.108.

[13] René Mouriaux, entretien : « L'énigme de Mai 68 », « Critique communiste » n°186, Mai 68, pp.117-118.

[14] Georges Séguy, « Le mai de la CGT », Témoignages, Juillard , Paris 1972, p.112

[15] Par rapport à cette phrase de Thorez, on objecte parfois la malhonnêteté intellectuelle que constituerait sa restitution incomplète ; la version intégrale est : « il faut savoir terminer une grève lorsque l'on a obtenu satisfaction » ; mais cela ne change rien au fond du problème : elle devient alors un truisme inutile sauf si, justement, on appelle à reprendre le travail alors que satisfaction n'a pas été obtenue... et ils étaient nombreux, en juin 68 et plus tard, à le penser.

Dans « Reprise », Pierre Guyot déclare : « Je considère qu'il faut arrêter une grève à un moment donné... quand on a acquis... ce qu'on a acquis en 68... il fallait arrêter sinon... on perdait tout. ».

[16] Renvoyant aux « vicissitudes du sujet », au « passage aux temps nouveaux », aux révolutions culturelles et théoriques des années 60... cf Stuart Hall, « Le Populisme autoritaire », « Le meilleur des mondes », Editions Amsterdam, Paris 2008, p.86.

[17] Jean-Louis Comolli « Le miroir à deux faces », dans : Jacques Rancière, Jean-Louis Comolli, « Arrêts sur histoire », collection « Supplémentaires », Centre Georges Pompidou, Paris 1997.

[18] On peut dire de la jeune femme qu'elle surjoue...

[19] « Le cinéma s'évertue à nous faire croire qu'il reflète ce qui est alors qu'il fait bien mieux (ou bien pire) : il fabrique ce qui sera », Jean-Louis Comolli, article cité p.12.

Bernard Ferré

Personnellement il me semble utile de considérer ma participation aux « événements de mai 68 » en resituant ce moment dans une période plus étendue qui inclut un avant/après 68.

Avant 68

En octobre 1958 j'arrive à Toulouse pour m'inscrire en MGP(Math Physique) à la Fac des Sciences; c'est l'époque de la « guerre d'Algérie » .

La guerre d'Algérie n'est pas que le défi non relevé qu'une poignée de fellahs jette à l'un des premiers capitalistes du monde, il devient l'épisode sanglant d'une irréversible décolonisation. Surtout il apparaît que l'armée est de moins en moins l'instrument destiné à désarmer les rebelles, en particulier elle constitue une force sociale gérant ou prétendant gérer les campagnes et les banlieues algériennes. Plus la guerre dure plus l'Algérie devient aux yeux de l'armée le test de son propre rôle, la justification de son existence. Par ce rapide récapitulatif il devient plus évident pour moi de préciser qu'en arrivant à Toulouse et après quelques semaines de cours, la décision de m'engager « politiquement » fût prise sans trop d'hésitation, j'adhérais à l'UEC.

Les « facho », issus des Corps de droit et de médecine (entre autre le frère de Lagayette) ainsi que les porteurs de faluches médaillées des classes prépa, faisaient le coup de poing contre les étudiants « antifascistes » qui tractaient aux sorties des amphis pour la fin de la guerre en algérie. Au « resto-U » rue des Lois les interventions violentes de groupes d'extrême droite « Occident »(certains parmi ces éléments suivaient la PMS et faisaient ainsi leurs travaux pratiques), provoquant des échauffourées régulièrement jusqu'au baston avec manches de pioches; l'étudiant de l'époque est issu de milieux favorisés, (bourgeoisie et petite bourgeoisie), 6% de fils d'ouvriers seulement ont le bac et font des études supérieures, ce monde n'est pas très politisé, la sélection universitaire et la future carrière polarise tout leur intérêt. Les luttes contre l'impérialisme français ne mobilisent guère que quelques étudiants dont certains sont en provenances de pays africains ou du Magreb; ainsi le contexte politique de la fin de la IVème république voit un PCF plus soucieux de son hégémonie « à gauche » et très défiant à l'égard du PSU qui a soutenu « le Manifeste des 121 », (prise de position d'un ensemble d'intellectuels en faveur du FLN), et en rivalité avec la SFIO, Guy Mollet et F Mitterrand (secrétaire d'état à l'intérieur, promoteur des déplacements de population et des camps de regroupements surveillés militairement pour pacifier l'Algérie).

Le 13 mai 58 il y a le push des généraux factieux (Salan, Jouhaud,...« un carteron de généraux à la retraite »)(de Gaulle) à Alger, l'arrivée de DeGaulle pour solder la crise et proclamer la Vème République. Mais le fait le plus significatif est que la jeunesse intellectuelle et aussi travailleuse, s'est mise à résoudre, par elle-même et pour elle-même, la situation que lui crée la guerre d'Algérie. Refus « individualistes » d'incorporation de quelques appelés, « droit à l'insoumission » ... vont traduire le désespoir que l'hypocrisie du PCF et de la gauche non-communiste inspirent aux jeunes, en ne s'opposant pas à l'envoi du contingent en Algérie et en votant la confiance à l'armée. Les sursitaires et les futurs appelés posent la question du « devoir militaire », le procès du réseau Jeanson, l'évocation de la torture, font paraître des solidarités pratiques avec les algériens en lutte. Il y a évidemment une affinité profonde entre le fait de refuser concrètement la guerre et le grand mouvement de décolonisation à l'échelle mondiale (après l'Indochine, la révolution cubaine et les luttes en Amérique latine).

L'UNEF prend l'initiative d'une manifestation publique « pour la paix négociée en Algérie » , le PCF tente de saboter la manifestation et obtient que peu d'ouvriers y participent: le 27 octobre 60 à peine 200 étudiants de l'UEC sur 15000 participants s'isolent à la Sorbonne alors que leurs

camarades vont se faire matraquer par la police. Pour moi la coupure entre le vieil appareil bureaucratique de Thorez et les jeunes est trop significative pour que je reste encore à L'UEC. Je suis parti à Lille à la faculté des sciences en 59-60, j'étais inscrit PCB (physique, chimie biologie). J'ai aussi appris le russe et en suivant les cours de russe j'ai rencontré des « copains » de Pouvoir Ouvrier, ainsi que d'Information et Correspondance Ouvrière (leur revue, qui ensuite est devenu « socialisme et barbarie »). Certains avaient une connaissance de la « nébuleuse » situationniste. J'ai participé avec eux au soutien des premières grèves du Borinage, à Mons en Belgique. C'était une époque où le racisme était fort (dans certains bars il y avait même écrit « interdit au chiens et aux algériens »).

En 1961 je suis revenu de Lille et je me suis marié. Je repars comme instituteur remplaçant à Paris. Avec deux amis ariégeois, nous étions assez complices sur l'analyse politique, nous faisons la critique du PC, du PSU et de la FGDS. A Paris, je lisais la revue de l'Internationale Situationniste (IS) que j'achetais au kiosque du Bvd St Michel. Je me rendais à la fac pour rencontrer des gens, j'y avais mes copains, Georges faisait du grec et Yvonne préparait l'agrégation de philosophie. Ils nous amenait les écrits d'Althusser qui officiait à Normale Sup (mais aussi des bouquins de Macherey Badiou, Rancière, ...). On lisait aussi H. Lefèbvre, on critiquait le stalinisme. Tous les jeudi j'allais à la Sorbonne on se retrouvait de manière inorganisée. On faisait un suivi des événements sociaux. J'étais intéressé par les actions de Pouvoir Ouvrier et la diffusion directe de l'information alors que le PC avait des organes de presse verrouillés. Je lisais tout ce qui sortait, mais je n'avais pas d'activité significative. J'avais une défiance vis-à-vis des universités que je considérais comme des institutions bourgeoises.

Dès que j'ai eu des moyens, j'allais chez Maspero, je m'intéressais à l'Amérique latine, Cuba, aux revues OLAS, Gramma (le journal de Cuba), Pékin information, et Partisan (revue des chez Maspero – revue du marxisme critique). C'était les tribulations d'un instit à Paris assez désorganisé jusqu'en 67; j'ai été sensible à ce qui se passait en Europe, notamment à Berlin ou des luttes contre l'impérialisme américain relayaient des luttes en Amérique du Sud, j'ai entendu parler de Rudy Dutschke, je suivais les manifs du SDS. Enfin 1967 il y a eu le congrès de l'IS à Strasbourg et la parution du pamphlet « de la misère en milieu étudiant » par Mustafa Kayati membre de l'IS.

Mai-juin 68

Depuis 1958 j'étais en rupture avec le monde politique des partis. De Gaulle a proposé la 5eme république, il l'a soumise à référendum, c'est la seule fois où j'ai voté, j'ai voté contre cette constitution.

J'ai suivi aussi le conflit du Vietnam et les délibérations du tribunal Russel. En effet je participais en 67 à quelques actions des comités Vietnam de Base; ces militants ont ensuite développé le maoïsme totalement inféodé au petit livre rouge. Des le 22 mars 1968, il y a eu le procès des étudiants, j'ai suivi les événements jusqu'au 3 mai ou ça a vraiment débuté, les étudiants du mouvement du 22 mars ont catalysé alors toutes les tendances pour engager leur action contre les arrestations. Ma participation commence par ma mise en grève dès la première semaine de mai, je ne mets plus les pieds dans l'école où je travaillais. Malgré le silence du SNI je participe au mouvement qui se développe. La « spontanéité » et le degré de conscience qui s'expriment dans la déroulement des événements, se manifeste par le souci de « faire quelque chose » malgré la résistance des partis et des syndicats. Ce qui paraît évident c'est la mise en cause aussi bien de la culture que de la société qui la produit et de leur rapport. L'agitation se répand de Nanterre à la Sorbonne, de la Sorbonne aux autres universités, des universités aux usines, des usines aux quartiers, la France s'enflamme de proche en proche. Personnellement je participe aux débats spontanés dans la cour de la Sorbonne, aux prises de paroles dans les amphis. Des groupes s'ébauchent, la « subversion » (ce que de Gaulle qualifiera de « serpent de la pagaille ») et la contestation induisent la solidarité et l'union dans une communication qui s'actualise dans un refus de « l'atomisation du quotidien » qui sépare les individus dans la vie sociale. Vivre sans temps

morts devient le slogan qui m'accompagnera pendant l'occupation de la Sorbone, et c'est le principe d'un soulèvement général que le CMDO lance depuis Paris: un appel international pour renverser le vieux monde!

Le temps de l'action est arrivé: au cours d'un débat d'amphi à Censier qui réunit environ 400 à 500 instits, on décide d'aller occuper l'Institut Pédagogique National, rue d'Ulm, afin d'y organiser des débats « critiques et libres » sur le rôle de l'Ecole . Le mouvement d'occupations se généralise aux institutions et aux usines; le jeu chaotique de la subversion s'instaure, le pouvoir gaulliste face aux « occupants » n'a plus que la violence arbitraire de sa police, toute hiérarchie est mise sans dessus dessous. La fameuse nuit des barricades je participe aux affrontements avec les CRS rue Monge, sans autre connivence que celle de « continuer le combat » et avec une organisation minimale déterminée par des liens tissés « d'affinités entre personnes » appartenant ou non à des structures traditionnelles, groupuscules, partis, syndicats. « L'aventurisme » n'était que cette critique radicale du pouvoir telle qu'elle se constitue dans la rue en dehors de tout groupement politique; correspondant à la volonté des plus combatifs face à la déliquescence du gouvernement, les actions sont menées « pour aller plus loin » ainsi avec d'autres groupes d'inorganisés je prendrai part à l'incendie de la Bourse. Le but poursuivi par les manifestants était de provoquer une prise de conscience dans la population, constatant que l'appareil d'Etat n'étant plus rien, tout devait être reconstruit sur de nouvelles bases. Après les affrontements policiers du quartier latin, la grève générale rassemble presque 10 millions de travailleurs; Le 24 mai, alors que le service d'ordre de l'UNEF et du PSU empêche la prise du ministère des Finances et de la Justice, que les paysans bloquent les routes et organisent des meetings, le mouvement semble brûler les étapes, mais il n'y a pas une conscience suffisamment critique pour balayer les néo-bureaucraties, les discussions s'enlisent sur l'opportunité d'instaurer « l'autogestion ». Le 25 mai débutent les accords de Grenelle: PCF, FDGS, syndicats « concoctent » un programme anti-monopoliste et le 27 mai à Charley l'engeance « politicienne » avec le concours des groupuscules gauchistes JCR, FER, OCI, ... orchestrent la récupération, transformant les réelles avancées des luttes en occasions ratées. Le désamorçage du mouvement s'effectue par la manipulation idéologique des « militants » et les invitations indirectes de la CGT à reprendre le travail, sous la fausse bannière d'un « gouvernement populaire ». Mitterand annonce qu'il est candidat à la présidence de la République, les tractations pour tenter un pseudo-groupement révolutionnaire vont échouer, le MUR est créé sans conviction et surtout en dehors d'un soutien du mouvement réel qui refuse ce néo-bolchevisme teinté de libéralisme dans lequel il ne se reconnaît pas. Dès lors le Pouvoir gaulliste se ressaisit, le 30 mai après le discours de de Gaulle une manifestation se déroule sur les Champs-Élysées et le spectre de la guerre civile prend forme aux yeux des classes moyennes; grâce aux accords de Grenelle les luttes se réduisent à un affrontement gaullisme / PCF – CGT , qui s'empresse d'accepter des élections législatives, transformant le combat en débat qui ne concerne plus le mouvement réel des étudiants et des travailleurs, mais les appareils politiques et syndicaux. En juin à Flins, lors de l'évacuation de l'usine Renault par les CRS, je mène sans trop de conviction une dernière action de solidarité et de résistance avec le groupe informel que nous avons constitué, et c'est pour moi la fin de la lutte. La lente reprise du travail, secteur par secteur et les combats d'arrière garde au quartier latin annoncent la fin de la subversion et la défaite électorale de la gauche: « élections piège à cons ». Avec les accords de Grenelle et le slogan « gouvernement populaire » la gauche des appareils politiques vient conforter le pouvoir gaulliste qui retrouve un adversaire à sa mesure et le terrain qu'il sait payant pour retirer les bénéfices de l'opération. Désormais les ressources du mouvement seront exploitées par les partis politiques et les idéologies .

Après 68

Je suis ensuite revenu à Toulouse en juillet 68. Une question taraudait l'après mai-68: à qui reviendra de maintenir la radicalité de l'idée? Une trame tisse le mouvement de mai, peut-elle pour

autant constituer un fond utilisable pour l'avenir et articuler des règles d'action?

A la rentrée je m'inscris en philo et en psycho. Il y avait des cercles, j'ai rencontré de nombreuses personnes qui sont devenus des amis.

En 69 et 70 les réunions informelles se tenaient au Florida, on menait des actions, la plus marquante fut celle de la Briqueterie, nous aidions les « prolétaires » afin qu'ils obtiennent des aménagements plus dignes de leur environnement de vie. Les immeubles de la Briqueterie (cité d'urgence) étaient d'un délabrement incroyable. .

En 1970 on a commencé les amphis « science et société » dans le cadre d'un séminaire. Il y a eu un retour critique à la Théorie, en fait « contestation », cette idée presque impossible dans la mesure où elle unit négation et affirmation (elle nie l'ordre en l'attestant); car il y a seulement une exigence de la contestation, exigence d'un impératif catégorique dont la loi se joue « essentiellement » de celui qui la proclame sans la jouer dans une affirmation violente. On essayait d'élaborer quelque chose qui permettait de dépasser l'insatisfaction sociale, face à l'autoritarisme. Dans « science et soc » nous faisons une lecture collective de l'œuvre de Marx, une lecture ouverte en analysant les néo marxismes, le travail de la première internationale Marx / Bakounine , puis Luckas, puis Gramsci,...

Notre lecture n'était pas celle d'Althusser, nous voulions une autre lecture des manuscrits de 44 et des « grundrisse » avec une intégration des critiques menées par les apports des sciences sociales et humaines. Dans l'analyse critique de Marx on s'appuyait sur les analyses et concepts portés par Foucault, par Lacan, et Freud. La pensée critique et la lutte des classes n'avait cessé de jouer dans l'espace même de la pensée bourgeoise et la pensée bourgeoise à son tour a déroulé son scénario dans l'espace de la Théorie(de la pensée théorique), sur ce plan les idéologies en lutte se rejoignent . Toutes ont peur pour leur théorie: leur théorie est leur capital.Rendre vie à la praxis, cela signifie abolir la Théorie – donc toutes les théories , quelles qu'elles soient , qui dans notre culture s'offrent à régir la pensée, car elles ne sont qu'autant de formes de ce qui entrave la production et s'opposent à son jeu. Socialisme, pensée bourgeoise sont des émanations de la même culture : sont donc toutes incapables de rendre compte de la contestation étudiante.Car c'est le cadre même de la culture que ces insurrections mettent en question. Et de ce fait elles font voler en éclats toutes ces catégories désuètes, voire ces procédés de mise en accusation, en quoi notre existence s'épuise à s'étirer: gauche/droite, blanc-noir, socialiste-bourgeois. La récupération n'est que l'effusion et la connivence où s'embrassent la Théorie, l'ordre, la mesure, le monopole, le but calculé, l'universel, l'humanisme, la culture, l'âme et la police.Don't go gentle in the silent night...68! Une autre tendresse s'ouvre de l'Outre-Marx de la non-Théorie. Notre groupe fit sa dernière intervention à Toulouse, en critiquant le « nouveau philosophe » BH Lévy lors de la parution de son livre « l'idéologie française ».en 1981.

Bernard Vignes

Je ne sais si mon parcours pourra apporter quelque chose sur 68 à Toulouse... d'autant plus que je n'ai jamais adhéré à une organisation et donc tu ne pourras pas me retrouver sur un organigramme. C'est pour cette raison que je te présente seulement quelques impressions, quelques ambiances de cette période et peu de noms, soit par oubli, soit par peur de me tromper sur leurs adhésions, soit parce que je ne les connais que sous leurs « noms de guerre »...

Paradoxalement, et comme on avait la chance de profiter d'un téléviseur à la maison, je pourrais dire que je me suis éveillé à la politique dès mon enfance, à travers les conférences de presse et les grands discours du général De Gaulle qui me faisaient « frissonner », (tel celui prononcé lors de l'inauguration de l'usine « marée motrice » de la Rance). Blague à part, je devais sentir la fibre patriotique que certains jeunes ressentent aujourd'hui lors des grands matchs internationaux. Pour autant, dès la 3e et comme bien d'autres adolescents de cette époque, je suis très sensibilisé par la guerre au Viet-Nam (le choc des images); mais sans aucune argumentation politique. Mis à part le lavage des voitures organisé par la paroisse pour recueillir des fonds pour les affamés du monde, je n'avais aucune idée de ce que l'on appelle la conscience politique... Mon émotion face aux bombardements au Viet-Nam tient plus d'une sensibilité humaniste que d'une révolte quelconque d'autant plus que je baignais dans une atmosphère familiale « radsoc » typique du sud-ouest. Mon père n'aimait pas De Gaulle... ce qui me désespérait et détestait l'intervention américaine ce qui me reconfortait. Pour autant, il détestait encore plus le régime soviétique...

Quand Mai 68 éclate, je suis lycéen à Villeneuve sur Lot en seconde... Les événements, on les vivait à travers la télévision, la radio et les journaux... mais on commençait à en sentir leurs effets dans les divers rationnements (essence...) et paniques (huile, sucre etc...). C'est alors que j'ai vu l'évolution d'appréciation de mes parents. Au début mon père soutenait la jeunesse de façon virulente (surtout en voyant les images des barricades prises par les forces de l'ordre). Mais petit à petit un sentiment de peur l'a envahi et un désir de retour à l'ordre tout aussi virulent s'est emparé de lui. Pour ma part, le cheminement était contraire. Si au début, je trouvais que l'image de la France était affectée alors que la conférence de la paix sur le Viet-Nam venait de s'ouvrir, l'aspect antiautoritaire du mouvement me fascinait. Au Lycée, la grève importée par des étudiants bordelais dura plus d'un mois. Pour moi c'est le côté festif et grandes vacances avant l'heure qui me satisfaisait. J'assistai aux AG sans jamais prendre la parole... étant d'une grande timidité malade. Les revendications étaient variées mais reposaient plus sur la vie quotidienne que sur la « révolution prolétarienne » à laquelle la très grande majorité ne comprenait rien. On demandait le droit pour les filles de porter la mini-jupe; pour tous les lycéens d'avoir un foyer; des oraux plutôt que des écrits au bac....

Les années qui suivirent furent pour moi des années de bon lycéen timide, travailleur et studieux. La chape de plomb de l'ordre moral gaullien avait été secouée mais pesait encore... ainsi que celle de la famille de plus en plus étouffante. C'est après 68 que la vie d'un jeune devient paradoxalement difficile. Je me souviens des insultes proférées par des camionneurs qui nous doublaient alors que sur des solex nous remontions vers le lycée. Les ricanements de mes frères sur les lycéens et les étudiants fainéants et fouteurs de merde. C'est à ce moment là que l'on peut parler de conflit de générations et de parcours. Nos parents commençaient à profiter des fruits de la croissance après les années de guerre et de reconstruction et nous, nous crachions sur cette société de consommation vide, déprimante et écoeurante comme les repas familiaux interminables du dimanche. Si je travaillais autant au lycée c'était pour avoir le bac et fuir cette ville mais sans aucune haine pour les lieux ou les personnes. Je refusais simplement de me retrouver avec mes Quatre frères dans l'atelier familial. C'est au lycée que mon surnom de « Pancho » (en référence au révolutionnaire mexicain), me fut donné par un camarade du nom de Daniel Weissberg que j'allais retrouver en fac plus tard. Il faut dire que ce surnom aura une grande réussite lors de ma vie toulousaine. Une fois le bac en poche, il fallait choisir sa fac. Etant dans l'académie de Bordeaux j'aurais dû

suivre des études dans cette ville, mais comme la plupart des lycéens de Villeneuve j'étais attiré par Toulouse qui nous paraissait plus jeune, plus vivante, plus explosive... Les informations nous confortaient dans cette optique... Pour autant, si les mouvements gauchistes vus de loin me fascinaient, il me faisaient également peur... Au tréfonds de mon cerveau je ne savais pas si je serais du côté de l'ordre ou de la révolte. La confusion en quelque sorte. Je m'inscrivis d'abord en science po et je rencontrai un ancien élève de lycée mais celui-ci allait virer vers l'extrême droite. J'allais le retrouver un jour, face à moi derrière les forces de l'ordre et les excitant. J'en ai un mauvais souvenir car ayant prononcé bêtement un jour son nom, quelques temps plus tard, à d'autres anciens camarades de lycée (d'extrême gauche cette fois-ci), il fut victime d'une expédition punitive « anti-facho »... .

Mon premier contact avec le gauchisme fut donc à l'automne 70 à l'arsenal. Je fus pris dans les affrontements entre la GP et les forces de l'ordre. Très vite les contacts avec des étudiants anars, maos ou divers « spontex » furent naturels. A cela se mêlaient beaucoup de choses ... Un besoin de rompre avec une enfance trop sage et trop studieuse, la découverte de la ville, du cinéma, des soirées interminables. Le besoin d'une vie « héroïque », romantique, ... Un mélange de révolution de 1848 et du supplice du jeune Werther.. Car, il faut bien le dire les images de 68 nous hantaient ... Et quoi de plus beau que de séduire enfin les filles par nos actions héroïques... Car la sexualité frustrée prenait une grande part dans nos actions les plus radicales.

Je tiens à rappeler que n'ayant adhéré à aucune organisation si ce n'est le syndicat Sgen-CFDT... J'ai été plutôt un « compagnon de route » de plusieurs mouvements ou organisations . J'ai souvent cependant participé aux débats, parfois décisions et le plus souvent actions. Cette non adhésion instinctive et peut-être aussi par flegme m'a permis de garder toute ma liberté d'action ou de réflexion. Certains militants étaient satisfaits de ma non-adhésion car avec moi et d'autres amis, ils échappaient à la rigueur et autre nouvel ordre moral des organisations.

Je ne suis resté à science po qu'un mois et demi. Je ne supportais plus l'ambiance lycée de l'institution et le temps du bachotage était passé. Je voulais désormais vivre pleinement ou du moins rattraper mon retard dans tous les domaines (ciné, politique, littérature, musique etc...). Mais parfois remontait une chanson de variété (viens, viens sur la montagne...) que je fredonnais et du coup me ridiculisait auprès de certains camarades qui me trouvaient un peu « plouc ». Je m'inscrivis en histoire au Mirail. Un Mirail à l'époque en effervescence permanente. Toutes les organisations étaient présentes. Celles qui m'attiraient le plus étaient les plus provocatrices, les plus iconoclastes, les plus spontex...Pour autant et c'est peut-être un explication, j'ai toujours eu une distance par rapport à la phraséologie et langue de bois gauchistes. Je ne dis pas que je ne l'utilisais pas mais avec parfois de l'ironie. Je n'y croyais pas vraiment ou du moins je n'arrivais pas à l'intégrer. Avec le temps, je sais bien que j'ai pu dire des âneries et traiter de réac ou de facho quelqu'un qui parlait avec intelligence... J'ai même soutenu les Kmehrs rouge contre la presse bourgeoise . J'ai donc pu dire beaucoup de bêtises mais de fait je n'arrivais pas à rentrer dans un dogme... Et j'avais l'impression de jouer à la révolution mais pas vraiment de la faire.

La période qui va de 1970 à 1973 fut pour moi la plus heureuse, la plus joyeuse et la plus formatrice.

Je peux dire que mon rattrapage fut accompli en 1 ou 2 ans. Ma vie fut radicalement transformée . Je mélangeais à la fois l'activité politique, le cannabis, l'alcool, les cheveux longs, Woodstock et les Pink floyd ce qui permet de comprendre la méfiance de ma part mais aussi celle des organisations vis-à-vis de moi ; organisations parfois plus que puritaines et paranoïaques. Cela ne m'empêchait pas d'avoir de profondes amitiés avec des militants d'organisations parfois très opposées. Après une action commando contre le film Antebe avec Gérard Milhes, contre le quartier général pour le Larzac avec Bernard Milhes ou Clavel je me retrouvais avec Gilles Corre proche de la ligue ; lui, parlant des inconséquences des maos dans les manifs, moi des trahisons traditionnelles et historiques des trotskistes.

La « bataille de l'arsenal » à l'automne 70 me fit me rapprocher des maos de la GP mais aussi des anars et situationnistes. Cette « bataille » au cours de laquelle la police ratissa les chambres de la

cité-U pour matraquer les gauchos est restée mémorable (voir un ami toulousain : Georges Charles). Les grèves interminables politiques et étudiantes au Mirail était une source permanente de nouveaux militants, de nouvelles rencontres et parfois d'histoires amoureuses .

Ayant obtenu les IPES d'histoire-géographie, mon autonomie financière fut assurée. J'en profitais pour vivre pleinement mais dans l'aisance matérielle une vie à la fois d'apparence « zonarde » , oisive, militante, routarde et étudiante à la marge.

Les actions concernaient surtout les grèves étudiantes, les manifs (2 ou 3 par semaine) soit sur le Viet-Nam, soit sur la suppression d'un dessert au restau -u , soit sur une réforme Debré, soit sur la présence de Pompidou au capitole... Elles concernaient surtout les actions commandos ... contre Renault lors de la mort d'Overney, contre le consulat d'Espagne et les banques espagnoles (procès de Puich Antich , procès de Burgos ...). Les affichages nocturnes, les occupations, les distributions de tracts à la sortie de certaines boîtes.

Mais petit à petit le temps passant, je m'assagis d'une certaine manière et me rapprochais de copains que j'avais connus comme militants du PSU, de la GP, anar ou au lycée... Je fréquentais les réunions de la GOP, je militais parfois avec eux, je participais à de nombreuses actions mais je n'adhérais toujours pas. Certains des amis que j'avais connus spontex ou anars rentraient à « Révolution » ou créaient des communautés à la campagne, d'autres viraient vers les « Autonomes ».

Après les élections de 1974, les grands axes de lutte furent les grandes manifs du Larzac, les voyages au Portugal (à la « commune Che Guevara » avec Alain Rébaud et Yannick) , le front paysan avec Gilles Allaire et Lemaire. Ma maîtrise d'histoire portant sur les « paysans travailleurs » du Lot et Garonne , je me retrouvais à disserter sur l'intégration du monde paysan dans le système capitaliste... tout en « militant » avec Jacques Massey aux usines Pont à Mousson de Fumel. Un grand point d'orgue qui est aussi le chant du cygne du gauchisme fut la grande grève du Mirail en 1976...

On se préparait encore à l'insurrection armée en s'entraînant dans les coins les plus reculés du Lot et Garonne. Mais les préoccupations commençaient à s'orienter vers l'écologie (Malville, Golfech ...) et les radios libres. Ainsi commença l'aventure de « radio barbe rouge », radio pirate dont un des grands animateurs fut Gérard Milhes . Aventure en grande partie clandestine, la dernière dans laquelle je m'investis vraiment... Mais l'âge et les préoccupations nouvelles, mon départ de Toulouse mirent définitivement fin à mon « Grand 68 ».

Voilà quelques mots rapides ... Pour ce qui est des noms d'orga comme VLR, FHAR, la revue : « Que voulons-nous ? TOUT! » , Lutte Occitane, etc... des personnages comme Francis Vadillo dit « Lacan », Jacques Weissberg, etc.. Tu peux me demander des renseignements.

Cordialement Pancho

Danièle Delbreil.

68 et sa trace au long cours

Je viens d'un milieu petit bourgeois de droite, mais j'ai mis bien du temps à m'en rendre compte. Peu de parole, et des valeurs de travail, d'ordre et de conformité. J'ai semé quelques troubles dans cet univers conventionnel : renvoi du lycée St Sernin pour insolence et mauvais résultats, relations amoureuses et désirs de liberté trop précoces. Ces frayeurs parentales furent apaisées par la réussite en fin de parcours secondaire, l'entrée en Fac de Lettres, l'obtention des IPES (bourse d'études contre un engagement à enseigner), et le mariage qui faisait de la petite dernière une jeune femme rangée. J'étais quand même travaillée par mon attirance pour le théâtre, et un idéal de vie plus intense que celle dans laquelle j'entrais, une vie étudiante studieuse et un mariage sans joie destiné à hâter la sortie de la famille. Je n'étais pas du tout politisée, mais je suis entraînée pour la première fois dans une manif organisée par les Comités Vietnam de Base en Mars 68. Investir la rue est une découverte excitante, transgressive et je commence à tenter de comprendre. Le 25 Avril reste pour moi le premier jour d'occupation de la Fac, l'amphi Marsan est comble, et c'est aussi mon dernier jour de femme mariée après neuf mois de vie commune. Un vent d'allégresse balayait tout, mais j'avais peur de me retrouver seule pour la première fois, intimidée et ignare. Je grappillais de réunion en réunion, à la JCR, chez les anars, les situs. Je rencontrais un monde inconnu, des ouvriers, des syndicalistes, la violence des fachos. Comment élaborer un positionnement personnel dans ces vagues de discours ? Car pour la première fois j'entrais aussi dans le monde des orateurs et du pouvoir fascinant d'une parole qui dirait la vérité : aliénation, exploitation, prolétariat, lutte des classes, révolution... La première salve fut celle du vocable marxiste et tous ces mots redessinaient le monde. Puis venaient les luttes fratricides, Trotsky liquidé par Staline, Cronstadt et ses marins brandis par les anars contre les trotskards, et les situs aux propos décapants... La Fac occupée était le lieu d'assemblées bouillonnantes dans les amphis chamboulés. On y mangeait, dormait, on y rencontrait des hommes qui n'étaient pas des étudiants, on s'y séduisait, on arpentait des circuits convenus entre le Flo et St Sernin, dans la connivence de complices en révolution. L'émotion des manifestations, spasme au ventre et les larmes qui montent, dans le sentiment de la légitimité de la révolte, de sa force, dans la continuité de luttes historiques, intensité liée à la menace des débordements, un baptême qui m'ouvrait à la vie collective de la rébellion. Ce moment initiatique avait ses gourous politiques, Coursalies, Artous, Alcouffe, Chamayou, Bardel. Je ne me souviens d'aucune femme oratrice... Serge Gonzales ne jurait que par Marx, surtout celui des Manuscrits de 44, dont l'idéal m'a marquée par son ambition et sa simplicité respectueuse : savoir travailler intellectuellement le matin, oeuvrer de ses mains l'après-midi en bon artisan, et le soir jouir du monde, tenir tous les possibles humains dans sa vie selon ses propres besoins et de ses goûts. Mais était-ce cela le message ? Toujours est-il qu'il fut un passeur qui prenait des risques, et avec lequel il était bon de les prendre.

Un petit groupe de maos arrive de Paris en 69. Je commence avec eux une vie militante qui se veut rigoureuse : étude de textes, travail de porte à porte à la « briqueterie » pour recueillir les doléances des habitants, les aider à s'organiser, à créer des comités de quartier, faire la grève des loyers. On distribue aux portes des usines. Des contacts internes dénoncent des petits chefs particulièrement odieux : on organise un guet-apens et un marquage à la peinture rouge. Les actions pouvaient être violentes, ce qui leur donnait pour moi un attrait, mais après coup j'avais honte de coincer un homme seul, un prolo tout de même, plus âgé que nous. Excitation de braver l'interdiction de distribuer la « Cause du Peuple », être surveillée par les RG, passer la nuit en garde à vue. Ce leurre révolutionnaire dura peu, le temps de mesurer l'absurdité de cette vie de militant professionnel qui de fait n'était pas soutenue par une utopie vraiment désirable, mais qui permettait à un petit noyau de vivre avec cynisme sur le dos d'un cercle de sympathisants. Les « établis », eux, forçaient notre

estime. J'ai quitté les maos, blessée de leur machisme, de leur dogmatisme, pour aller vers des projets plus directement.

Mais comment ne pas évoquer la « révolution » sexuelle qui accompagnait la « révolution » politique et le bouleversement des rapports amoureux ? Le risque devenait une valeur : apprendre à conduire vite et bien, escalader, construire une relation d'amour avec un homme et désirer un enfant tout en refusant la fidélité, jouer à tout moment la rupture possible, l'insécurité de souffrir mais ne pas succomber au péché de posséder – dépendre. Accoucher (en 1973) le plus naturellement possible, sans douleur ni violence (hum !) avec la « famille Fallières » d'un enfant projetée imaginairement comme combattante féministe. La vie intime amoureuse devenait le terrain privilégié de conquêtes paradoxales : de liberté et d'intensité. Et les enfants que l'on mettait au monde, il n'était pas question de les soumettre à une éducation autoritaire et stérilisante : un projet d'école parallèle nous a réunis un moment, sans qu'il puisse aboutir, faute d'un consensus suffisant et de crédits.

Déferlait aussi la vague du féminisme. Des petits groupes se réclamant du Mouvement de Libération des Femmes fleurissaient dans divers réseaux. Premières réunions chez Aline, place Dupuy ; son mari, américain, était brandi en exemple car il faisait tout à la maison. Puis vint un premier local, rue Bayard. Une extraordinaire manif du 1er Mai, déguisées en femmes au foyer, brandissant le Torchon Brûle, les ventes publiques inénarrables sur les marchés, aux Puces de St Sernin : heureuse jubilation car dans cette mobilisation nous parlions en notre nom et nous pouvions enfin libérer cette parole qui nous avait tant manqué. Oui, les groupes de parole furent un moment essentiel, celui de la découverte des autres femmes et de la reconnaissance collective de ce qui nous unissait. Nous militions pour la plupart au MLAC et pratiquions des avortements, guidés par des médecins. Le vote de la loi fut un moment marquant puisqu'il inscrivit la pertinence d'un passage à l'acte transgressif revendiqué publiquement, exemple réussi de désobéissance civique faisant avancer la législation.

Mai 68 jouait ses ricochets dans ma vie professionnelle. Réunions houleuses au Centre Pédagogique Régional, où étaient remis en cause le contenu et la pédagogie de l'enseignement. Le jury du Capes offrit un zéro à la « désespérée des barricades », qui ne voulait plus enseigner Corneille et son idéologie du devoir sacrificiel. Je redoublais aussi mon année de stage pour être enfin capétienne, nommée dans le Maine et Loire où j'enseignai deux jours, incapable de supporter cet exil et d'avoir à rabattre mon amour de la littérature sur l'enseignement de la grammaire et de ses règles intangibles. Je me mettrai en disponibilité jusqu'aux huit ans de ma fille.

Elle est née en 1973, et en 1974 démarrait la communauté du Burgaud. Le fondateur, physicien au CNRS, descendait de Paris où il participait à la revue « Survivre et Vivre » qui traitait d'écologie politique. Il était marxiste critique, sensible aux thèses situationnistes, lecteur de Clastres et rêvait de tribu... Il était venu avec sa femme enseignante et ses deux fils, dans la bande il y avait un ingénieur agronome dont le titre permit d'acheter des terres à la SAFER, une infirmière, une étudiante en médecine, une étudiante en maths et un marginal rural très convaincu. Ce groupe de huit adultes et trois enfants investit une ferme proche d'un moulin à vent ruiné, entouré de vignes mal plantées sur une mauvaise terre quelques bois où promener un troupeau de chèvres, et quelques champs. Nous devions tous participer au travail manuel, dont les revenus étaient minces, et qui a fréquenté la Table Ronde de la rue Pargaminières à bu du vin âpre du Moulin et mangé ses forts respectables fromages de chèvre. Un petit atelier de menuiserie, quelques tonnes de blé, d'orge, de maïs, des canards gras, des bouquets secs, on variait les productions. Notre colline n'était pas la seule à forger son monde nouveau, nous échangeions avec d'autres groupes lors de stages studieux et de fêtes à thème, exploratrices et esthétisantes, qui nous ont laissé des souvenirs lumineux. Parmi nos partenaires un groupe de parisiens justement venus de « Survivre et Vivre », dont certains membres ont fondé une communauté à Toulouse. Par la suite la communauté de Persin-Bas sise à Castelmaurrou, qui entretenait des rapports étroits avec le Mouvement d'Action Judiciaire. Eux aussi travaillaient manuellement, dans la restauration de meubles, la brocante, et ils hébergeaient des réunions de travail dont ils assuraient le couvert et le gîte. Leur grande demeure était parfaite

pour les mises en scène festives. Plus épisodiques étaient les interactions avec les anars de l'Hourtet.

Dans le quotidien le temps ne comptait pas, l'essentiel se jouait dans les tablées aux discussions sans fin avec les convives de passage, qu'on entraînait ensuite dans des travaux athlétiques, sur un toit dont il fallait changer une poutre, à décavaillonner, vendanger, rentrer les foin, ou plus paisiblement à garder les chèvres ou faire les fromages. C'était aussi le temps des amours passionnelles ou sans lendemain, le temps des explorations et des circulations curieuses... Les rêves du jeune Marx se réalisaient partiellement, mais le désir sans entraves c'est cruel, et la règle élaborée collectivement suscitait ses transgressions. Il est certain que ce mode de vie n'était pas satisfaisant pour les enfants, auxquels nous prêtions une attention insuffisante. Le groupe éclata en 77, et je partis avec Jean-Paul et Paul sur la colline en face, l'épisode d'Argelès venant ponctuer cette cassure, vécue comme un échec. Tandis qu'un collectif de femmes assurait pour deux ans encore la continuité du Moulin, Jean-Paul et moi nous faisons cueillir, cramés par un cocktail Molotov au retard mal réglé, sur le parking du Casino d'Argelès où s'ébrouait la Caravane Pyrénéenne de Jacques Chancel. C'était à nos yeux une détestable entreprise de marchandisation et de violation de la montagne. Un mois de préventive, un premier jugement que le procureur avait fait si clément que le parquet fit appel. La condamnation finale resta bénigne. Me demeurent de cette aventure l'expérience oppressante de la prison, et le contact avec des détenues aux profils très divers.

Les années 80 sont celles de la reconstruction professionnelle. J'avais travaillé depuis 74 comme vacataire dans un Centre Médico- Psycho-Pédagogique, où j'avais été embauchée par un psychanalyste dont le divan avait accueilli bien des gauchistes toulousains, alors que je n'avais aucun diplôme spécialisé : 68 avait aussi permis cela ! Je revins en 82 au Mirail, sans enjeu autre que l'obtention d'un DESS de Psycho-clinique, pour pouvoir légitimement exercer ce métier de psychologue qui m'intéressait : travail de la parole, permettant l'émergence pour le sujet de sa part cachée. Aux marges de ce travail institutionnel, nous avons créé en bénévoles un lieu d'accueil pour les petits enfants et leurs parents, la « Petite Maison de la Louge », inspirée de la « Maison Verte » de Françoise Dolto, quoi a tenu quelques années et mourut faute de crédits. Mais aussi créer, se lancer en autodidacte dans la peinture, donner à voir le monde comme personne ne le voit. Revenir habiter sur les lieux de l'ancienne communauté, remuer la terre sous les grands cieus et les vents violents du plateau, portée par un amour qui traversa les orages. Convivialité et réflexion commune hors des instances reconnues irriguent toujours nos soixantaines. Nous avons créé un « Salon » en 89, avec nos partenaires des années 70, nous retrouvant régulièrement autour d'un thème et d'une table. Il a duré 15 ans. Un « Groupe-Femmes », toujours vivant depuis 20 ans, se retrouve chaque mois autour de l'œuvre d'une créatrice. Nous essayons aujourd'hui de donner corps à un projet d'Université Populaire.

Je considère Mai 68 comme l'événement essentiel de ma vie. Certes il venait nourrir des espérances latentes en moi, mais son insolence, son anti- autoritarisme, m'ont inscrite définitivement dans le refus des jeux de pouvoir, dans l'objection, la recherche d'initiatives aux marges des institutions. Il m'a donné une confiance dans ma capacité créative, un idéal de vie pleine que je devais faire vivre. Il me reste une grande préoccupation politique, un refus des énoncés qu'on nous donne pour des évidences et du jeu croissant des inégalités. Les grèves de 95, les débats sur le Traité Constitutionnel Européen ont pu réveiller en nous l'espoir d'un autre mouvement collectif. Hélas, rien n'en est sorti, faute sans doute d'une véritable perspective partagée (même si en 68 elle était confuse et marquée d'illusions). Du moins l'appel que Mai 68 adressait à chacun de nous de rester sensible à la violence des inégalités, mais aussi de faire la preuve de sa liberté et de sa créativité n'est pas éteint. Je crois que j'entends toujours cet appel des sirènes.

Gilles Lemaire

Durant mes années de lycée à Paris, j'ai fréquenté l'aumônerie catholique et tout naturellement je me suis engagé dans la JEC jeunesse étudiante chrétienne. Le lycée dans ses années de l'avant-68 était oppressant, la discipline sévère. La JEC fut ma première bouffée de liberté et d'ouverture au monde.

Alors que je finissais mon année de terminale C au lycée Henri IV, déboule le mouvement de mai 68.

A l'hiver 67-68, j'avais participé timidement à 2-3 manifestations pour la paix au Vietnam. Mon père était anti-communiste et j'étais plein de préjugés sur la gauche communiste.

Durant les mois de mai et juin 1968, j'ai occupé mon lycée, manifesté, discuté. Mon engagement politique date de ce fantastique tourbillon de paroles libérées, de vies ouvertes, d'échanges permanents.

Ensuite mon histoire est un bout de l'histoire de l'extrême gauche. J'adhère au PSU en janvier 1969 ; je fais mes classes préparatoires scientifiques entre deux manifestations ou occupations de lycée. Je suis reçu au concours de l'ENSEEIH et je rejoins ainsi Toulouse à l'automne 1971.

Le PSU de ces années là est le creuset d'un formidable bouillonnement d'idées ; je m'y plonge et participe à ses débats. Il est partagé entre deux grandes orientations, pour simplifier ! L'une incarnée par Michel Rocard souhaite rénover la social démocratie, l'autre cherche à construire le parti révolutionnaire. Le congrès de Lille de juin 1971 marque la rupture entre ces deux orientations ; Michel Rocard y est majoritaire d'extrême justesse, grâce aux mandats toulousains que lui apporte Alain Béneteau, en les détournant quelque peu !

La prise de contrôle du PSU par Michel Rocard entraînera les départs successifs des courants de gauche vers la LCR, le PCMLF et la création d'une petite organisation d'extrême gauche originale la Gauche ouvrière et paysanne.

La GOP présente la particularité d'être une organisation d'extrême gauche peu dogmatique, d'une moyenne d'âge plus « avancée » que les organisations d'extrémegauche tout juste sorties des milieux étudiants et mordant surtout sur les jeunes ouvrières .

Mon engagement avec la GOP me conduit à m'impliquer au côté des paysans travailleurs dans la préparation du premier grand rassemblement sur le Larzac de l'été 1973. Ce compagnonnage avec les paysans du Larzac durera jusqu'à l'abandon de l'extension du camp militaire en juin 1981 suite à l'élection de François Mitterrand et même encore aujourd'hui je conserve des liens avec les habitants de ce cause, notamment avec un certain José Bové.

La GOP un peu à bout de souffle fusionne avec Révolution !, scission de la la LCR pour fonder l'Organisation Communiste des Travailleurs (OCT) en décembre 1976. Cette fusion dans un contexte de reflux de l'extrême gauche et avec des militants de culture très différente ne fonctionnera pas et après beaucoup d'autres je quitte l'OCT fin 1977.

C'est pour moi une période de remise en cause ; j'étais devenu informaticien le 1er avril 1977 dans une SSII après deux années où sortant du service militaire j'avais milité comme permanent de la GOP, je m'impliquais dans une section syndicale CFDT. Cette insertion dans une vie professionnelle « classique », la fin de mes espérances de « construire le parti révolutionnaire » m'amène à considérer que la réforme de la société est peut être possible et en tout cas souhaitable par la voie démocratique et que la révolution est certainement illusoire et peut être dangereuse (c'est l'époque où j'ouvre les yeux sur la réalité du régime de Mao Tsé Toung)

Cela me conduit en 1982 après le premier coup de semonce pour la gauche avec le mauvais résultat des élections cantonales à entrer au Parti socialiste.

J'y resterai dix ans et en sortirai en 1992. Le fonctionnement du Parti socialiste, la coupure entre une section locale vivante, avec des adhérents intéressants et des débats réels et un appareil qui vu de loin !, car je ne m'impliquerais durant ces dix années qu'au niveau de mon arrondissement

parisien, est totalement coupé de cette base sans que celle-ci y ait prise, les difficultés de la gauche au gouvernement, les renoncements, l'enlèvement préféré à l'audace ? me font penser que pour être vraiment réformiste, ce que je reste, il faut être sacrément radical !

Après 1992, je resterai actif localement avec des bagarres sur le logement, pour sauver un marché couvert, que Dominati voulait détruire pour réaliser une opération immobilière d'envergure, je soutiendrai la lutte des immigrés sans papiers avant de me rapprocher des Verts actifs localement autour d'Yves Contassot et d'y adhérer en novembre 1999.

Ensuite c'est de l'histoire plus récente, ma participation aux débats des Verts me conduit à devenir secrétaire national en janvier 2003 ; des champs d'OGM au soutien des sans papiers, je m'implique jusqu'à ce jour comme simple militant des Verts, comme membre du Conseil d'administration d'Attac, ..

Ce parcours de 40 ans d'implication constante dans la vie de la cité, est marqué par des périodes successives politiques différentes 1968-1978 l'extrême gauche, 1982 – 1992 le parti socialiste, 1999 à aujourd'hui les Verts, avec tant que j'étais salarié, de 1977 à 1997 un engagement syndical CFDT, avec des responsabilités de délégué du personnel, membre puis secrétaire de comité d'entreprise, délégué syndical. Je regarde ce parcours avec tendresse, sans en renier les engagements forts mais en en reconnaissant les erreurs. L'unité de ce parcours c'est mon engagement pour la solidarité, l'égalité sociale et la démocratie participative. Je sais que je resterai attaché à la gauche, à cette tradition de plus de deux siècles. Imaginer un monde nouveau, tenir compte des problèmes actuels de l'humanité, réchauffement climatique, crise énergétique, crise alimentaire, biodiversité en péril, n'est pas simple. Il n'y aura plus de « prêt à penser », les tâtonnements seront la règle mais je pense qu'il est nécessaire de vouloir changer sinon le monde, en tout cas beaucoup de fonctionnements sociaux, économiques et politiques.

Gilles Lemaire

Henri Lourdou

68 et après : mon témoignage

Henri LOURDOU, né le 30 mai 1954 à Mende (Lozère), études secondaires au lycée Foch de Rodez de 1964 (6e) à 1971(Tale), classe prépa (lettres sup-option philo) au lycée Fermat de Toulouse en 1971-2, fac d'Histoire au Mirail (Duel puis licence) de 1972 à 1976, service militaire à Ruelle, près d'Angoulême en 1976-7, chômage et intérim en 1977-9, reprise des études en 1979 : maîtrise, DEA puis doctorat de 3e cycle sur le syndicalisme contemporain à Toulouse et en Midi-Pyrénées ; concours d'entrée dans l'enseignement en 1984 (PEG de LEP), puis Capes d'Histoire-géo en 1987. Prof en Poitou-Charentes (collège puis lycée) de 1988 à 2002 ; prof à Tarbes (collège) depuis 2002.

Comment je suis entré en politique

Mon premier souvenir politique (j'avais 11 ans) : la campagne télévisée pour les présidentielles de 65. J'avais donné la préférence à Mitterrand parce qu'il était le seul à ne pas nous avoir infligé son CV : j'y avais vu une marque de modestie de bon aloi...

En Mai 68 j'étais un sceptique radical : tout cela me paraissait bien vain. J'étais resté à la maison tout le temps des événements.

A cette époque je me sentais étranger à tout ce qui m'entourait, voire insécurisé par le rapport aux autres. Mon seul refuge était la lecture. Et c'est par les livres que je me suis réconcilié avec le monde. Il faut dire que j'avais quelque raison de lui en vouloir : la mort subite et prématurée de mon père lorsque j'avais 7 ans m'a longtemps enfermé dans un complexe d'infériorité mâtiné de ressentiment.

Mon intérêt à la politique est né sans doute de cela : c'est surtout mon manque d'assurance face au monde qui m'a poussé à chercher à le comprendre, plus que mon ressentiment ne m'a poussé à le détruire. C'est ainsi que j'ai pu, de mon point de vue, basculer du bon côté : le réformisme plutôt que la protestation.

Cette passion de comprendre le monde ne m'a jamais quitté : elle vient fondamentalement du fait que personne ne m'a jamais tendu les clés pour ouvrir la porte, j'ai donc dû trouver moi-même comment faire pour voir ce qu'il y avait derrière.

Comment je me suis formé

J'ai été marqué essentiellement par la lecture. Adolescent, mon (maigre) argent de poche passait quasi-entièrement dans les livres et les journaux. Mais avant-même de dépenser de l'argent, j'avais commencé par éplucher toutes les ressources gratuites de lecture dont je disposais.

Le déclic fut, je m'en souviens, un reportage télé sur un congrès anarchiste à Carrare, où Cohn-Bendit et ses copains étaient venus semer la contestation parmi les vieux anars. C'était fin 68. C'est là que j'ai découvert à la fois Cohn-Bendit et l'anarchisme. Ce fut pour moi une double révélation. J'ai donc cherché tout ce que j'ai pu à la Bibliothèque Municipale, ma principale source pendant longtemps. Et je suis tombé, ô miracle, sur « le » livre signé Cohn-Bendit, « Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme ». En matière d'anarchisme par contre, fort peu de choses, si ce n'est, si je me souviens bien, un « philosophe d'aujourd'hui » (collection de poche de P.Seghers) sur Bakounine. Mais, grâce à la lecture de Cohn-Bendit, j'ai en partie réparé cette lacune en commandant notamment « La révolution inconnue » de Voline, dès sa réédition. Puis j'ai continué ma quête en lisant tout ce que je trouvais sur mai 68 (y compris Raymond Aron...) ; je ne comprenais pas tout ce que je lisais bien sûr : j'ai même lu « l'homme unidimensionnel » de Marcuse à 16 ans et sans la culture nécessaire !

Je dois distinguer dans le lot « La brèche » de Morin, Lefort et Coudray. Edgar Morin fut et reste un de mes auteurs préférés : j'ai alors dévoré tout ce que j'ai trouvé de lui, de « L'homme et la mort » à

son « Journal de Californie ».

Dans la foulée j'ai cherché les périodiques cités par le « Cohn-Bendit » : « Socialisme ou barbarie », « Rouge et noir », « Les cahiers de mai ». Interrogée, la buraliste n'a pu me désigner que le 3e, mais je découvris en même temps les périodiques rangés dans le même rayon : « rouge », « lutte ouvrière », « l'Humanité rouge », puis plus tard « l'Idiot International ». Je les ai tous « essayés » : mais je ne suis resté un lecteur régulier que des « cahiers » et de « l'Idiot » (c'est là que j'ai découvert le féminisme), auxquels je joindrai rapidement « l'hebdo Hara-Kiri » (qui devint après novembre 70 « Charlie hebdo »). C'est là que j'ai découvert l'écologie en lisant Fournier. Mention spéciale pour « Actuel », où je lus l'interview qui me fascina de l'animateur des Kabouters hollandais, Roel Van Duyn : on y trouvait une stratégie politique non-violente que l'on pourrait baptiser alter-constructive ; une des racines de mon réformisme.

Mon besoin de comprendre le monde n'en était pas pour autant comblé : certes, j'étais un libertaire convaincu, mais la plupart des groupes gauchistes ne l'étaient pas. La mode était au marxisme, et même au léninisme. Contradiction que j'essayai de dépasser en cherchant un marxisme non léniniste. Mais mon appétit allait au-delà de cela : j'avais aussi découvert, à travers Marcuse, la psychanalyse. Là aussi cependant je m'inscrivis à contre-courant : la lecture de « La révolte contre le père » et « La crise de générations » de Gérard Mendel m'ouvrit d'autres perspectives que le lacanisme à la mode dans les milieux gauchistes. Je suis resté fidèle à Mendel, dont je me considère comme un disciple. C'est un de mes engagements les plus discrets mais les plus constants (Voir les plus de 50 n° du bulletin trimestriel « La démocratie dans l'école » de 1991 à 2005, et le livre éponyme de Claire Rueff-Escoubès à La Découverte, ainsi que l'action persévérante de Françoise Inizan-Vrinat, Conseillère d'Orientation Psychologue, pour promouvoir le Dispositif d'Expression Collective des Elèves. Voir plus largement le site « sociopsychanalyse.com ». Je reste persuadé, malgré ce qu'il faut appeler l'échec de cette entreprise, que le déficit de socialisation est l'un des principaux défauts du système éducatif français ; c'est l'une des raisons qui font que je me retrouve totalement dans les positions des Verts sur l'éducation).

Mais j'avais pleinement conscience de mon inculture : j'ai commencé à essayer de combler ce déficit par la lecture régulière du « Monde » au foyer du lycée, et particulièrement de son supplément hebdomadaire du vendredi « Le Monde des Livres ». Aujourd'hui encore, je ressens une excitation particulière à la lecture de ce supplément : celle de découvrir quelque chose de nouveau et d'intéressant.

C'est ainsi que j'ai découvert une publication alors fort peu à la mode : les « cahiers Spartacus ». Ce fut par la recension d'un petit opuscule de souvenirs de l'écrivain prolétarien Henry Poulaille intitulé « Mon ami Calandri », il s'agissait de sa rencontre, encore enfant, vers 1900, avec un militant anarchiste. Je commandais la brochure par la poste et un nouvel horizon de découvertes s'offrit à moi. Les « cahiers Spartacus » étaient une publication créée dans les années 30 par un jeune intellectuel révolutionnaire, René Lefevre. Ils disparurent dans les années 50, époque de la glaciation stalinienne, pour renaître après 68. René Lefevre se réclamait du courant marxiste révolutionnaire anti-léniniste en se référant notamment à Rosa Luxemburg. Les lots de publications anciennes qu'il soldait pour relancer son titre furent ma première formation sur l'Histoire du mouvement ouvrier. J'y découvris une dénonciation sans concession des turpitudes du stalinisme, notamment lors de la guerre d'Espagne. J'y découvris surtout les coordonnées d'une autre publication dont j'avais découvert l'existence dans les « Actuelles » de Camus. Interrogé sur l'inexistence d'un courant révolutionnaire ouvrier alternatif au stalinisme, celui-ci citait Pierre Monatte et sa revue « La révolution prolétarienne ».

Cette « revue syndicaliste révolutionnaire fondée par Pierre Monatte en 1925 » existait toujours. Je m'y abonnai. Sa lecture mensuelle de 1971 à 1975 m'a sans doute prémuni contre les excès du sectarisme et de l'intolérance : je dois en particulier saluer la mémoire de celui de ses chroniqueurs le plus « à droite » selon le point de vue de l'époque, Roger Hagnauer dont le bon sens venait tempérer régulièrement les emballements pro-chinois de Robert Louzon.

Car le paradoxe de ces années-là fut le suivant : le grand dynamisme militant qui animait une partie de la jeunesse s'accompagnait d'une forme de délire idéologique avant-gardiste qui pouvait pervertir à tout moment les causes que nous défendions. Relativiser la pertinence de nos engagements était et reste le seul moyen d'en garantir la pérennité et l'efficacité.

C'est dans « La Révolution prolétarienne » que j'ai lu cette lettre d'un vieux syndicaliste révolutionnaire intitulée « Les revendications et la révolution : les choses qu'il ne faut pas dire ». Il y mettait en cause un jeune gauchiste de son usine qui défendait le principe du « pieux mensonge révolutionnaire » pour mobiliser les masses. Son apologie de la vérité est restée pour moi un principe constant.

Mes engagements et leur pertinence

La grande affaire militante de ces années-là fut pour moi la lutte du Larzac.

Il se trouve que j'y avais mes racines familiales, mais des racines en voie d'extinction. Plus aucun Lourdou n'habitait le Larzac : mon grand-père, Louis Lourdou, l'avait quitté pour s'établir en Lozère. Seule sa sœur y avait fait souche en gardant l'auberge familiale (mon arrière-grand-père était cordonnier-aubergiste) à l'Hospitalet du Larzac. Son fils, mon parrain, en avait fait le dernier bar-tabac du village.

C'est par le biais de mes nouveaux amis du « Pavé » que j'ai eu connaissance et que j'ai participé à la première manifestation contre le projet d'extension du camp militaire, le 6 mai 1971. L'appel avait été lancé par le MDPL (Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté, lié au PSU), et tous les gauchistes de la région s'y étaient ralliés : il y avait là des maos de la « Cause du Peuple » venus de Toulouse, des occitanistes du COEA venus de Montpellier... Mon copain Antoine Loubière, qui était au courant de tout le gotha d'extrême-gauche régional, me les présentait avec tout l'aura attaché à certains (le fameux JJ qui avait attaqué un car de flics à lui tout seul... le militant-poète occitaniste Roland Pécout avec son parler fleuri : « on est pas venus là pour enculer les mouches »...)

Après un défilé dans Millau, nous étions montés à La Cavalerie : là, à l'entrée du camp, un conciliabule avait commencé pour savoir ce qu'on allait faire. Certains redoutaient une démonstration violente, d'autres l'espéraient. Moi j'étais allé déjeuner chez mon parrain, où j'avais trouvé un accueil chaleureux mais sceptique : « Qu'est-ce qu'ils croient faire ? »

Mais revenons au « Pavé ». C'était le groupe gauchiste local de Rodez, animé alors par 2 personnages charismatiques qui ont connu des destins contradictoires. René Duran, pour qui j'ai toujours gardé un grand attachement, était un ouvrier-bohème autodidacte, très porté sur l'action culturelle et attaché à son enracinement local. Jean-Louis Chauzy était un étudiant en Sciences Economiques qui préférait militer à Rodez qu'à Toulouse, où il était pourtant membre du bureau de l'Unef, sans être pour autant encarté au PSU qui la dirigeait alors. Le Pavé diffusait les « cahiers de mai » quand, au printemps 1970, je fis sa connaissance par un tract affiché clandestinement dans un couloir du lycée annonçant une réunion à la salle paroissiale de mon quartier.

Je demandai la permission à ma mère d'aller à une « réunion de jeunes » à l'Eglise : elle me l'accorda sans problème, tant elle était contente de me voir enfin sortir, « au lieu de rester toujours enfermé avec mes livres ».

La réunion portait sur les problèmes de la paysannerie : un film était annoncé, il s'agissait de l'intervention de Bernard Lambert lors d'un meeting tenu récemment à Rodez sur « les paysans dans la lutte des classes ». Le film ne fut pas projeté (je compris dans la seconde partie de la soirée que c'était en raison de la présence d'un RG : c'était un film amateur non déclaré, donc risquant d'entraîner des problèmes...). Nous n'étions pas très nombreux : une vingtaine ?

Par la suite, mes relations avec le « Pavé » furent fluctuantes : j'hésitai d'abord un peu à frayer avec un groupe qui s'avéra rapidement de tendance maoïste, malgré la grande tolérance idéologique qui y régnait et le bon accueil que je reçus. De fait l'esprit était plus libertaire que « marxiste-léniniste ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, sur proposition de René Duran, il se lia à la

rentrée 1970 avec le groupe « Vive La Révolution » de Nanterre, animé par Roland Castro. Et nous diffusâmes ce journal dont le contenu m'émerveillait : « Tout ! » (« Ce que nous voulons : Tout ! »). L'éditorial du n°1 m'enchantait : je le lus et le relus en soulignant les passages importants. En particulier les passages polémiques contre les « Nouveaux partisans » de la « Cause du Peuple », accusés de « substitutisme » : cette critique de leur avant-gardisme militariste avait tout mon accord. Mon spontanéisme et mon populisme libertaires y trouvaient leur comptant. Et, plus que cela mon refus de la fascination pour la violence.

C'est sans doute ce qui explique, plus que mes racines familiales, mon investissement de longue durée dans la lutte du Larzac. Dès la rentrée 1971, je créais avec quelques condisciples un comité Larzac au lycée Fermat, puis je participai régulièrement aux activités du comité Larzac de Toulouse de 1972 à 1981 (avec une interruption pendant mon service militaire en 1976-7). Il y avait dans ce mouvement une conjonction inhabituelle qui me changeait un peu des ambiances sectaires du mouvement étudiant. J'y ai côtoyé au fil des ans Jean-Pierre Laval, Marie-Françoise Larnaudie, Alain Moulton, Marie Laffranque, Jacques Bonnefoy, François Lalau... entre autres.

J'avais adhéré à Lutte Occitane, prolongement du COEA, dont le groupe toulousain comptait Philippe Regol (qui fit son coming out d'homosexuel quand il s'installa à Barcelone, où il vit toujours je pense), Alain Alcouffe (notre théoricien et grand ancien) qui nous rejoignit par la suite, et mon copain Antoine Loubière, mais aussi Christian Caujolle et Jacques Massey. Nous avons passé un partenariat avec le nouveau groupe GOP, issu du secteur étudiant du PSU, animé par Gilles Lemaire et Jean-Michel Clavel, et bientôt rejoint par 2 fortes personnalités : Gérard Milhès et Bernard Mélier. Nous partageons un local au 5 rue des Jacobins, habité par Gilles Lemaire. Réunions quasi-quotidiennes et ronéo dans la cuisine, et un électrophone qui passait en boucle les 45 tours de Dominique Grange et de Marti.

Et c'était aussi le moyen de garder un lien avec Rodez. Quand je rejoignis la GOP (Gauche Ouvrière et Paysanne) à l'été 74, ce fut pour la préparation du rassemblement du Larzac le plus important de toute cette lutte. Ce fut pour moi un été de grande découverte : j'y fis la connaissance de tous les grands dirigeants de ce groupuscule de 400 militants, Marc Heurgon, Alain Desjardins, Alain Lipietz, Daniel Costagliola, Alain Salmon et quelques autres... Notre ami, proche de l'ex-Pavé (qui avait disparu en même temps que VLR pour se fondre dans le mouvement social) Pierre Vuarin, ingénieur agronome en fin de formation qui avait prolongé son stage de fin d'étude en restant sur place dans l'Aveyron, où il enchaînait les vacances et les petits boulots, faisait la liaison avec le comité Larzac de Rodez. C'est avec lui que nous créâmes un éphémère « Nouveau Journal de l'Aveyron » (3 n° parus durant l'année 1975) dont j'étais le « directeur de publication » en titre, mais dont il était la vraie cheville ouvrière.

René Duran s'était replié sur l'action culturelle occitaniste non conventionnelle en créant un fanzine personnel « Esclaire » ; Jean-Louis Chauzy était devenu le nouveau permanent de l'UD-CFDT et commençait une carrière qui devait le mener à la présidence du CESR de Midi-Pyrénées en passant par le secrétariat régional de la CFDT.

Mon action militante dans ces années-là fut un engagement total. Nous croyions, en tout cas moi je croyais, à l'imminence de la Révolution. Cette croyance délirante est inséparable de l'énergie déployée alors.

Ma fascination pour le mouvement néo-communautaire trouva à s'investir a minima dans le semi-communautarisme que nous instaurâmes à quelques uns (Avec Antoine Loubière, Chantal Nicole, Claudette Grinfan, José Allosa, Nadine Galabrun, Dominique Enjalbert...) au 9 quai Lombard : nous avons loué les 3 appartements habités de l'immeuble, et ce fut un lieu de vie très actif des années 75 à 79 dans l'extrême-gauche étudiante toulousaine.

Je dirais aujourd'hui que cet engagement a eu 2 versants contrastés, dont l'un avait pour moi un caractère plutôt positif et l'autre nettement négatif. Avec le recul je persiste sur le jugement et même je le renforce.

Commençons par le négatif.

Il s'agit du mouvement étudiant. Quand j'entrai en fac, le « mouvement étudiant » s'était scindé en plusieurs courants qui se combattaient avec acharnement. D'un côté l'Unef, abandonnée par le PSU, avait été reprise par 2 tendances qui avaient scissionné : la tendance PCF, dite « Unef Renouveau », et la tendance trotskyste lambertiste de l'AJS-OCI, qui avait gardé le sigle Unef. De l'autre, les « révolutionnaires authentiques » avaient constitué des « Comités de Lutte », rapidement noyautés par la Ligue Communiste qui les avait fédérés en une « Union nationale » ; les autres révolutionnaires avaient donc constitué les CAR (Comités d'Action Révolutionnaire), où se retrouvaient les étudiants du PSU, ceux de « Révolution ! » (scission de « gauche » de la Ligue) et les quelques maos qui restaient. Bien sûr j'allais aux réunions du CAR où je dus endurer les sermons des militants idéologiquement aguerris : je me rappelle particulièrement de Patrick Lumeau nous rappelant que nous devons clairement réaffirmer sans cesse notre triple orientation : « anti-capitaliste, anti-impérialiste et anti-réformiste » pour nous démarquer des Comités de Lutte. Tout cela me passait un peu au-dessus de la tête je dois l'avouer.

Ces guéguerres incessantes entre groupuscules faisaient pourtant notre quotidien et culminaient lors des mouvements printaniers contre les projets (toujours néfastes) du gouvernement concernant la jeunesse.

Ainsi lors du mouvement du printemps 73 contre la création du DEUG et la loi Debré supprimant les sursis au service militaire.

Les AG quotidiennes du « mouvement » donnaient lieu à des prises de paroles homériques où le jeu consistait d'abord à empêcher autant que possible l'expression des 2 Unef (réviso et social-traître), puis à disputer à la Ligue le leadership du mouvement au nom de « la gauche du mouvement » (nous donc). Il s'agissait à chaque fois de gagner un vote sur une initiative emblématique : pour nous il s'agissait de radicaliser en poussant (sans le dire) à l'affrontement. La logique de surenchère qui préside à ce genre d'AG nous favorisait. Et au bout de 3 années (printemps 76), la « gauche du mouvement » eut enfin son heure de gloire avec sa « manif-cogne » et sa prise d'otage (le recteur retenu tout un après-midi au restau-U du Mirail). C'est à ce moment que, résiliant mon sursis, je partis au service militaire. Ma contribution à la lutte fut de canaliser et tenir au courant de ce qui se passait, au moyen du mégaphone de la GOP, les manifestants entraînés pour certains à leur corps défendant dans cette manif-cogne d'avril 76...

Et pourtant j'avais été moi aussi soumis à la fascination de la violence, et j'avais, j'ai toujours, une réelle amitié pour notre leader militaire d'alors, Bernard Mélier.

Cette fascination de la violence, étroitement liée aux surenchères entre groupuscules, avait un côté machiste et tribal qui m'en a finalement écarté.

Je ne repense pas sans une certaine honte au seul cocktail molotov que j'aie jamais lancé, lors d'une manifestation armée contre un meeting du Comité de Défense de l'Armée au printemps 75. J'avais (nous avions ?) la peur aux tripes, mais nous marchions soutenus par l'esprit de bande et une forme de fierté de corps (« les maos », réputés meilleurs cogneurs que les trotsk'...) et j'ai lancé ma bouteille en direction d'un cordon de gardes mobiles casqués, avec sans doute des pères de famille comme j'allais le devenir, au risque d'en brûler sévèrement un. Heureusement j'ai lancé beaucoup trop court.

Et terminons par le positif

Je reste par contre fier de mon engagement pour les paysans du Larzac pour différentes raisons. D'abord parce que ce fut une lutte victorieuse : l'extension du camp militaire ne s'est pas faite et les paysans n'ont pas été chassés de leur terre.

Ensuite parce que cette lutte a généré un véritable mouvement social à l'échelle du Larzac et au-delà. Que ce mouvement fut pluraliste jusqu'au bout en faisant coexister des gens aux idées différentes qui ont fini par s'influencer mutuellement.

Je veux parler ici de la non-violence et de la désobéissance civile : j'ai renvoyé mon livret militaire en solidarité avec les paysans du Larzac en 1980, ce qui m'a valu le seul procès de ma vie... en

juillet 1981 (la sentence ne fut même pas prononcée, car nous faisons partie des amnistiés du 14 juillet). J'ai donc travaillé avec des militants non-violents, moi qui croyais tout d'abord à la nécessité de la révolution par les armes ! Et je suis devenu non-violent : je crois aujourd'hui que toute action violente porte en elle des effets négatifs qui contrebalancent plus que largement ses effets supposés positifs...y compris dans les situations-limites où la violence reste la seule solution possible. C'est pourquoi je reste toujours vigilant face à certaines formes d'action : ainsi le mouvement des Faucheurs Volontaires d'OGM m'a toujours paru flirter avec une dynamique dangereuse, aujourd'hui fort heureusement et habilement évitée par le lancement du mouvement des Semeurs volontaires, que je salue.

Autre aspect positif de cette lutte : elle a fait la démonstration de la nécessité de s'inscrire dans les institutions. C'est la victoire électorale du réformiste honni Mitterrand, celui-là même que nous avons dû protéger contre certains gauchistes lors du rassemblement de 1974, qui a permis le débouché positif d'une lutte qui commençait à s'essouffler. C'est le souvenir de cela qui a retenu à mon avis José Bové de verser totalement dans le protestataire. Je pense que nous aurons l'occasion de travailler politiquement avec lui et certains de ses amis, dans un autre cadre que celui, contre-productif, des « comités unitaires anti-libéraux ». Si j'ai eu une attitude que certains ont dû juger sectaire à leur égard en 2007, c'est par souci de cohérence et de clarté politique.

Enfin, et c'est un satisfecit personnel, ce fut pour moi un engagement constant jusqu'au bout, et malgré la démobilisation ambiante. Je me souviens du dernier meeting Larzac à Toulouse en novembre 80 au 22 allées de Barcelone : j'avais pratiquement tout organisé tout seul avec l'aide de 2 ou 3 personnes...et nous avons péniblement réussi à remplir la salle.

Je passe sur tout un tas d'autres engagements, car j'ai conscience de m'être largement étalé. Je mentionne donc juste :

le Comité Information Portugal (1975-78) avec Daniel Borderie, Gérard Verfaillie, Dominique Mélier, Serge Fournier, Claudette Grinfan, Isabelle Sneed et Danilo Prado-Garcia.

Une mention spéciale pour Serge Fournier, qui nous a quitté prématurément (assassiné m'a-t-on dit dans le parking souterrain de l'immeuble du Mirail où il habitait). Formateur au Crept (la boîte de formation continue de la CFDT Midi-Pyrénées), il avait été ouvrier à la Thomson de Bagnex. Il m'a appris la sérigraphie et quelques épisodes de son action à la Thomson. Il avait créé l'Apep (Association Populaire d'Education Permanente) pour faire du soutien scolaire et organiser des sorties avec les jeunes du quartier : j'aimerais bien savoir ce qu'il en est advenu.

Solidarité avec Solidarnosc (1982-84) avec Jacques Tchao, Violette Alvarez et Geneviève Azam. Et bien sûr la CFDT, où j'ai adhéré en décembre 1981, suite au coup de force de Jaruzelski en Pologne, et dont je suis toujours adhérent et militant. J'ai fait un bilan de cet engagement syndical dans un article polémique de la revue « Mouvements » en 2000, grâce à la compréhension et l'ouverture d'esprit de Gilbert Wassermann, dont je salue la mémoire. Opposant à Nicole Notat en décembre 95, je fus l'un des co-fondateurs d'AC ! dans les Deux-Sèvres, mais je ne rejoignis pas l'opposition « officielle » de « Tous ensemble » et je quittai AC ! en 1998 quand la Conf^o entendit enfin les critiques de la base sur sa gestion de l'Unedic et qu'AC ! se fut transformé en instrument de dénigrement systématique de la CFDT. J'ai gardé cette orientation de soutien critique à la majorité confédérale lors de l'épisode des « retraites » de 2003 : j'ai alors activement participé aux débats et propositions pour démocratiser davantage le fonctionnement confédéral. Car sur le fond, je soutiens toujours le contenu du compromis de 2003 et la nécessité d'un positionnement prenant en compte l'ensemble des paramètres du problème...et pas un seul, comme l'extrême-gauche.

Aujourd'hui

Au total que reste-t-il de tout cela ? Ce que j'y avais mis au départ : la volonté de comprendre la société dans laquelle je vis ; la révolte contre l'injustice et l'hypocrisie ; le souci de construire plus que celui de détruire ; la fraternité avec des gens avec qui j'ai partagé ces combats, au-delà de nos désaccords ponctuels.

J'y ajouterais aujourd'hui : la tolérance et la défense de toutes les libertés, la méfiance envers les dérives totalitaires et le romantisme illusoire de la rupture. Mais aussi une certaine pratique

militante basée sur l'usage rigoureux du compte-rendu et l'attention à la bonne circulation de l'information (je dois cela notamment à Jacques Maubuisson, ex-militant GOP du groupe de Perpignan) ; le souci du débat et de l'exigence intellectuelle.

C'est pour toutes ces raisons, et quelques autres, que je suis, depuis 1990, adhérent des Verts.

Je suis aujourd'hui un écologiste réformiste, social-démocrate, pro-européen et mondialiste (inscrit au « registre international des Citoyens du monde » depuis 1971). Et c'est l'occasion pour finir de parler d'Attac et de l'altermondialisme.

Quand Attac s'est créé, j'ai poussé mon syndicat, le Sgen-CFDT des Deux-Sèvres, à y adhérer. A la première (et seule) réunion d'Attac où j'ai participé, à Thouars, la majorité des participants étaient des adhérents CFDT ... Et puis j'ai vite constaté qu'Attac était devenu la structure d'accueil de tous les « orphelins de l'extrême-gauche » qui étaient avant tout des nostalgiques et des revanchards plus que des prospecteurs et des inventeurs du monde de demain. Je mentionnerai en particulier le courant, longtemps majoritaire à Attac, de ce qu'il faut appeler les « social-nationalistes » qui viennent de créer, autour de Jacques Nikonoff, le M'PEP, nouveau parti qui s'apprête à lancer pour les européennes de 2009 une campagne populiste sur le thème « Sortons de l'UE ». Si le fossé à Gauche entre partisans du « oui » et du « non » au TCE doit être comblé, ce ne peut être au prix de la moindre concession à ce courant. C'est pourquoi j'ai participé à la création de « Sauvons l'Europe » : même si le côté boy-scout de certains de ses animateurs m'énerve un peu, c'est de ce côté que je penche.

Irène Corradin

Mon rapport aux événements de Mai 1968 passe par mon lien avec Marie-France Brive. Nous avons vécu ensemble de 1965 à sa mort en 1993. Nous étions deux personnalités très différentes, je n'ai ni sa mémoire, ni son acuité en politique, je n'étais pas comme elle en première ligne. Je sais que la mémoire est défaillante et déformante, voici les choses telles que modestement je m'en souviens.

Nous avons presque achevé nos études, dans la section Histoire, à la faculté de Lettres de Toulouse, rue Lautmann. J'étais pour ma part en 1967-68 engagée dans mon année de stage Cpr, stagiaire successivement dans trois établissements toulousains, le lycée Berthelot, le lycée St Sernin, le collège de la Cépière (8 heures de cours par semaine). En octobre 68, je rejoindrais mon premier poste comme enseignante en Histoire-Géographie au lycée de Condom. Marie-France était quasiment en année sabbatique, elle venait d'achever son mémoire sur dix ans de politique municipale à Toulouse, sous la Troisième République. Nous allions avoir beaucoup de temps libre pour participer à Mai 68!!!

J'ai rencontré Marie-France Brive en 1965 et nous vivions une passion amoureuse, dans une époque où le non-dit sur l'homosexualité était total, et les homos invisibles! C'était pour moi une situation difficile à assumer, d'autant plus qu'issue d'une famille très pauvre d'ouvriers agricoles italiens établis dans un petit village viticole de l'Aude, mes succès scolaires m'ouvraient la porte de l'intégration et de la promotion sociale auxquelles j'avais aspiré jusque là tout comme ma famille. Sur le plan politique, je me vois comme étant, à l'époque, apolitique, manquant totalement de lucidité et de conscience de classe et de sexe. Je ne faisais aucun lien entre la situation politique française et le contexte mondial de décolonisation. Boursière, j'étais une excellente élève, passionnée d'Histoire ancienne. Je ne militais pas dans un syndicat étudiant. J'avais totalement perdu la foi catholique dans laquelle j'avais été élevée.

J'étais une révoltée de manière instinctive, ne répondant pas et me soulevant contre les normes. Ma réussite scolaire me rendait malheureuse, elle m'isolait car elle me coupait de mes amies d'enfance promises à un avenir d'ouvrières dans le textile et de mères de famille. Je ne me pliais pas avec les garçons à l'injonction « Sois belle et tais-toi »!!! Je connaissais une solitude de fait, paradoxale vu que je vivais entourée d'ami-e-s.

Mai 68 fut une libération, une libération de la parole (nous passions nos journées et une partie de nos nuits à la fac, dans les manifestations de rue (merveilleux printemps de 68) et dans les amphithéâtres croulant d'individu-e-s, issu-e-s d'horizons sociaux très divers. Nous avons vécu à partir de ce moment-là notre relation de manière plus ouverte, publique, dans une totale inconscience des regards normatifs, portés par l'ébullition de Mai. L'année 68 et les années qui ont suivi furent pour nous des années de Joie (terme que j'emprunte à Bernanos et à Bresson). Pour moi, ce furent des années émancipatrices car auparavant j'avais peu d'ouverture sur le monde et une connaissance du monde moins complète et surtout moins engagée que celle de Marie-France (MF). Avant 68, je faisais Histoire par goût du passé alors que Marie-France était passionnée par l'histoire de la classe ouvrière, de ses luttes, de ses idéologies et par la politique contemporaine. Complètement déracinée par rapport à son milieu d'origine (Avignon), elle avait par son engagement syndical, sa forte personnalité et sa présence dans les amphithéâtres à une époque où le silence était roi face à la parole des profs-mandarins, noué en un an un très grand nombre de liens et était devenue une personnalité connue du milieu toulousain étudiant. A l'inverse, je dédaignais ces milieux. 1968 a donc été pour moi le moment de mon entrée en politique comme si par ce que nous vivions quotidiennement (débats, rencontres, manifs, rédaction de tracts, expériences), d'un coup, toutes les connexions s'étaient faites en moi: passé-présent, privé-politique, local-mondial, homme-femme. Avant 68, on ne manquait aucune séance à la Cinémathèque de Toulouse, rue Roquelaine, où nous découvriions le magnifique fonds de films russes. Au début de 1968, nous suivions de près les mouvements de soutien à Henri Langlois à la Cinémathèque française. Nous ne jurions plus que par les cinéastes de la Nouvelle Vague mais nous aimions aussi les films italiens.

Les films de l'est- tchèques , hongrois,yougoslaves - nous enthousiasmaient,en particulier pour tout ce qui touchait la libération sexuelle et le petit vent de liberté sexuelle et de folie dont certains étaient porteurs(ex »les petites marguerites » de Vera Chytilova)..Nous y retrouvions beaucoup de ceux qui étudiants à la Fac de lettres allaient animer le mouvement de 68 à Toulouse(Morel qui en 68 serait nommé professeur à Nantes,les Bardel,les Garaïalde,les Chamayou...) . Nous étions une génération fascinée par l'image et je pense que ce n'est pas indifférent quand je vois le flot d'images ,de slogans produits par 68.

Nous passions beaucoup de temps en bibliothèque, dévorions des bd, achetions des livres de poche,découvrons Beauvoir(MF m'offrit en 1966 « Les mémoires d'une jeune fille rangée »-ainsi toujours j'apprécierais plus la langue et l'écriture de la femme et de la mémorialiste que celles de la philosophe) . Nous écoutions en boucle Brassens,Ferré et Barbara (nous l'avons entendue à un concert sous chapiteau organisé par des étudiants à Toulouse en 1965).

Nous travaillions à la faculté avec les copains de l'AGET UNEF (dont certaines étaient membres de l'Union des Etudiants Communistes ou des Etudiants Socialistes Unifiés) mais aussi avec les Cathos progressistes(« la paroisse étudiante », rue Valade, St Sernin, De Mones, Georges Brielle aujourd'hui à la librairie Privat). La section Histoire était une des plus conservatrices de la Faculté. Paradoxalement,deux cours nous avaient passionnées,l'un du doyen Godechot sur la Révolution française,l'autre de Carbonnel sur les Révolutions russes.Ils allaient nourrir notre imaginaire et nous permettre d'adhérer(mais y avons-nous jamais cru?) à la mythologie révolutionnaire en vogue.Je me souviens comment en spectatrices ,nous avons regardé une nuit se dresser de soi-disant barricades.Cette représentation de guéguerre était pour nous jeux de garçons,nous les regardions de loin ,narquoises,la tête emplie des gravures de 1830 ou de 1848 .Dans l'enseignement que nous recevions ,pas un mot spécifique sur l'intervention des femmes dans ces mouvements politiques... Les noms d'Olympe de Gouges ou d'Alexandra Kollontaï ne seraient jamais prononcés!! Histoire des femmes, année zéro, comment ne pas le croire!

Les amphis croulaient,génération du baby boom oblige, sous le nombre d'étudiants anonymes et silencieux .

Marie- France Brive redoublait son année de propédeutique après,beau geste ,accompli avec panache, avoir obtenu un zéro à la session de septembre pour copie blanche rendue(le sujet lui semblant du recrachage de cours dénué de tout intérêt et de toute intelligence).Ses initiatives allaient faire bouger l'amphi.

De 1965 à 1968 ,sous son impulsion , nous avons réalisé plusieurs numéros d'une pseudo revue, »un petit torchon » intitulé « histoire et vulgarisation ». Cela nous a permis des contacts personnels avec des enseignants(Granet,Sentou) et donc de fait des liens,des conversations,des prises de parole profs-étudiants,ce qui remettait en cause le rapport hiérarchique maître-élèves .Nous abordions là une approche critique du/des savoirs (on ne voulait pas seulement ingurgiter et restituer telles quelles des connaissances-c'était là nous semblait-il la seule fonction des examens et on ne lui trouvait aucun intérêt).

Nous questionnions: Quels savoirs? Pour qui? Comment les diffuser hors de l'Université et à quelles fins ?

Cela supposait des débats et des travaux en groupe et la rédaction de textes personnels . Un étudiant,Jean-Claude Perpère, illustre ce petit journal.Je me souviens en particulier d'une illustration sur le rôle occulte des reines de France en politique,le poids des alcôves,tout cela bien sûr traité avec dérision .C 'est la seule fois où je crois une allusion sur le genre a été faite ! L'heure de la prise de conscience féministe n'avait pas encore sonné!

On proposait, on ressentait (influence de Marrou et de son ouvrage « Le métier d'historien ») la nécessité d' une approche critique et de réflexion dans l'apprentissage de l'Histoire.C'était déjà emblématique de ce que sera pour moi l'esprit 68.

Ce que je peux affirmer c'est qu'avant 68 et même dans le début des années 70, la société française était repliée sur elle-même, les rapports sociaux assez mesquins et basés sur des comportements que nous subissions tout en les considérant archaïques.Au contraire de moi , MF

était politisée et très ouverte dans son comportement sociétal. Sa coupe de cheveux à la garçonne, sa veste de daim éculée, sa manière de fumer ou de prendre la parole sans y avoir été invitée en amphithéâtre choquait et me troublait. Elle était syndiquée à l'AGET-UNEF et n'hésitait pas par exemple à utiliser la ronéo du syndicat pour réaliser des photocopies des cours, photocopies supervisées par les profs – ex Granet en histoire grecque – qui acceptaient ainsi que leurs cours soient retranscrits donc plus facilement disséminés et critiqués. Ces cours étaient réalisés à l'intention d'étudiants qui du fait de leur condition sociale (pions, étudiants pauvres qui travaillaient pour payer leurs études) ne pouvaient être présents en cours.

La grande hantise était en Histoire « les 100 questions d'histoire hors programme » et tous azimuts, traitées par des étudiants studieux et volontaires ; ils irritaient au plus haut point nos maîtres!!!! .

Le syndicat étudiant, devenu un lieu -ressources de savoirs et non seulement un lieu de débats syndical et politique, était très attractif pour les étudiants.

C'était là une démarche novatrice, généreuse, peu courante à l'époque, que cette mise en commun et à disposition des savoirs. Elle rompait avec l'individualisme universitaire, elle n'était pas élitiste ni égoïste mais se voulait partageuse et fraternelle, là encore un des héritages de Mai 68 .

Pour moi, elle démolit le préjugé selon lequel la génération de 68 était la « chienlit », expression que je n'ai jamais pardonnée à De Gaulle.

Les leaders politiques de 68 étaient au contraire les étudiants les plus curieux, studieux, compétents, dynamiques de leur promotion. Je le dis parce que je n'étais pas de ceux-là, noyée par ma timidité dans la masse estudiantine.

Nous remettions en cause violemment les hiérarchies acquises et j'ai eu beaucoup à souffrir durant mon année de CPR. Ainsi, j'écrivis dans mon rapport de stage en décembre 1967:

« Jeune stagiaire enthousiaste, où en étais-je de mes ILLUSIONS ... trois mois après mes premiers pas dans l'enseignement? »

« Les phrases sorties des livres m'apparaissaient POUSSIÈREUSES, DEPHASÉES au milieu de ces jeunes gens – mes élèves, pas toujours avides de m'écouter, mais vivant bien dans leur » époque « .

« Sur le plan de la vie de tous les jours, le risque est grand de se laisser distancer. Je découvrai donc l'intérêt d'intégrer l'enseignement du Passé, et aussi de la géographie, à l'Actualité »

« Il était évident que l'on (le conseiller pédagogique) n'attendait rien de moi et que même dans le meilleur des cas, je n'arriverais pas à faire le cours tel qu'il aurait aimé le faire à ma place. »

« Je m'étonnais de voir Monsieur L... parler à une classe réduite à la PASSIVITÉ .

« Dans ces conditions, mon conseiller pédagogique devint pour moi une CONTRAINTE et ne m'apporta pas l'enrichissement que j'en espérais!

(Commentaire en marge de l'inspecteur : « Beaucoup trop de sincérité! »)

« Ainsi, je perdis progressivement Confiance vis-à-vis des jugements qu'il portait sur mes leçons en même temps que je perdais confiance en moi ». (commentaire personnel : les deux autres stagiaires étaient des hommes, leurs leçons bénéficiaient toujours de meilleurs commentaires, ce qui finissait par me sembler bizarre!!!).

« Je dois dire que cette année de stage a été pour moi une année très dure ... Cette année m'a appris le découragement ... »

« Je ne pense pas qu'il soit bon de leur (aux élèves) montrer l'Histoire et la Géographie comme des sciences très simples, je dirai même évidentes. Ce n'est pas vrai... Il faut transmettre – aux élèves – le SENS et la NECESSITÉ de l'histoire et de la géo pour COMPRENDRE et DOMINER le monde dans lequel nous vivons. »

(Commentaire de l'inspecteur Amanieu: « Très bien. Travail. Sincérité parfois un peu rude, il faudra arrondir les angles – cf les lois de l'érosion, vu le 15 MAI 1968).

Et pour m'apprendre, sans tarder, et contrairement à l'appréciation portée sur mon cahier de stage, je ne fus reçue qu'avec la mention Bien au Capes Pratique!!

Nombreux furent nos professeurs de Fac qui ont très mal vécu mai 68 et qui en gardèrent un réel traumatisme!!! par exemple notre prof d'histoire grecque Delorme refusait d'entrer dans la fac

parce qu'il n'admettait pas d'avoir à franchir un porche au-dessus duquel flottait un drapeau rouge. D'autres, tel Benassar grand séducteur, étaient plus filous, ils s'accommodaient et s'adaptaient à la situation. Ils subissaient le contrôle étudiant lors du passage des examens oraux qui devaient valider malgré tout cette année scolaire bien chaotique.

Nous leur reprochions de se servir de nos travaux de mémoires pour écrire leurs livres. Par ex, ils avaient débité en tranches de dix ans et donné en sujets d'étude à divers étudiants la politique de la Ville de Toulouse sous la Troisième République. Ils ne nous citaient pas, nous prenaient-ils pour leurs « nègres » ? Marie-France Brive, un des éléments les plus brillants de sa génération (cf ses résultats aux examens à l'Université de Toulouse et à l'agrégation) le paiera par sa difficulté à intégrer le département Histoire en tant que maître de conférences. Les peurs et les rancœurs restèrent tenaces!!!

En ce qui concerne la mobilisation, en 68, on peut dire que les étudiants géographes, comme les littéraires et les philosophes, bénéficiaient d'un environnement professoral bien plus progressiste (Kaiser en géographie, Granel et Sert en philosophie).

Dans les années 1966-67, nous avons participé aux manifestations contre la guerre au Viêt-Nam organisées par les comités de base Viêt-Nam. Nous nous sentions très proches des dissidents de l'UEC qui pour la plupart ont ensuite bifurqué à la JCR lors de sa création. Nous ne fréquentions pas de pro-chinois du PCML ou de l'UJCML, nous avons rencontré des maoïstes après 68 quand la Gauche Prolétarienne s'est créée.

Dans les manif, les figures masculines étaient largement dominantes, mais nous sommes au second rang ds la fameuse photo de manif, prise par Dieuzaide qui aboutit place du Capitole, donc je pense que nous étions très partie prenante! Dans les amphis, les figures d'hommes étaient en première ligne (Pierre Cours Salies, Arthous, Pey, Scotto, Malrieu...). Pour chacun d'eux, une figure de femme allait émerger dans les années à venir d'abord dans les pratiques syndicales autour de la tendance Ecole Emancipée, enfin dans le mouvement de libération des femmes. Nous écoutions Bernard Chamayou, derrière (à côté mais nous ne la voyions pas) il y avait Claudie; derrière Scott Carpentier, Danielle; Michel et Lilou Garaïlade; Alain et Michèle Bardel... L'Histoire, sans doute parce que c'était paradoxalement le plus rétrograde, était le seul département où le combat était mené par une femme, M-F Brive. Elle sera élue représentante des étudiants aux instances tripartites de la Fac et le doyen Godechot, que sa connaissance intime de la Révolution Française et son âge qui nous semblait canonique inclinaient, me semble-t-il, à l'indulgence, l'appelait « notre passionaria de mai 68 ». Il y avait aussi jouant un rôle important Conchita à l'Unef, Dominique Larroque - Laborde en Lettres.

M-F Brive écrira en septembre 1992 : « Le mouvement de libération des femmes des années 1970 est issu, en France, de celui de 1968. Celles qui allaient se revendiquer FEMMES de façon ouverte, publique et donc politique, avaient pour la plupart fréquenté ou animé des groupes de gauche et d'extrême-gauche avant, pendant et après les EVENEMENTS. Quelques unes étaient de formation universitaire... »

Deux manifs furent particulièrement belles et toniques, l'une qui descendait les allées Jean Jaurés pour dénoncer le monopole de l'information et de l'ORTF, l'autre très colorée grâce aux affiches des Beaux-Arts brocardant « les élections, pièges à cons ».

Une fut particulièrement violente, dans les derniers jours de mai (? ou de juin ?), rue de Metz où la police chargea violemment. Il était temps de restaurer l'ordre! C'est au cours de cette manifestation que beaucoup d'étudiants toulousains furent arrêtés et amenés à la préfecture, place St Etienne. Nous n'avons pas pris la mesure de ce qu'était l'appareil d'Etat. J'en veux pour preuve que, ayant échappé aux arrestations totalement arbitraires (nous ne faisons que manifester, les mains nues), je pouvais dans la nuit MF aller faire un tour, pour voir, du côté de la Préfecture!! Quelle naïveté! La police immobilisa notre 4 chevaux (nous la retrouverons à l'aube les 4 pneus crevés), nous arrêta aussi sec (quand le couvre-feu avait-il été décrété?? mauvaise manie résiduelle de la guerre d'Algérie), nous retrouvâmes nos camarades au poste où nous restâmes toute la nuit!!

Qu'y fit-on ?? on nous ficha comme de grands bandits avec pancarte sous le menton, de face et de

profil !! Etudiantes en Histoire, cela nous faisait rire, nous savions combien sont riches pour l'historien les Archives de la police!! Aujourd'hui j'aimerais bien savoir ce que sont devenues ces photos??avons-nous des dossiers ? Il serait intéressant de les lire!! Il s'agissait là d'une atteinte aux libertés publiques et d'une tentative d'intimidation qui nous remplissait plutôt de fierté!!

Pendant ces années-là, nous évoluions dans un espace urbain très étroit (la campagne toulousaine était alors très présente et proche, pas encore pavillonnaire) :

le démarrage, place du Salin, le 24 avril de la première manifestation du mai toulousain nous semblait très excentré.

Nous navigions à pied de la place du Capitole, point central des manifs, à la fac, rue Lautmann, pour gagner le soir le cinéma ABC, rue St Bernard ou la Cinémathèque, rue Roquelaine. MF habitait le quartier des Chalets. J'avais quitté la cité universitaire de jeunes filles de la rue du Taur (où il fallait pour faire entrer un « étranger » -sic- montrer patte blanche) pour une chambre, rue Valade. Nous fréquentions la bibliothèque universitaire, rue du Taur, toute proche de la bibliothèque municipale, rue du Périgord. Par la rue de l'Esquile, nous rejoignions les restos U et l'aget -unef, rue des Lois. C'est dans cette rue qu'était, tout près de la Fac, situé notre café de prédilection, au 44 rue des Lois. C'est là que se réunissait la corpo de droit, les étudiants les plus réacs, autour de la Faluche. Les gauchistes préféraient le Florida ou le ST Sernin mais c'était notre manière d'échapper au collectif lourdement masculin et de nous retrouver dans un cocon amoureux à l'écart du monde (les imbéciles, on ne les voyait pas!!) sous la protection du patron Maurice qui nous mitonnait de bons petits plats tout en se disputant avec sa jeune épouse qui lui tenait tête. C'est ainsi que filait mon salaire d'ipésienne et que je commençais à goûter la bonne chère, à apprécier le bon vin et à prendre quelques kilos!

La plupart des militants dont nous étions proches politiquement appartenaient à la JCR puis à partir de 69 à la Ligue Communiste (la Ligue). Marie-France et moi n'avons jamais passé le pas de l'encartage car dans les statuts de cette organisation subsisterait encore longtemps « la défense inconditionnelle de l'URSS ». Cela avait du mal à passer pour nous historiennes, même si nous étions loin d'imaginer la réalité du goulag dans ses vraies dimensions. Nous avions une vision plus critique du rapport à l'URSS alors qu'eux intégraient l'URSS comme le lieu de réalisation du communisme même s'ils étaient critiques par rapport au stalinisme. Cependant nous partageons leurs analyses et avons une sensibilité commune. Ainsi dans les années qui suivraient, nous assisterions à leurs meetings, lirions leur presse, voterions Krivine. Avec eux, nous avons participé à Paris à la commémoration de la Commune en 1971, etc.

Grâce au quotidien vécu dans ces années-là, nous avons définitivement acquis le goût du collectif, le renoncement à la réussite sociale individuelle, le rejet de la société de consommation, la nécessité de porter le savoir hors de l'Université et de le mettre à la disposition de tous, l'espoir de changer le monde et... un goût très fort et inaliénable pour l'hédonisme !.

Dans les années qui allaient suivre 1968, notre engagement et nos pratiques seraient essentiellement syndicales dans le cadre de la FEN; nous appartenions au courant Ecole Emancipée et nous nous opposerions aux bureaucraties syndicales proches du PCF tout comme étudiantes, nous dénoncions le mandarinat des profs. ... En octobre 68 j'étais à Condom affectée à mon premier poste, MF était restée à Toulouse pour passer le concours de l'agrégation, son ambition étant de faire de la recherche en Histoire ouvrière, la mienne étant de vulgariser le savoir historique en enseignant en collège et lycée. Reçue brillamment en Juin 1969 à l'agrégation, elle refuse un poste à l'Université de Vincennes qui allait s'ouvrir et un poste au Lycée St Sernin de Toulouse pour me rejoindre à Condom, un professeur du jury préjugant qu'elle devait se marier avec un condomois pour faire un tel choix!!

Nombreux furent les copains actifs en 68 à se retrouver affectés dans le Gers par les services du Rectorat, relégués loin de Toulouse (par ex, le turbulent Chaboy) ... Les transports étaient moins fréquents qu'aujourd'hui, les étudiants et jeunes profs sans voitures, le trajet en bus très long!!! Les Garaïalde (Lilou et Michel) furent affectés comme pions au Lycée de Condom. Ils paieront très cher d'avoir été à la fois d'excellents étudiants en philosophie (Lilou était remarquable, Michel très

caustique) et de grands leaders du mouvement étudiant à Toulouse. Le système s'emploiera à leur barrer l'accès au professorat (trop perspicaces et intelligents donc dangereux éveilleurs de consciences) et en compensation leur offrira des emplois municipaux, après de longues luttes!! Le Lycée était alors une institution très figée, par exemple à Condom la directrice nous reprochait de nous tutoyer entre profs, les élèves portaient toujours la blouse, etc. Nous avons peu à peu développé des rapports différents entre adultes (profs, pionniers sans distinction) et élèves dans une approche qui refusait l'arbitraire de l'autorité. On animait le Foyer des élèves, on organisait une séance de cinéclub par semaine; le club d'archéologie était féru d'art roman. Jeunes profs et élèves y étaient presque en nombre égal. Nous n'avions avec eux que quelques années d'écart, d'ailleurs nous n'avions que depuis peu atteint l'âge de la majorité légale (21 ans). Dans la grande cour du Lycée Bossuet, indistinctement élèves et adultes bûchaient les petits fascicules rouges, diffusés et fabriqués par la Ligue Communiste sur Marx, Lénine, TRotsky, etc.! Les réunions syndicales se faisaient à Auch. Nous venions des 4 coins du département, Lectoure, Fleurance, Condom, Nougaro... Nous y retrouvions Françoise Condom, Eliane et Jean-Pierre Cadreis, Francine et Sidney Mannheimer, Nanie et Pierrot Desbats, etc.

Nous échangeons nos classes, nos élèves, nous rédigeons sous forme de photocopiés nos cours en commun, nous avons une intense activité pédagogique sans verser dans la croyance en « la révolution par la céramique », des heurts fréquents avec la directrice et certains parents (petite bourgeoisie locale), des actions militantes communes sur la Ville avec d'autres. Nous faisons des « grèves sauvages ». Dans ma robe rouge, couleur que j'affectionne, j'étais pour ma directrice « un drapeau vivant ». Nous étions pour elle d'horribles « maoïstes » (y avait-il quelque chose de plus extrême?) et d'irréprochables enseignants! ô rage, ô désespoir! Nous y avons expérimenté et découvert la réalité et le bonheur de rapports d'égalité, d'écoute et d'ouverture avec les élèves sans renoncement à l'impérieuse exigence du travail. Il fallait maîtriser les savoirs pour être en droit de les critiquer et de les déconstruire, disait MF.

Notre vie dans le Gers et notre militantisme syndical fort ont fait que nous n'avons rejoint le mouvement des femmes qu'à notre retour sur Toulouse dans les années 1976-77.

C'est là que nous avons trouvé notre espace politique, de pratique et de réflexion, dans la Maison des Femmes, 19 rue des Couteliers. Nous avons créé, au Cratère grâce à notre complicité ancienne avec Michel Desdebats de la FOL, avec Monique Haicault et Marie-thérèse Martinelli, le Cinéclub des femmes de Toulouse, espace non mixte de diffusion de films de femmes et de débats sur les images de femmes et les relations hommes-femmes véhiculées dans les films (les imaginaires) d'hommes et de femmes.

Le mouvement de femmes était sur Toulouse divisé en grandes tendances un peu comme sur le plan national.

Cependant, Marie-France ayant entamé une thèse sur la Verrerie ouvrière d'Albi, nous passions de longues périodes (toutes nos vacances) à Paris, aux Archives et à la Bibliothèque Nationale. C'est par le biais des livres que s'est faite notre première rencontre avec le Mouvement. On fréquentait assidument les deux librairies de Maspéro, la Joie de Lire. C'est dans le journal l'Idiot International que nous avons découvert les premiers textes, les premiers noms de femmes qui nous ont éveillées. Puis il y a eu le journal Le torchon brûle. Sur la question de l'identité femme, nous nous sentions plus proches du MLF tendance Psy et po que de l'approche de nos amies toulousaines qui continuaient à militer à la Ligue Communiste et qui appartenaient à la tendance lutte de classes (Cahiers du féminisme). Quelques femmes lesbiennes, venant de Poitiers-Brigitte Boucheron, Jacqueline Julien...- avaient créé avec des toulousaines -Sonia Ruiz, Annick Jaulin, Jacqueline Dours...- rue des Couteliers, la Maison des femmes. Des femmes proches de la Ligue(?) créeront un lieu de femmes éphémère, rue Borios, le Centre des femmes (Françoise Ayrolles, Lilou Cohen, Ourdia ??), d'autres (dont certaines filles d'exilés républicains espagnols) ouvriront dans le quartier Arnaud Bernard, la Gavine (mouette, en catalan).

Mais là commence un autre moment de l'Histoire, de notre histoire.

Entretien accordé à Elie B., à Toulouse le 20 mars 1968.

Joel Trotard

Je suis entré à la JCR en juillet 67. Je participais au Comité Vietnam National (CVN) depuis 66 (d'abord au comité Vietnam de Bellevue avec une partie de la section Jeunesse Communiste dont le secrétaire était Patrick Mignard). On retrouvait à la JCR les enfants des familles Barsoni et Tauber (juif communiste résistant), Jean Pierre Goirand aujourd'hui médecin à Montauban, (?) Bédécarax. Les références internationales étaient omniprésentes et immédiatement constitutives de l'engagement militant. Les discussions faisaient rage et était extrêmement formatrices.

- Avec le PCF: Paix au Vietnam ou lutte ouverte POUR la victoire du FNL vietnamien contre l'impérialisme américain.

- Rupture sino-soviétique: qu'est-ce que le « maoïsme »?

- La 3ème voix cubaine ... le CHE en Bolivie... « Créer 2 ou 3 Vietnam » ... un renouveau de l'internationalisme?

En septembre 67 en prépa à Fermat je me suis investi à fond dans la JCR comme la plupart des « nouveaux entrants » issus des comités Vietnam. Un noyau étudiant (3 ou 4 ans plus âgés, adhérant à l'UNEF) dirigeait assez habilement cette petite organisation. Daniel Laplace (Paco), Claude Laplace (Perpignan), (?) Carpentier, Danielle Carpentier (Toulouse), Denis Daumas (Tarbes), Monfrey (Toulouse), Pérez (Toulouse) étaient déjà des ancêtres.

La plupart avaient été exclus de l'Union des Etudiants Communistes après 65. Certain d'entre eux adhéraient à l'intérieur de la JCR à une cellule trotskiste du PCI section de la 4ème Internationale (Ca nous faisait plutôt rigoler! Nous étions plus volontiers guévariste!).

Cours-Salies, Antoine Artous, ... n'étaient pas à la JCR avant Mai 68 mais à l'UNEF. L'UNEF avait beaucoup d'adhérents. Beaucoup d'entre eux étaient proches du PSU (ESU), des courants chrétiens de gauche ... En réalité, tous les courants de gauche et d'extrême gauche se retrouvaient à l'UNEF. Le souvenir de la guerre d'Algérie et de la lutte contre l'OAS était prégnant: d'où l'antifascisme permanent et musclé qui unifiait facilement tout le monde.

Mon objectif était de rendre la JCR plus opérationnelle par rapport aux « grands événements » qui ne manqueraient pas de se produire sous peu. Nous suivions attentivement l'évolution des mouvements étudiant allemand et japonais (les Zengakuren), du mouvement anti-guerre américain, mais également les premières grèves très combattives en France (ex: la Rhodiaceta).

Avec un local à Arnaud Bernard et 30 à 40 adhérents (essentiellement lycéens/étudiants), les « troupes » augmentaient chaque semaine issue des Comités Vietnam qui continuaient à grossir. Mois d'octobre 67: grève dans un lycée parisien animée par Romain Goupil, Recanati ... Ils expérimentent une nouvelle forme de Comité de lutte unitaire. Aussitôt, ils lancent un débat dans les JCR: il faut partout lancer les Comités d'Action Lycéens (CAL). Je participe à une conférence nationale de la JCR à Paris sur cette question et ipso-facto je monte le premier CAL à Fermat avec Claude David. L'idée est d'avoir une action directe dans le bahut. Le thème est quelque peu simpliste: a bas le lycée caserne! D'autres vont suivre rapidement.. Au lycée Berthelot Serge Pey et Véronique Barsoni forment un CAL

Au plan national et local, le débat sur la stratégie d'alliance pour « débloquer » la situation faisait rage. Bensaid voulait comme dans les CAL une alliance large avec tous ceux qui étaient prêt à en découdre (stratégie d'affrontement) avec le régime gaulliste (ex: les anars et DCB à Nanterre).

Weber (et les autres trotskistes « officiels ») trouvaient cela assez aventuriste... et irresponsable.

En décembre 67 congrès interne de la JCR de 3 jours. Je rédige la « résolution d'organisation » qui change profondément le système d'organisation local et je me retrouve à la direction de ville.

A la place de la section unique de ville sont créés plusieurs cercles plus opérationnels: un cercle lycéen, un cercle CET (!!), un /deux cercles étudiants et surtout un cercle entreprise (Daniel Laplace) chargé de « gérer » les premiers contacts avec des militants ouvriers. Exemple: Paul

responsable CGT et jeune communiste de la SNIAS et d'autres dans le Bâtiment.

Vers février/mars 68, à l'UNEF où tout le monde se retrouve (UJCML, PSU, JCR,...), dans les comités Vietnam qui n'arrêtent pas de grossir, après l'exemple des premiers CAL qui commencent à faire parler d'eux dans les bahuts l'ambiance change.

En gros: assez parlé de Révolution ... il faut la démarrer ici et maintenant! J'ai le souvenir assez précis d'une AG des comités Vietnam (fin février 68, 150 personnes rue des lois) qui bouscule l'ordre du jour proposé: Ras l'bol des parloles ... la meilleure façon maintenant d'aider les vietnamien c'est d'attaquer ici en France! Même la JCR n'en revient pas!

Quelques semaines plus tard (peut-être après le 22 mars) une réunion/consultation privée est organisée chez Antoine Artous regroupant tous les « leaders » locaux de l'UNEF, des CAL, PSU, JCR, Anars (une quinzaine environ: Artous, Court-Salies, Alcouffe, Lumeau, J.T., ???).

Objectif: voir si on peut se mettre d'accord pour agir tous ensemble: quel programme avec quelles méthodes (celles de Nanterre et des CAL paraissent appropriées mais alors « quid de l'UNEF » pourtant direction naturelle du mouvement ... etc.).

Finalement un accord/pacte est conclu. Alcouffe dit OK et propose le programme « Université Critique » élaboré par l'UNEF plusieurs années auparavant et qui n'avait jamais servi à rien. Quant à la tactique c'est simple: à la première occasion on occupe la Fac! Ce sera fait le 25 avril avec plusieurs centaines d'étudiants!

Parallèlement, un lycée du CAL Fermat (Claude David) passe en Conseil de discipline et il est exclu pour avoir distribué des tracts dans le lycée. Le mouvement étudiant vient à la rescousse: « Réintégrez David! » Grosse manif avec affrontement (Alcouffe passé à tabac) devant le lycée Fermat.

Mai 68 a démarré à Toulouse et suivra le rythme national: Fac et lycées occupés les uns après les autres après la « nuit des barricade » du 11 mai à Paris. La SNIAS part en grève très vite après le 13 mai 68.

A partir de là, la JCR se retrouve complètement débordée organisationnellement par l'ampleur du mouvement. Le dispositif mis en place en Décembre 67 et qui a fortement aidé (en particulier dans les lycées & CET) au démarrage ne fonctionne plus. Je n'ai pas participé à une seule réunion de la JCR jusqu'à sa dissolution par le gouvernement fin juin 68 en même temps que 13 autres groupes politiques.

La dissolution et la fin de la grève générale nous re-réunissent « clandestinement ». Les propositions d'adhésions sont nombreuses dans la perspective de la constitution d'une nouvelle organisation politique. Bref, la clandestinité n'est pas trop dure bien que nous prenions cela très au sérieux.

A la rentrée 68, autour de l'hebdo « Rouge » les cercles de lecteur/adhérents se réunissent (comités rouge) et jusqu'en janvier 69 est mise en débat la constitution d'un parti d'avant-garde Communiste Révolutionnaire. L'analogie est forte avec la proposition actuelle de la LCR d'un NPA

La coupure est franche et parfaitement assumée avec le PSU et surtout les courants maoïstes.

Pourtant de nombreuses structures unitaires subsistent à la rentrée 68:

- l'UNEF bien sur.

- les CAL (encore très forts à Toulouse – la rentrée 68 commence par une grève avec occupation d'une semaine – affrontements au lycée Fermat ..)

- les Comités d'Action dans les quartiers (St Cyprien, Ranguel ..???.). Ils ont leur journal National « Action ».

Certains seront à l'origine des comités de quartier actuels.

Il faut bien reconnaître que la Ligue Communiste au nom de l'urgence révolutionnaire – « l'histoire nous mord la nuque » selon D. Bensaid – se construit partiellement par la destruction/abandon des structures unitaires de masse (CAL et Comités de quartier). On veut créer le parti et on laisse l'UNEF au PSU, aux trotskistes lambertistes, au PCF.

Cette stratégie de construction de la Ligue Communiste me mets très mal à l'aise : on me mets en

demeure de « dissoudre les CAL » ...

Je démissionne et ne participe pas au congrès de fondation de la « Ligue ».

Je me retrouve étudiant en Physique-Chimie à l'UPS avec un bon contingent d'ancien des classes prépas du lycée Fermat (Fonvieille, Dufour, Tarit ...) pour préparer les IPES.

Je ne ré-adhère à la Ligue Communiste qu'en Juillet 69 après avoir été reçu au concours des IPES ce qui m'assurait une autonomie financière de trois ans. Je suis rétrogradé au rang de « stagiaire » de la LC pendant 6 mois mais je fonctionne de fait comme un permanent politique.

Je « suis interdit de secteur lycéen » je m'occupe donc du secteur « entreprises » de la Ligue organisé en petites cellules d'interventions sur les « boîtes ». Ces cellules sont principalement composées d'étudiants détachés de l'intervention sur les facs. Principales entreprises visées: ONIA (AZF), Aérospatiale, Bâtiment, CII & Motorola, PTT, SNCF, Hôpitaux, Enfance inadaptée ... etc. Nous éditons une bonne dizaine de feuilles d'entreprises au titre unifié : la Taupe Rouge. Autour de ces feuilles se regroupent des sympathisants (très peu d'adhérents effectifs) dans les « Groupes Taupe ».

L'activité syndicale des militants et des sympathisants est suivie quotidiennement. Les affrontements avec la « fraction stal » du PCF dans la CGT sont centralisés dans « la commission CGT ». Mais assez vite, malgré la priorité donnée à la CGT, les adhésions et les contacts sont plus nombreux dans la CFDT. Personne à FO.

Je reviens dans la direction de ville de la Ligue sur la base du travail dans le secteur entreprise. La « communication » est difficile avec ceux qui restent en charge de l'intervention dans la jeunesse scolarisée où la LCR est très implantée avec une intervention « tous azimut ».

Une ou plusieurs cellules dans les facs Médecine, Sciences, Mirail, Sciences Eco. Autour des cellules des cercles de sympathisant « les comités rouge ». Une cellule lycéenne et des « comités rouge » dans les principaux bahuts.

Une cellule CET/Lycées techniques (toujours le souci de l'implantation en entreprise).

QUELQUES SPECIFICITES DE la LCR toulousaine.

Poids très fort du secteur étudiant : plusieurs dizaines d'adhésions chaque années (sélectionnées parmi les comités rouge).

Importance du Secours Rouge (mouvement de solidarité à toutes les causes populaires). Au départ l'idée vient des rangs de la Ligue. Il est conçu comme un front de masse autour de la LCR pour lutter contre la répression. Pourtant, très vite, le Secours Rouge devient le symbole d'un nouveau parti en gestation. Les gens adhéraient plus facilement au Secours Rouge plus UNITAIRE qu'à la Ligue. Comme après 68, c'est la nature même de la LC (organisation d'avant garde trotskiste affiliée à la 4ème Internationale) qui est remise en cause. Pourquoi pas un nouveau parti plus LARGE et donc une dissolution de la LCR ? Par ses effectifs et son dynamisme, le Secours Rouge bouscule la LCR car il influence réellement et permet l'adhésion massive de militants en crise du PCF et du PSU sans compter ce qui reste des mouvements maos en crise.

La direction historique de la LCR sent très vite le danger et veut mettre fin à « l'aventure ». A ce moment là, j'accepte ce point de vue car le SR ne répond pas à l'organisation des luttes dans l'entreprise. Mais comme après l'épisode de 68 et des comités d'action, je suis quand même assez emmerdé : casser un mouvement parce qu'il marche trop bien ... ça ne me paraît pas de très bon augure.

Le mouvement féministe : Mai 68 et les années qui suivirent ne furent pas vécues par les garçons et les filles de la même manière. Je n'en ai réellement pris conscience que 15 ou 20 ans après.

Tandis que les garçons faisaient « leur libération sexuelle », les copines avortaient clandestinement ! Effectivement le MLF ne faisait pas partie de la culture du mouvement marxiste révolutionnaire. Il s'est même développé de manière conflictuelle et contradictoire vis-à-vis de la LC.

Le MLAC a été très fort à Toulouse : Création de dispensaires clandestins. (Plusieurs centaines d'avortements illégaux). Les toubibs de la Ligue se sont engagés à fond (Jacques Giron). Beaucoup

de militantes de la LC y ont concrétisé leur premier engagement « féministe ».

L'Espagne : Toulouse a toujours été une plaque tournante de la solidarité et de la lutte antifranquiste.

Suite à des accords internationaux passés avec la direction de ETA (6ème Assemblée), sur demande de la 4ème internationale, la LCR locale (tout Midi-Pyrénées) a développé un réseau et une infrastructure clandestine très importante (quasiment professionnelle) au service de la direction de ETA-VI. Des dizaines de militant(e)s, parallèlement à leur militantisme officiel et public avec la LCR ont participé et organisé ces interventions clandestines.

En tant que permanent politique et membre du CC de la LCR, j'avais été prévenu de l'existence de ces activités que je devais couvrir. Mais je n'avais absolument pas le droit d'en connaître ni l'organisation ni la portée.

L'histoire de ces activités qui ont été interrompus brutalement – et avec de nombreux conflits-après 77 n'a jamais été écrite. Je ne sais même pas elles font encore partie de la mémoire collective de la LCR.

Marc SARACINO

Ni travail, ni famille, ni patrie.

J'aurais pu vivre au temps des cavernes ou après l'holocauste nucléaire non, j'ai vécu mai 68. 1968 c'était pas mal, un peu différent de 1848, avec un côté plus internationaliste et plus antimilitariste. Car ce qui unissait les gens dans tous les pays, ce n'était pas tant le dortoir des filles de la fac de Nanterre que la lutte contre la guerre du Vietnam. La France était peuplée de déserteurs Américains avec leurs bars et leur musique mais qui s'en souvient ?

Il y avait aussi les déserteurs, les insoumis et les objecteurs Français. Après la grève de la faim de Louis Lecoin, De Gaulle avait décidé de cacher les objecteurs de conscience au fond des forêts, au service de l'ONF (Office National de Forêts), logés dans des maisons forestières et c'est comme ça que je me suis retrouvé en 1967, dans la communauté du Courtal, en Ariège sur la commune du Bosc.

Bien sur, ce qu'on retient de mai 68 ce sont les barricades et les luttes qui ont suivi... et aussi la récupération qui en a été faite par toutes les organisations gauchistes. Les maoïstes n'ont pas tenu longtemps mais il ne faut quand même pas oublier la librairie du Globe Boulevard Sébastopol à Paris qui diffusait « Pékin Information » sur papier cul, Radio Tirana au pays des aigles, l'allié Albanais de Mao en Europe. Les troskistes, ceux de la librairie Maspéro rue de la Huchette près de Saint Michel, ceux de l'armée rouge et des comités de soldat se sont réformés et ont cherché à faire oublier leur logique militariste, ils ont pu devenir ainsi la base bureaucratique du PS. Les guévaristes qui pensaient qu'il fallait construire l'avant-garde prolétarienne en affrontant les armes à la main le système en place ont réussi à envoyer quelques dizaines de jeunes en prison pour les plus chanceux, au cimetière pour ceux qui avaient la poisse ; ils ont permis quand même de renforcer considérablement les budgets de la police et des Services Secrets, de créer de nombreux emplois d'indicateurs et de renforcer le contrôle social des classes dangereuses.

Les Situationnistes, moins nombreux mais mieux armés, ont fait ce qu'ils ont pu pour laisser croire qu'ils étaient les marionnettistes du mouvement. La radicalité théorique est un fond de commerce comme un autre. Mener la guerre aux stalinistes de la CGT, aux Maos et aux Troskistes, prendre les lecteurs pour des cons avec des textes blancs ou noirs, hermétiques mais sacrés, exclure les amis les plus proches est certes une occupation intéressante et rentable mais qui ne permet pas de générer une prise de conscience collective.

Après coup, j'hésite à parler de mai 68... trop d'utopies naïves, trop d'erreurs, trop de manipulations.

J'hésite à parler de mai 68 car la glorification des événements, les histoires d'anciens combattants me paraissent sans intérêt.

Il est certain que les revendications du début sont oubliées. Où sont aujourd'hui l'égalité et la justice sociale ? La dénonciation des hiérarchies syndicales et universitaires lorsque les profs de fac devaient redescendre à la même hauteur que leurs élèves ? L'antimilitarisme est oublié, plus personne n'en s'en revendique, sauf Noam Chomsky pour qui le lobby militaro industriel demeure toujours l'ennemi principal.

Après mai 68 il y a eu de nouvelles revendications : les droits humains pour les femmes avec le MLF, pour les homos avec le FHAR, l'écologie avec La Gueule Ouverte et René Dumont mais tout était déjà en gestation dans la rue.

Bien sur, la sexualité a tenu une place importante, c'était la première fois dans l'histoire de l'humanité que les femmes pouvaient contrôler les naissances grâce à la pilule. C'était avant le Sida et toute la répression morale actuelle. Mais là encore qui s'en souvient ? Qui se souvient de l'amitié et des rencontres passionnées ? Qui se rappelle de tous ces couples qui explosaient ? La fin de la famille était à l'ordre du jour. Cela n'a duré que quelques années, ça n'existe plus du tout et ça ne semble gêner personne !

Quarante ans après il n'existe plus aucune pensée critique sérieuse, alors à quoi bon relater tel ou tel moment d'une histoire personnelle qui n'aboutit qu'à un échec collectif ?

Deux points au moins me paraissent incontournables : l'égalité et l'antimilitarisme.

On ne peut pas parler de justice sociale sans parler d'égalité et ce qui fonde l'égalité aujourd'hui c'est l'argent. Tout le reste est baliverne. Alors bien sûr, en mai 68, dans le mouvement communautaire en tout cas il n'y avait pas d'argent privé, individuel. Il y avait une caisse commune et les assemblées générales décidaient de l'emploi de l'argent qui restait en caisse. Plus fondamentalement, la seule orientation politique rationnelle contre le système capitaliste ne peut être que la suppression de l'argent. Pol Pot s'y est essayé mais influencé par les marxistes de la Sorbonne et les partisans de la dictature du prolétariat cela s'est terminé par un bain de sang. Ce n'est donc pas avec la taxe Tobin que le système capitaliste sera remis en cause. Ni avec la critique chauvine de la mondialisation des marchés financiers. On peut faire autrement, ici et maintenant, il faut aller chercher l'argent là où il est puisque aucun parti politique n'imagine une société sans argent.

Arrêter de se prostituer toute une vie pour arriver à la retraite.

Si les marchés financiers sont planétaires et puisqu'ils sont accessibles par tout un chacun par internet c'est sur les marchés financiers qu'il faut « reprendre sur le tas ». Mais la réalité du fonctionnement quotidien des marchés financiers est tellement éloignée des petits penseurs de quartier que pour l'instant et probablement pour longtemps encore, les marchés financiers n'ont rien à craindre des organisations politiques quand bien même seraient elles internationalistes !

Quelques mots sur ces marchés financiers.

Avec internet on entre dans la gueule du système capitaliste mondial. Pour les uns les marchés c'est le mal absolu, la cause de tous nos maux, la ruine du tiers monde, l'exploitation de tous les travailleurs. Ceux qui s'enrichissent en dormant.

On dit que les marchés sont en crise, que des milliards se sont évaporés comme en 1929. Mais la crise n'est pas pour tout le monde, d'autres ont gagné des milliards. Il n'y a pas de baisse tendancielle du taux de profit. La crise c'est pour manipuler le bon peuple, en réalité il n'y a pas de crise, le système capitaliste se débarrasse de ses structures obsolètes et s'adapte à la mondialisation des produits dérivés que ce soit sur des monnaies, des matières premières ou des indices.

Les « modernes » sont en train de liquider les « anciens » et ça fait un peu de bruit, rien de plus.

Il faut bien comprendre ce qui s'est passé en 2009. Les acteurs financiers : fonds spéculatifs, fonds de pension et banques d'investissement ont mené une guerre contre les états. Déjà le 16 septembre 1992 Georges SOROS avait gagné 1,1 milliard de dollar en contrant la banque d'Angleterre. En 2008 les 10 meilleurs traders ont reçu entre 250 millions et 2,5 milliards de dollars de bonus (SOROS 1,1 milliard). En 2009 ces chiffres ont doublé.

En 2009 tous les états ont été rackettés et ont du payer des sommes dont il faut bien mesurer l'importance si on prétend vouloir mener une action politique.

On est passé d'un capitalisme dominé par les entreprises et les multinationales à un capitalisme dominé par les banques d'investissement et les fonds spéculatifs. Les états, hier valets des grands groupes productivistes ont changé de maîtres. Ceux qui dirigent le monde aujourd'hui ne produisent rien, ils tradent sur le marché des devises avec des logiciels de trading algorithmique contre l'Euro ou le Yen ou une autre devise pour un montant quotidien de 3 600 milliards de dollars soit plus de dix fois le budget annuel 2010 de la France. Et il existe de nombreux autres marchés... pétrole, actions...

Que peuvent Obama ou Sarkozy ou un militant de Attac face à cette puissance financière sans frontière ? La réglementation est un leurre destiné à calmer l'électorat. Le marché des devises est planétaire, ce qui ne pourra plus se trader à Paris, pourra l'être à Londres, à Sidney, à Hong Kong ou à Singapour.

L'aveuglement arrogant des militants d'hier et d'aujourd'hui cache leur ignorance du système qu'ils prétendent combattre. Demandez à un membre de la commission économique des Verts s'il connaît

la différence entre un Market Maker et un ECN, s'il connaît au minimum le spread du cross EURUSD, la différence entre une option américaine et une option européenne, ce que signifie le marché spot... pas un seul ne peut répondre.

Comment combattre un système sans chercher à comprendre son fonctionnement ?

Faire l'autruche n'a jamais permis de définir une orientation politique viable.

Travailler sur les marchés financiers n'est pas plus immoral que de travailler chez Renault. Les deux font marcher le système. L'argent gagné sur les marchés financiers n'est pas pris à un paysan du Mali ou à un prolétaire occidental mais à un fond spéculatif.

La répulsion morale que nous avons vis-à-vis de tout ce qui concerne l'argent est une répulsion culturelle, judéo chrétienne, elle n'a aucune rationalité. Tout ce que nous utilisons passe par les marchés : alimentation, essence, laine... et nous ne voudrions pas savoir comment cela se passe ? En tradant sur les marchés financiers nous ne participons pas plus, ni moins, au système capitaliste qu'en nous salariant dans n'importe quelle entreprise.

Si l'on admet que les marchés financiers existent qu'ils fonctionnent 24 heures sur 24, cinq jours sur sept toute l'année sur toute la planète en simultané (c'est ça l'internationalisme !).

Si l'on admet que l'on doit qu'on le veuille ou non, vivre avec et même plus, en dépendre, pourquoi lancer une telle fatwa sur ces activités ?

Même si l'on supprime un jour les monnaies, il faudra continuer à gérer les marchés mondiaux du blé, de l'acier, du sucre etc... et il y aura encore des traders !

Ce n'est que en comprenant comment fonctionnent les marchés financiers que l'on pourra voir ce qu'il est possible de faire : « diminuer progressivement le rôle des devises en augmentant l'importance de tous les secteurs non marchands comme la santé, l'éducation, mais aussi en ajoutant le logement, les transports publics, l'alimentation de base et en réduisant le plus possible la place du complexe militaro industriel par exemple »

Le trading échappe à la prostitution salariale, les situs disaient : « ne travaillez jamais », et à tout emprisonnement géopolitique.

Mais encore une fois à quoi bon parler de mai 68 puisque en 68 personne ne se posait ce type de question alors que ces questions sont pourtant les questions prioritaires, celles à partir desquelles tout le reste se décline.

A quoi bon dans ces conditions ramasser les souvenirs, qui peut comprendre ?

Au-delà des événements et quel que soit l'interprétation que l'on peut en faire il reste que en parler ne peut suffire.

A quoi bon écrire ou parler d'un événement en en restant là, si ce n'est pour l'enterrer ou pour se justifier ?

A chacun son interprétation, les acteurs n'ont pas tous vécu les mêmes moments... mais comment continuer ?

Car la seule question qui vaille la peine d'être posée c'est comment utiliser l'expérience vécue pour construire l'avenir. Et là, les divergences sont profondes.... la lutte continue... (très mollement), mais la taupe creuse son trou et va re-survir demain matin...(pas certain) , la baisse tendancielle du taux de profit signe la fin du système capitaliste...., le pouvoir est au bout du fusil et seule la lutte armée permettra de libérer le monde.... (beaucoup de sang encore en perspective)....un deux trois Vietnam.... des focos partout.... En fait le spectacle continue, les acteurs meurent pour de vrai mais ce n'est jamais qu'un théâtre de marionnettes dont les ficelles sont tirées comme toujours par le même lobby militaro industriel.

Les révolutionnaires de mai 68 ont du mal à se situer : écologistes urbains aujourd'hui ils ne produisent que des services et dépendent totalement des marchés pour leur consommation.

D'aucuns se sont dit : l'adversaire c'est la mondialisation, battons nous contre les multinationales qui polluent et pillent le tiers monde.

La démarche avait un relent passéiste et chauvin : produisons français, non à l'Europe des marchandises...

Les citoyens du monde, les internationalistes ont regardé monter cette nouvelle pièce de théâtre sans en croire leurs yeux ! : « alors, comme ça, le fait que nous soyons maintenant dans une société globale, sur une petite planète, en relation internet les uns avec les autres.... Ce serait contre révolutionnaire et il faudrait refermer les frontières ?

Nous sommes un certain nombre à avoir pensé le contraire. La mondialisation symbolisée par la circulation instantanée de biens et capitaux sur toute la planète et par l'existence de techniques de communications gratuites représente pour nous, une possibilité unique de construire des contre-pouvoirs planétaires comme il n'en a jamais existé dans l'histoire, Al Qaïda et Ben Laden l'ont parfaitement intégré.

Mais les révolutionnaires de mai 68 ne l'ont jamais compris. De façon réactionnaire ils se sont arc-boutés contre l'histoire et ont essayé de défendre « les acquis sociaux » d'un autre âge. Sans doute fallait-il le faire à condition de pouvoir déboucher ensuite sur une perspective politique qui reste encore à inventer.

Cette absence de projet politique (la fin de l'histoire) symbolisée par la chute du mur de Berlin, a été mise à profit par certains gouvernements pour diviser les peuples en leur proposant une alternative religieuse radicale en lieu et place de tout projet politique.

Par crainte de voir grandir des mouvements politiques démocratiques ils ont encouragé le développement de mouvements religieux anti-socialistes, anti-féministes et ont bridé presse et culture.

Moi je ne comprends pas pourquoi Ben Laden et ses amis ont été capables de construire un paradigme planétaire stupide et non crédible et pourquoi nous, nous n'avons pas été capables de construire un paradigme planétaire ouvert, anti-hiérarchique, anti-militariste, anti-clérical (et pas laïque !) et écologiste.

Il faut dire que les petits maos, les ex-staliniens, les partisans de la lutte armée ne nous ont pas aidés. Au lieu de foncer dans la brèche ouverte par la mondialisation, ils se sont acharnés à fermer toutes les portes. Incapables de construire une utopie ils ont voulu rester les anciens combattants d'une révolution qu'ils avaient contribué à faire avorter. Il est temps de redescendre sur terre et de combattre, les armes de la critique à la main, tous les médaillés de la rue Gay Lussac et tous les nouveaux curés d'Al Qaïda et du Pentagone. Nous sommes des millions sur la planète, capables de construire des réseaux, nous sommes à la veille de bâtir une nouvelle utopie pacifiste, anti-capitaliste au premier sens du terme c'est-à-dire sans argent et sans armée. Nous sommes en mesure dès à présent de financer nos vies et nos organisations politiques en allant récupérer sur les marchés les moyens financiers dont nous avons besoin. Nous sommes en mesure techniquement, intellectuellement, de vivre mai 68 : « ne travaillez jamais ! », qui nous en empêche ?

Chronologiquement mai 68 a commencé pour moi en 1967. J'habitais rue du clocher, à Rodez, juste à côté de la cathédrale. J'étais marié avec un fils, ma femme Danielle travaillait en salle d'opération comme infirmière dans une clinique. J'étais VRP pour une filature du nord de la France, sur 23 départements et l'Andorre.

VRP sur les routes, j'en avais marre des hôtels et lorsque j'allais en Andorre, je préférais faire halte à la maison forestière du Courtal où étaient logés une dizaine d'objecteurs de conscience. Les discussions duraient toute la nuit, avec les chansons anti-militaristes de la guerre du Vietnam et de l'Algérie au coin de la cheminée. Les filles étaient aussi nombreuses que les garçons, elles étaient venues rejoindre leur ami ou leur frère.

A l'époque j'étais adhérent à la Fédération Anarchiste, je fréquentais la rue Ternaux et discutais avec Heliette Besse des articles que j'essayais de passer dans le Monde Libertaire sur la vie communautaire des Esquimaux Ammassalimiuts .

Mai 68 est arrivé, j'ai regardé les premières images sur la TV dans un bar à Rodez, j'ai trouvé de l'essence et je suis monté à Paris. Plus que les charges de la police sur les barricades ce sont les assemblées générales à la Sorbonne et à l'Odéon qui m'ont beaucoup marqué. La mixité, la virulence des prises de parole, leur radicalité coupée de toute réalité....

Après Flins et un petit tour 'Chez Georges' rue des Canettes, je suis revenu en Aveyron mais la vie avait une autre saveur.

J'ai déménagé à Caraman à côté de Toulouse, je militais avec la CNT dans le local derrière la bourse du travail, vendais le Monde Libertaire le samedi matin place Saint Sernin, publiais un peu dans l'Espoir de Antoine Turmo et commençai à installer une base en Ariège à Villeneuve du Bosc, près de Foix. Il y avait Danielle Rolland ma femme, Pierre Turpin, Claude Baylac, Pierre Méric, Jacky Nicolas, Hélios Minguez, Marie Laby, Patrice Vigne et de nombreux jeunes étudiants, précaires ou lecteurs du Monde Libertaire puisque la communauté était référencée en page deux du Monde Libertaire et que nous tenions le bulletin intérieur de la FA.

Pour avoir une idée de la vie collective, j'étais allé passer quelques jours à La Borie Noble à L'Arche en Ardèche où j'ai pu discuter du projet de communauté avec Lanza Del Vasto.

A Villeneuve du Bosc, la bibliothèque était composée de livres sur l'anti-psychiatrie : Laing et Cooper, des premières éditions de William Reich avant l'orgonothérapie, en particulier Ecoute petit homme, Psychologie de masse du fascisme, La fonction de l'orgasme. L'édition originale de La vie humaine dans les Pyrénées Ariègeoises de Michel Chevallier, de nombreux livres sur l'élevage et sur l'agriculture biodynamique méthode Steiner, L'internationale Situationiste, Bordiga, Invariance et tous les Conseillistes.

Pour intégrer le milieu rural pyrénéen... moi qui étais un urbain complet, j'ai démarré un stage de bûcheron à Promobois juste à côté de la communauté, quatre ou cinq kilomètres à pied tous les matins... j'en suis devenu administrateur, puis j'ai été viré après une grève. J'ai démarré un stage de chevrier à Melle en Vendée d'où j'ai ramené un petit troupeau de chèvres 'alpines chamoisées' très bonnes laitières.

L'activité politique après mai 68 était intense, congrès de Limoges, congrès de Lorient, scission de l'ORA, démarrage de la revue coordination anarchiste, débats avec les fondateurs de l'imprimerie 34.

Action contre le consulat d'Italie après la mort de Pinelli en décembre 1969 à la suite de l'attentat organisé dans le cadre de la stratégie de la tension par les fascistes contre la banque de l'agriculture à Milan Piazza Fontana.

En 1971 je quitte la communauté de Villeneuve du Bosc et fonde la communauté du Planel du Bis au Bosc. Plus haut, plus radical... pas de route, pas d'électricité, pas d'eau courante, dans une grange magnifique qui planait au dessus des nuages. Daniel Caniou, Jean Pierre Cano, Christian Glace, Anne Bodiou, Geneviève Rhomer sont de l'aventure les premières années.

Beaucoup de monde passe, surtout l'été, on publie dans Actuel, dans La Gueule ouverte, on tape sur de vieilles machines à écrire La Lettre de La Montagne puis Hyperutopie et, en 1975 Les manuscrits de Broucaillou.

La répression policière est assez dure et sous un prétexte ou un autre la police me met en prison à peu près tous les ans avec des procès qui ont un certain retentissement, finalement je suis envoyé à Toulouse à St Michel, grève de la faim 15 jours, Marie Christine Etelin vient me sortir de ce mauvais pas.

Je publie à nouveau dans Vent d'Ouest, le journal de Bernard Lambert et des Paysans Travailleurs, mène la lutte avec Lutte Occitane et Maquarel pour la survie de la coopérative de Rieucros, puis avec Joel Chapelle et Paulo de Madranque, je fonde le Front Marginal Révolutionnaire (FMR) et on débarque à 60 au Larzac dans un car dont nous n'avons jamais payé la facture. Le Larzac est important, je rencontre Catherine Dubuisson et Maurice Benin. La fin de la famille ? Pas tout à fait... 30 ans plus tard je me marierai avec Catherine après avoir divorcé de Danielle dont j'ai eu deux fils Laurent et Sylvain, et quitté Anne dont j'ai eu aussi deux fils Séverin et Omer.

Toute une partie de l'activité militante tourne autour de la mise en place de coordination du mouvement communautaire. On lance un nouveau bulletin : le bulletin Gourgas qui fédère 34 communautés du sud de la France. On va chercher en estafette le riz complet à Saint Gilles du Gard, le sucre roux à Bordeaux. On organise, avec l'aide financière de François Régis Leclerc, un ramassage de lait de chèvre que l'on va livrer ensuite à la coopérative de La Bruguière dans le Tarn

avec une 203 bâchée à plateau que j'ai ramené des vendanges.

Car chaque année depuis 1971 on part en septembre en groupe vendanger d'abord du côté de Perpignan, puis à Rivesaltes, puis à Aigues-Vives dans le Minervois pour finir en novembre en Charente avec la vendange du Cognac.

La communauté de Sarrat d'Usclat finit par exploser, Daniel Caniou, Evelyne Gouron et Jean Pierre Cano s'en vont, Jean Marc Ecker et Jean Louis Dujardin arrivent avec de nombreux autres. Une partie des gens s'installent à Sarrat d'Usclat on construit une boulangerie, un hôtel, une salle collective pour les assemblées et les repas, une laverie à Molinaro, toujours sur la commune du Bosc. On a 300 brebis Black Face, deux vaches Suisses, les premiers Borders Colley de L'Ariège. Il y a beaucoup de monde. Des anciens de Longo Maï ont débarqué. Beaucoup de travail et de conflits aussi. Argent, pouvoir et cul. Faut faire avec mais j'en ai un peu marre.

Pas facile de vivre la radicalité au niveau sexuel. Les grands lits collectifs, les maladies vénériennes à répétition. C'était avant le Sida, heureusement, nous serions tous morts sinon ! Mais je me souviendrai longtemps des défilés à l'hôpital La Grave à Toulouse avec les prostituées et l'incompréhension des médecins quand nous leur disions que nous devions tous être soignés, avec ou sans signes cliniques car sinon ça ne servait à rien.

De cette période il reste 17 cahiers d'écriture collective qui seront peut-être un jour publiés et toutes les questions encore insolubles liées aux histoires de paternité collective.

A deux reprises en 1973 et 1974 nous avons cherché à organiser une coordination avec Longo Maï (à Limans à côté de Forcalquier). Eux étaient moins bordéliques que nous, plutôt staliniens à l'époque, plus organisés, plus riches aussi... bâtiments, troupeaux, matériel agricole et plus nombreux... Leur structure financière à partir de la collecte d'argent auprès de sympathisants Suisse fonctionnait très bien. Contrôlée par un jésuite Roumain, elle a fait les belles heures de Longo Maï. Les rencontres avaient lieu au « Pigeonnier »... nous arrivions en fin de journée avec nos arondes P60, nos 203 camionnettes et on commençait par festoyer, chanter jusqu'à 3 ou 4 heures du matin les chants des Spartakistes, des chants de Bertol Brecht, des chants des gitans de l'Europe de l'Est ou Le Temps des Cerises... ou La jeune garde. J'étais très impressionné, je découvrais la culture de l'Est de l'Europe et la musique Russe.

Mais après 3 heures du matin ça commençait à se durcir. Pour des questions dont je ne saisisais pas immédiatement la signification, Rémy ne supportait absolument pas les nanas qui m'accompagnaient. La violence arrivait avant même les débats de fond politique, à 6 heures du matin furieux d'avoir perdu notre temps, nous remontions dans nos voitures en claquant les portes et... retour en Ariège .

On a fait ça deux fois puis on a arrêté.

Avec Joel, Jean Marc, Anne, Catherine, Jean Louis et l'aide du bulletin « C comme C » je démarre le chantier international de Broucaillou aux sources de l'Arget, dans un ancien village abandonné depuis un siècle. Pour y accéder je mets 15 jours pour ouvrir le chemin à la hache et à la scie. Il faut franchir deux ponts fait avec des troncs d'arbres, sur les torrents.

Finalement on s'installe à une petite dizaine avec femmes, enfants et animaux , reconstruction de « la maison de Anne » on met l'eau courante au lavabo après un captage et même l'électricité avec un petit groupe électrogène pour la machine à laver et un magnéto Revox de 100 watts.

Le matin l'eau est gelée dans les cuvettes et on retire les chaussettes mises à tremper la veille avec un bloc de glace. Nous avons de nouveaux voisins puisque Jean Marc Carité est venu nous rejoindre avec son imprimerie et sa revue Utopie . Gérard Colongo et Yanthé Barry fonderons plus tard le GAEC de Monner avec une fromagerie moderne et une grande chèvreserie au Four toujours sur la commune du Bosc.

L'histoire se reproduit, la communauté de Sarrat d'Usclat explose et part fonder un lieu d'accueil à Toulouse dans le quartier de la gare Matabiau : l'Exode Rural.

D'autres vont au Barrejat près de Mirepoix élever des chevaux de Mérens avec François Régis Leclerc, Lilane Poulichar et Pierre Germain.

Moi j'ai quitté l'Ariège pour ouvrir un grand squatt à Paris à Belleville rue des Envierges, avec Joel Chapelle, Antoine Hibon et beaucoup d'autres : école parallèle, théâtre, et des dizaines de logements gérés plus ou moins collectivement, on est en 1976, mai 68 se termine avec l'échec des utopies communautaires.

Marc SARACINO marc.saracino@gmail.com

Michel Domenc

Autour de mai 68, L'année 68

Je ne parlerai pas de la manière dont j'ai vécu Mai 68 car à cette époque j'effectuais mon service militaire, à Toulouse dans un régiment de parachutiste. Nous étions prêts à intervenir contre les manifestations d'étudiants lorsque le pouvoir en donnerait l'ordre : nous nous comptions sur les doigts d'une main les quelques appelés prêts à désobéir et mener quelques actions de résistance ; j'étais particulièrement surveillé car j'étais abonné au journal « Le Monde » quotidien hautement subversif pour les militaires. D'autre part je me suis retrouvé dans un régiment semi-disciplinaire très certainement à cause de mon militantisme à l'UNEF et au PSU pendant la guerre d'Algérie. Une situation familiale particulière a fait que j'étais un des seuls à pouvoir quitter la caserne le soir pendant les événements mais j'étais consigné chez moi. Je me suis rendu une fois à la fac de lettre en psycho où j'avais fait mes études, mais j'avais tellement la trouille d'être contrôlé à la maison que je ne saurais dire à quel type de débat j'ai participé et je n'ai absolument pas ressenti le climat de liberté dont on parlait à la radio.

Pour moi, mai 68, c'est la peur de l'intervention militaire (qui était vraiment programmée) et cette semi clandestinité au sein de la caserne avec quelques cégétistes.

Un souvenir marrant quand même : c'est la panique que j'ai provoquée lorsque en tenue de para (je pouvais quitter la caserne mais obligé de garder la tenue militaire) je suis monté au local du PSU ; ils ont cru que l'armée débarquait ; Heureusement que parmi tous ces militants nouveaux que je ne connaissais pas, un militant plus ancien m'a reconnu.

Avant 68

Pour comprendre mon parcours, il faut revenir aux années 60.

Etudiant sursitaire à Toulouse alors que beaucoup de jeunes de mon âge faisaient la guerre en Algérie, je me suis retrouvé tout naturellement à l'UNEF, quelques semaines à l'UEC (étudiants communistes puis au PSU) à combattre cette sale guerre. Réunions, meetings, manifestations plusieurs fois par semaine, nuits passées à l'AGET UNEF pour garder les locaux menacés par l'OAS. A ce moment-là, deux grands courants dominaient : les communistes et les catho (autour de témoignage chrétien). Le PSU avait aussi une grande influence auprès des étudiants et dans les syndicats ouvriers.

Inoubliable la manif qui rassemblaient toulousains et algériens après l'indépendance...

Dans cette période, l'opposition à l'armement atomique regroupaient communistes et progressistes (Mouvement de la Paix , MCAA).

Avec l'arrivée de rapatriés d'Algérie, les tensions étaient aussi fortes avec l'extrême-droite. Les diffusions de tracts de l'UNEF étaient périlleuses à la fac de droit.

Dans les années qui suivirent, la guerre au Vietnam, l'opposition au régime franquiste, la Palestine, Cuba donnait lieu à des manifestations quasi quotidiennes et rassemblant beaucoup de monde.

Les études finies, avant de partir à l'armée, j'ai travaillé dans le milieu agricole ; un travail avec une dimension militante car venant en soutien au CNJA (jeunes agriculteurs) qui à l'époque était une organisation de gauche (que nous retrouvions dans les intersyndicales).

Après 68

Pendant les 15 années qui ont suivi 68, j'ai eu une activité militante intense. Au risque de caricaturer, je parlerai d'abord de tout ce qui garde un goût amer dans ma mémoire (bien défaillante et j'oublierai certainement beaucoup de faits) pour développer ensuite tout ce que je ressens aujourd'hui comme plus positif.

Après 68, on n'a pas rigolé tous les jours

En octobre 68, j'en avais fini avec l'armée, changé de boulot car entre temps le FNSEA avait fait le ménage au CNJA et éradiqué tous les gauchistes.

Je me suis retrouvé dans le milieu universitaire, vacataire, puis assistant.

Ayant vécu les événements de 68 via Europe n°1 et devenant universitaire c'est tout naturellement que je rejoins le SNESup avec l'image qu'en avait donné Geismar . Patatras, je me retrouve dans un syndicat corporatiste où seuls les communistes ont des perspectives politiques que je ne partage pas. Lorsque les étudiants se mettent en grève, le syndicat ne les soutient pas et dénonce les enseignants « gauchistes » solidaires du mouvement. Je quitte le SNESup et participe à la création d'un syndicat CFDT vite catalogué gauchiste.

Le paysage politique avait changé.

Toujours adhérent au PSU, je ne reconnaissais plus l'organisation ; beaucoup plus d'adhérents mais toutes les composantes de l'extrême-gauche avaient leur tendance au PSU : troskistes, maoïstes, marxistes léninistes, mao spontex... et bien sûr réformistes (les plus nombreux car chacun était le réformiste de quelqu'un d'autre). Débats interminables autour du centralisme démocratique, la dictature du prolétariat, et autres concepts marxistes ; procès d'intention faits à ceux qui n'étaient pas d'accord. D'où scission à droite, scission à gauche ... Je revois cet étudiant déchirant sa carte du PSU et déclarant : je quitte le PSU pour faire la révolution.

Et aussi la tristesse de voir partir des militants plus âgés, fondateurs du PSU et anciens résistants.

On ne peut pas dire que la convivialité et l'écoute de l'autre étaient au rendez-vous au sein de l'organisation. Si je suis resté dans ce parti c'est que j'étais impliqué dans de nombreuses luttes sociales et écologiques où je me retrouvais pleinement et d'autre part le concept d'autogestion que le PSU prenait peu à peu à son compte me semblait une alternative à la fuite en avant révolutionnaire et à la dérive réformiste.

Dans les manifs, l'extrême-gauche se heurtait souvent aux communistes (slogans mais aussi bastonnades). Les événements de Prague et le « globalement positif » porté sur les régimes du bloc soviétique n'avaient rien arrangé. J'ai le souvenir d'un premier mai particulièrement violent. Après ces affrontements, je n'ai plus participé aux défilés du 1^{er} mai pendant plusieurs années.

Je ne garde pas non plus de bons souvenirs de manifs « militarisés », l'affrontement avec les CRS étant inévitable sinon souhaité ; mais, la cause étant juste (Puig Antich par exemple), j'acceptais malgré tout cet encadrement.

Sur le plan théorique, les références marxistes dans les milieux intellectuels étaient dominantes : orthodoxes et néo-marxistes s'affrontaient ; Althusser et sa théorie sur les appareils idéologiques d'état faisait des ravages (y compris dans ma thèse universitaire soutenue à cette époque).

La révolution était aussi vécue par beaucoup par procuration dans d'autres pays : Cuba, Chine, Vietnam, Chili, Portugal (révolution des œillets). Tous ces événements internationaux mobilisaient beaucoup de monde ; Personnellement, ayant été échaudé par l'évolution de l'Algérie après l'indépendance, je restais un peu plus sur la réserve.

Aujourd'hui, quand je pense à toute l'énergie militante déployée après 68 dans la plupart des organisations, au découragement de beaucoup qui portaient sans rien dire, j'ai le sentiment d'un immense gaspillage.

Après 68, on n'a peut-être pas rigolé tous les jours mais les luttes sociales, politiques et écologiques étaient souvent festives et parfois victorieuses.

L'après 68 a vu des mobilisations importantes qui ont permis des transformations en profondeur de la société : liberté d'avortement avec les féministes et le MLAC

D'autres mouvements ont échoué malgré leur ampleur : le mouvement des soldats pour lequel la répression l'a emporté.

D'autres causes ont donné lieu à de grands rassemblements : Port la Nouvelle, Golfech, Plogoff et Malville contre les centrales nucléaires, le Larzac, LIP avec la grande manifestation à Besançon mais aussi Montségur pour la revendication occitane. Dans toutes ces manifestations, malgré quelques pratiques boutiquières, la solidarité et la fraternité dominaient, la musique et les chansons alternant avec les discours politiques.

A Besançon, nous étions des milliers à croire en une société autogestionnaire ; les discussions continuaient malgré la fatigue dans les cars qui nous ramenaient à Toulouse.

A Golfech le porte à porte dans tous les villages environnants le site a permis à la fois des rencontres intéressantes et des échanges difficiles.

Le mouvement anti-nucléaire a globalement échoué mais ces luttes ont permis l'abandon de quelques sites prévus.

Le Larzac avec ses nombreux comités de soutiens locaux et ses immenses rassemblements reste un exemple de mobilisation réussie.

D'après moi, ce sont ces mouvements qui s'inscrivent le mieux dans la lignée de Mai 68.

Sur Toulouse, des luttes écologiques ont été menées contre des projets d'autoroutes urbaines (Berges de la Garonne, berges du canal, rocade sud) ou contre un urbanisme concentrationnaire (ZUP de Ranguel) . Sur ces terrains les militants du PSU étaient le plus souvent à l'initiative avec les associations des quartiers concernés. Les communistes et les trotskistes étaient rares sur ces terrains ; l'activité militante était intense : Manifestations, fêtes, rédaction et vente à plus de 300 exemplaires du livre noir de la ZUP de Ranguel, réalisation d'un film retraçant cette lutte contre la mairie complice d'un promoteur, occupation des arbres des berges du canal, plantation d'arbres dans la Zup de rangueil, interventions parfois musclées des forces de l'ordre, création de l'Union des Comités de Quartier sur Toulouse, manifestations à vélo , etc...

Sur ces terrains, des contacts se nouaient avec des militants différents de ceux rencontrés dans les luttes sociales : personnes sensibles à la qualité de l'environnement et aux transports en commun et écologistes regroupés au sein de L' Association Toulousaine d'Ecologie .Les luttes antinucléaires et les mouvements urbains rapprochaient écologistes et autogestionnaires. Mais le « ni droite ni gauche » des écolos et l'enracinement à gauche des autogestionnaires rendait impossible tout rapprochement sur le plan politique lors des élections nationales ou locales.

C'est dans ce contexte que la Convergence Autogestion, Ecologie, Occitanie a été créé à l'occasion d'élections municipales : campagne très active, salle comble à la halle aux grains, gigantesques bals occitans salle de la Piscine ; carnaval dans les rues de Toulouse. Faire de la politique autrement disions-nous : parité homme femme, liste présentée par ordre alphabétique, création d'ateliers autogestionnaires, etc..

Le score électoral fût décevant (dans les 4%) mais suffisant pour maintenir la structure convergence. Mais l'absence des écologistes présents dans les élections nationales (Lalonde), le retrait de Lutte Occitane, le déclin du PSU et la crédibilité accrue du programme commun pour mettre fin à des années de pouvoir de droite ont provoqué le déclin et la fin de la convergence.

Il me semble que c'est dans ce contexte que j'ai vécu l'héritage de Mai 68. A toutes ces luttes sociales politiques et écologistes, il faudrait rajouter des changements culturels profonds (cinéma, théâtre avec Armand Gatti à Toulouse ou le Leaving Theater, Musique Rock et Pop, etc...), critique de la société de consommation...

Ce mouvement ressemble à ce que les espagnols ont beaucoup plus tard appelé Movida. Issue ou pas de Mai 68, tous ces mouvements culturels étaient cohérents avec les engagements politiques de l'époque ; peut-être cela concernait-il plus particulièrement les intellectuels et les classes moyennes. En conclusion, je dirai que si beaucoup de mouvements de cette époque ont échoué sur le plan politique, ils ont quand même contribué à des changements sociaux et culturels profonds et j'espère irréversibles. Ils ont aussi suscité des changements individuels importants chez les acteurs qui les ont vécu intensément.

Victor Dupuy

Temps personnel et temps collectif, anecdotes et Histoire se mêlent dans mon souvenir. Il est probable que ma relation sera fragilisée par les défaillances et les embellissements de la mémoire. Essayons cependant.

L'évocation de 68, mais d'autres l'on dit, ne peut se résumer selon moi aux seuls « événements ». 68 est l'acmé d'une période qui va, disons, de la fin de la guerre d'Algérie à la victoire de Mitterrand en 81. Je suis véritablement entré dans cette période en 64, à mon arrivée à Toulouse, venant de mon Comminges natal. La JEC au Lycée nous avait déjà politisés. J'ai tendance à employer le nous car j'ai pu vérifier que ma propre trajectoire politique était banale dans le milieu où j'ai vécu. Mais la politisation au Lycée se bornait le plus souvent à quelques grands thèmes dont, par exemple, l'opposition à « la bombe atomique ». Nous savions cependant le rôle qu'avait joué le mouvement dans son opposition à la guerre d'Algérie.

A la fac donc, apparaissait comme une évidence de « s'engager », terme utilisé plutôt que celui de « militer » à l'UNEF. Quel changement ! Je devais solder mes positions vaguement humanistes pour me confronter à des enjeux intellectuels et politiques totalement inconnus et qui d'ailleurs me dépassaient. Les camarades rencontrés étaient à la fois intelligents et généreux puisqu'ils ont, patiemment, joué les pédagogues. Je leur en rends grâce chaque jour car, si j'ai pu acquérir une once de réflexion, c'est à des gens comme Pierre Coursalies, Françoise Vallon, Bernard Guittet, Michel Bertrand, Alain Alcouffe, beaucoup d'autres encore, que je le dois.

A l'époque un premier grand clivage existait à l'UNEF entre les étudiants du PC, majoritaires à l'UEC et les gauchistes. Puis à l'intérieur de ce second groupe, le débat était vif entre deux tendances. L'une, de type ouvrieriste, voulait favoriser l'insertion de l'UNEF dans un cartel syndical, pour s'opposer à la politique gouvernementale dans son ensemble. L'autre, majoritaire à Toulouse, était définie comme « universitaire ». Nous voulions mener la lutte sur les enjeux politiques de la production des connaissances, le rôle de la recherche scientifique, le statut des étudiants etc... Les défaillances du système capitaliste devaient, sur ce terrain, être rendues manifestes. Cette querelle, qui peut sembler byzantine, témoigne de conceptions très différentes de l'action politique car l'une, frontiste, renvoie la transformation au lendemain de la victoire alors que l'autre la prend en charge au cœur de la lutte. Je me suis attardé sur ce point car, en ce qui me concerne, cette démarche a marqué très profondément mes positions ultérieures.

Sur ce fond idéologique il y avait l'action quotidienne. A la fac de droit, dominée outrageusement par les fachos, distribuer des tracts se terminait inmanquablement par un affrontement physique très rude. Je dois à la vérité de dire que je n'étais pas très efficace sur ce terrain. Il y avait de nombreux affrontements avec l'extrême droite, Serge Didier en tête, mais les camarades de la Bourse du travail, tels la cavalerie dans les westerns, sont venus souvent nous tirer d'affaires. J'ai connu ma première manif contre le plan FOUCHÉ qui créait les IUT (dans lesquels j'enseigne actuellement). La guerre d'Algérie était proche et le pouvoir avait très peur de la mobilisation étudiante. Ainsi cette manifestation a été sévèrement réprimée. Nous avons été chargés place Esquirol par des gardes mobiles à vélo, à coup de crosse de mousqueton.

C'est dans ce climat que j'ai ensuite rencontré, intellectuellement, le courant situationniste, sans en endosser ni le style de vie ni la radicalité. Je participais à un congrès de la MNEF à Nantes quand Verpiova et ses camarades de Strasbourg ont été exclus. Nous avons été peu nombreux à voter contre cette exclusion. Leur pamphlet : « De la misère en milieu étudiant » a représenté une étape politique importante.

Puis surtout « La société du spectacle » et « Traité du savoir vivre à l'usage des jeunes générations » dont c'est une banalité de dire qu'ils ont eu sur la majorité d'entre nous une influence considérable.

Si bien que, en mars-avril 68, nous n'avons pas été vraiment surpris par les événements. Ils nous paraissaient le prolongement naturel de ce que nous vivions déjà.

Pour ma part en 1968, j'étais pion à Saint-Gaudens et je ne venais à Toulouse qu'occasionnellement pour mes études. J'ai donc vécu le mouvement dans le fin fond de la province. Par chance, Christian Etelin, déjà brillant et ardent situationniste y était aussi. Le plus clair de notre combat a été de nous opposer aux tentatives de récupération puis de liquidation par les staliniens locaux de la révolte, bien pacifique il est vrai, des élèves et du personnel. Une anecdote peut témoigner du niveau des débats. Le PC local avait organisé, le soir de Charlety, une réunion débat sur le plan Langevin-Vallon. Nous sommes allés dire que peut-être ce n'étaient pas les solutions préconisées en 1945 qu'il s'agissait de mettre en œuvre. On nous a accusé à la tribune « d'insulter la mémoire des milliers de communistes morts pendant la résistance »... pas moins !

Puis le mouvement s'est terminé comme on sait. Nous étions un peu sonnés quand même. Nous ne savions pas jusqu'où irait la répression si bien que j'ai, par exemple, planqué chez moi quelques jours un leader local qui craignait d'être arrêté.

L'après mai a été l'occasion de « la critique en acte de la vie quotidienne » : vie en (petite) communauté à la campagne. La mobilisation politique ne s'est pas arrêtée non plus. De nombreux groupes continuaient de prospérer. J'ai participé aux « Cahiers de mai », expérience à laquelle j'accorde, encore aujourd'hui, une très grande valeur. Cette tentative de fédérer des luttes, sans référence à une quelconque avant-garde ni direction centralisée était, je crois, tout à fait pertinente, dans le contexte de l'époque.

Les années 70 ont été ensuite très marquées par d'un côté, la lutte contre le franquisme finissant et toujours répressif, de l'autre, par l'hyper activisme maoïste. Malgré mes réticences idéologiques, la nécessité de l'action s'imposait. J'ai donc, avec d'autres, participé à des actions ponctuelles qui allaient du convoyage de tracts pour l'ETA à la récolte de tableaux pour une vente de soutien à la défense de Puig-Antich.

Nous restions dans la continuité de 68 pour ce qui est de la volonté de rupture avec le système mais les formes d'action et le contenu politique s'étaient profondément infléchis.

Puis je suis parti en Algérie, ou là, curieusement, j'ai rencontré des coopérants qui gardaient cet esprit libertaire qui est, je crois, la marque de 68. Nous avons déclenché, contre le pouvoir algérien local, une grève victorieuse. Je pense que nous avons bénéficié de l'effet de surprise.

A mon retour en France, en 78, le repli était général et la crise économique bien installée. En 1981, ma compagne et moi n'avons pas voté, dernier avatar du « élections pièges à cons ». N'étant pas à une contradiction près, nous nous sommes réjouis de la victoire de la gauche. Depuis nous votons assidument. Fin de 68.

Violette Marcos

En guise de souvenirs

Mon premier souvenir politique personnel remonte à 1964, je devais être en classe de Première. Je participais à un groupe politique libertaire, appelé un peu plus tard « les Canuts », dans lequel on trouvait des fils et filles d'Espagnols réfugiés et quelques Français. Nous nous réunissions dans une petite salle prêtée par la CNT française à la Bourse du travail, rue Merly. Je me souviens qu'un soir, dans une salle attenante se réunissaient des militants de la FIJL (Federación Ibérica de las Juventudes Libertarias) et de la CNT espagnole ; parmi eux j'eus la surprise de découvrir mon père. Nous n'avons jamais commenté l'épisode.

Notre groupe libertaire, pour des raisons qui me restent aujourd'hui obscures, n'était pas affilié à la FA (Fédération Anarchiste) organisation dominante dans ce milieu à ce moment-là. C'est avec les mêmes copains et copines que, tous les dimanches après-midi, nous nous retrouvions à l'Aténéo espagnol, rue de l'Etoile (cette salle est devenue quelques années plus tard le siège de la LCR). Il y avait là toute la gauche immigrée espagnole à l'exception des communistes, exclus par les statuts. Tous les dimanches se tenaient des conférences, des débats et la bibliothèque, impressionnante, était ouverte à tous. Je crois que les grandes discussions portaient aussi sur les résultats du foot mais je n'y comprenais pas grand-chose.

Nous trouvions dans ce lieu les ouvrages des « pères spirituels » de l'anarchisme, Proudhon, Reclus, Kropotkine et surtout Bakounine mais aussi la littérature contemporaine et en particulier les ouvrages de Camus que j'appréciais particulièrement. C'est aussi, vers cette époque-là, que j'ai commencé à lire avec grand plaisir la revue Noir et Rouge, revue communiste-libertaire créée en 1956 qui analysait certes les Révolutions russe et espagnole mais abordait surtout les événements contemporains et bien sûr la guerre du Vietnam.

Enfin certains d'entre nous partaient l'été dans des camps de vacances – « las concentraciones »- organisés à l'origine par les réfugiés espagnols mais fréquentés de plus en plus par des militants français libertaires (Noir et Rouge), non violents (le groupe Anarchisme et Non violence), anglais, italiens. Les débats nombreux, animés, passionnés m'ont beaucoup appris sur l'histoire, la politique. Le « choc des cultures » entre militants d'origine diverse fut, pour moi, une source d'étonnement extraordinaire.

Parler des « années de formation » c'est aussi évoquer ce prof de philosophie, marxiste, une humaniste extraordinaire qui permit à tout un groupe de jeunes de s'engager sans état d'âme qui chez les libertaires qui aux JCR.

Les premières manifestations dont je me souviens- j'étais alors en Terminales ou en propédeutique (1966-1967)- eurent lieu dans le centre ville et notamment rue St Rome (les agents en pèlerine nous poursuivaient sur leur bicyclette). C'est dans ces manifestations contre l'impérialisme américain que nous avons rencontré d'autres militants, davantage marqués par le marxisme. Nous apprenions à tricoter la révolution espagnole avec la révolution russe non sans difficultés : l'élimination des marins de Cronstadt par l'armée rouge était la pierre d'achoppement et si avec les comités Vietnam nous partagions l'anti-impérialisme, la JCR scandait « Ho ! Ho ! Ho Chi Min ! » alors que nous refusions d'afficher un quelconque soutien au PC indochinois. Nous étions tous unis face aux quolibets et insultes -« les groupuscules petits bourgeois »- lancés par l'U.E.C et le PC.

La bataille des slogans commençait, les discussions aussi.

En 1968, après la Propédeutique, j'étais en première année de Licence d'histoire. Eurent lieu les manifestations de soutien à Rudi Dutschke, manifestations « sportives » que nous faisions en courant. Nous étions cependant très peu nombreux alors dans les rues.

Comme beaucoup, je me souviens de la réunion du 25 avril à l'amphi Marsan avec Daniel Bensaïd ; il nous apportait des nouvelles de Nanterre et aussi du mouvement étudiant en Allemagne. Est restée dans ma tête cette phrase de Bensaïd. Alors que des applaudissements clôturaient son

intervention il s'écria « On est pas là pour se congratuler mais pour travailler ! ». Les choses sérieuses allaient commencer...

Le temps passant, les meetings et réunions se multipliant le nombre de « contestataires » augmentait. Le petit groupe libertaire très informel que nous étions se retrouvait avec la poignée de Pro-Situs, qui avait beaucoup d'humour (disparition des pendules dans les salles, façon élégante d'abolir le temps) et connaissaient les œuvres du jeune Marx sur le bout du doigt. Courant mai sont apparus, dans un coin reculé de la cour de la Fac, les « katangais » qui occupaient le soir (quel phantasme !) le standard téléphonique. La rumeur disait qu'ils téléphonaient dans le monde entier.

Durant la période d'occupation de la Faculté, tout le monde discutait beaucoup, riait beaucoup et s'engueulait très souvent. Les enseignants furent notre première cible : les mandarins, les profs réactionnaires comme ce géographe raciste, empêtré dans le métissage mexicain, contraint de quitter la tête basse face à une salle en délire. Quelle jubilation !

Les prises de parole étaient difficiles. Comme d'autres filles l'ont dit, notre parole de femme n'était pas audible quelle que soit la tendance politique. Il fallait s'emparer de la parole, le plus souvent la voler. Si nous y parvenions, nous étions au choix des « chieuses », des « pétroleuses » ou des « hystériques », selon les références de l'interlocuteur. Tout ceci est archi connu. Nous avions donc recours aux ténors (Court Salies contre ce spécialiste de l'Orient ancien. Quel match !).

Beaucoup de profs ne venaient plus à la Fac, atteints par une jaunisse galopante. Quelques-uns se retrouvaient avec nous comme Sol ou ce prof de psycho aveugle dont je n'ai pas retenu le nom. Il y avait aussi les jeunes assistants dont l'adhésion politique nous semblait parfois ambiguë. Le vent tournait.

La Fac fut, pour moi, un lieu d'apprentissage intensif et de fou rire répété. Le tout se faisant dans un sérieux extraordinaire : il fallait détruire la vieille université, créer des lieux de connaissances, laisser place à la parole et à la création. Tout paraissait possible, à condition de discuter, de convaincre. La Fac fut ainsi une agora permanente, un refuge après les heurts contre l'extrême droite ou les CRS, un fortin où se préparaient les manifs – les cocktails Molotov fabriqués par les copains répandaient parfois une forte odeur d'essence au dessus de l'amphi Marsan d'où flottait un drapeau rouge (noir ?) – enfin un réduit où s'entreposèrent des pommes apportées par les camarades paysans.

Dans les manifestations, j'avais peur et le plus souvent je défilais entre deux copains très costauds (ils le sont toujours). On peut dire qu'ils me tenaient chaud. Evidemment je n'étais pas en première ligne (y avait-il des filles ?) et je ne me souvient pas de heurts violents contre les CRS sauf ceux qui me furent rapportés. Par contre j'ai un souvenir cuisant du S.O de la CGT. Lors des manifs communes (en fait deux cortèges séparés) ces gros bras (des demis de mêlée, ouvriers de l'ONIA disait-on) s'intercalaient féroceement entre les ouvriers et les étudiants.

A mesure que le temps passait nous pouvions constater que nos positions politiques antiétatiques, antiautoritaires, antistaliniens étaient partagées par d'avantage de monde. On parlait aussi de plus en plus d'autogestion. Les stratégies de pouvoir des différents groupes (notamment la JCR) mais aussi des différents partis (PSU) continuaient à nous laisser froids. Face aux conservateurs de droite ou du PC notre opposition sarcastique restait la même.

C'était une divergence non négligeable avec les JCR toujours très respectueux envers les militants communistes et leurs qualités organisationnelles.

Fin mai nous sommes allés à Paris en 2CV voir les copains du groupe Noir et Rouge qui avaient participé à la création du Mouvement du 22 mars. Nous sommes arrivés au moment de l'expulsion de Cohn Bendit. Dans un immense amphi de Nanterre une fille jouait du piano sans aucun public. Excentricités de Mai ou de la mémoire ?

J'ai souvenir que les copains avec qui nous avons échangé des informations, pontifiaient un peu face aux provinciaux que nous étions. De retour à Toulouse, nous apportions des nouvelles fraîches de la capitale On a certainement su, à notre tour, épater les copains lors de la réunion qui s'est tenue dans une salle de l'Arsenal.

Puis vinrent les élections de juin, une catastrophe. La France de l'ordre et de la peur relevait la tête. Ecoeurés nous sommes partis nous mettre au vert. Nous pensions (à tort) qu'il y aurait une répression pendant l'été. Elle eut lieu mais en Tchécoslovaquie.

Nous avons perdu une bataille mais ce n'était que partie remise. On pouvait continuer à ouvrir des brèches. La preuve, en octobre nous nous sommes retrouvés, à l'aéroport de Blagnac, pour conspuer les athlètes qui s'envolaient vers les JO de Mexico. Un copain, prof de gym (?), avait écrit sur son tricot « les médailles on s'en fout ! ». Il y avait eu, quelques jours avant, des centaines de morts sur la Place des Trois cultures, à Mexico. L'essentiel était encore et toujours de participer...

Les années 1969 et 1970 se sont déroulées dans la lancée de 68. La Fac était devenue un lieu de discussions permanentes sur l'Université Critique mais ce qui se passait à l'extérieur nous paraissait bien plus intéressant. Il s'agissait de créer partout des pôles de contestation, les lieux de contre-pouvoir.

Les groupes d'extrême gauche étaient plus nombreux, les maos avaient essaimés de même que les trotskystes. Nous les libertaires étions beaucoup plus nombreux qu'auparavant mais aussi très divisés. Nous n'avons jamais réussi à créer une organisation structurée, bien que certains, et j'en suis, en ai rêvé. Désormais on parlait de « la mouvance » libertaire qui regroupait individualistes purs et durs, communistes libertaires sans oublier tous les « non inscrits » qui souvent m'enrageaient mais ne cessaient de m'interroger.

Ces groupes se côtoyaient en permanence avec des sympathies ou des antipathies plus ou moins grandes. Le groupe dans lequel j'étais a participé de près ou de loin à tous les mouvements protestataires des années 1970 : l'antinuélaire, le Larzac et j'en oublie. J'ai été peu active dans les luttes féministes, j'avais le sentiment – ce fut l'objet de nombreux débats houleux – que la lutte des classes balayerait le machisme et je pensais aussi, à tort, que les libertaires étaient à l'abri de cette « tare ». D'autres copines ne firent pas le même choix.

C'est à travers la presse que l'activité du groupe informel dans lequel j'étais, fut je crois, la plus constante.

En 1969 nous avons créé, à quelques-uns, un journal qui s'appelait La Mèche pour dénoncer, entre autres, la répression en Espagne, et, en France, l'arbitraire et la négation de la sexualité qui régnaient dans les lycéens. Nos articles étaient assez violents (à mes yeux aujourd'hui) mais dans l'air du temps. Un copain instituteur se déchaînait dans ses articles sur la sexualité des enfants. Les luttes ouvrières n'étaient pas délaissées pour autant. Alors qu'il y avait eu des licenciements dans une usine à Millau, je me souviens d'un article intitulé « J'aimerais faire des gants avec la peau des patrons ». Dur ! Le copain Guillemau, directeur de publication, et qui a tenu longtemps le restaurant végétarien rue Peyrolières, a été poursuivi. Quel verdict ? Je ne m'en souviens pas. Fin 1970, La Mèche arrêtait sa publication.

L'activité éditoriale se poursuivait puisque depuis 1968 nous écrivions dans un encart français du journal l'Espoir (journal de la CNT espagnole), des articles sur la politique française (l'antiparlementarisme, l'autogestion. Je crois qu'il y a eu des articles sur Arrabal.)

Au début des années 1970, des copains créèrent des comités antimilitaristes et les Comités de Libération des Objecteurs (CLO) dont le journal Objection fut longtemps paginé à la maison. J'avais des relations plus qu'amicales avec ce groupe mais je ne participais que rarement aux réunions.

En 1973 je suis partie en Lorraine pendant un an et au retour, devenue enseignante j'ai adhéré au SGEN-CFDT, syndicat qui à ce moment là se proclamait autogestionnaire (les Lip) et restait ouverte aux idées de Mai. S'il me paraissait normal d'être syndiqué autant l'être là se trouvait un fort courant libertaire même si nous nous confrontions là à l'entrisme musclé des maos. Dans la FEN, la tendance « Ecole émancipée » dans lequel je me suis investie un temps était totalement verrouillée par la LCR et les débats tournaient constamment sur la préparation des congrès. J'ai mis fin assez vite à cette double affiliation.

Des copains firent d'autres choix et participèrent à des groupes libertaires très structurés qui

apparurent à ce moment comme l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA) ou plus tard l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires (UTCL).

Parallèlement à mon militantisme syndical, je participais à une revue bimestrielle, Agora parue de 1980 à 1986. Revue traitant des thèmes internationaux (les pays de l'Est surtout) et la politique du

premier septennat de Mitterrand. C'était une revue que je trouvais et trouve toujours de qualité. La décision d'arrêter sa publication marqua, pour nous, pour moi, la fin des années 68. On ne changerait plus le monde même si d'autres luttes, d'autres discussions se profilaient à l'horizon. Avec moins d'humour.

PS : Je n'ai nommé aucune des personnes que j'ai fréquentée dans ces différents groupes. C'est volontaire, j'en aurais oublié. Et puis, c'est un vieux réflexe libertaire : on ne donne pas de nom (olé !) mais chacun se reconnaîtra sans difficulté.

Violette Marcos, Toulouse, 11 juin 2008